

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°174

SEPTEMBRE 1999

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 30 FF — Etranger : 35 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01-48 24 64 64 - Fax : 01-47 70 99 04

www.fikp.org

E-mail : bulletin@fikp.org

Sommaire

- **ANKARA : PLAIDOYER POUR LA DEMOCRATIE DU PRÉSIDENT DE LA COUR DE CASSATION**
- **UN AN APRÈS L'ACCORD DE WASHINGTON LA SITUATION RESTE CALME AU KURDISTAN IRAKIEN**
- **L'ARMÉE TURQUE SOUFFLE LE CHAUD ET LE FROID SUR LA QUESTION KURDE**
- **LIBÉRATION CONDITIONNELLE DU DR. ISMAIL BESIKÇI ET D'AKIN BIRDAL**
- **WASHINGTON : VISITE INFRUCTUEUSE E B. ECEVIT**
- **DIYARBAKIR : APPEL À LA PAIX DES KURDES EN TURQUIE**
- **L'UNION EUROPÉENNE ACCORDE UNE AIDE HUMANITAIRE À LA TURQUIE SANS SE PRONONCER SUR SA CANDIDATURE**
- **BRUXELLES : AUTO-DISSOLUTION DU «PARLEMENT KURDE EN EXIL»**
- **VISITE DE CINQ DÉPUTÉS DU PARLEMENT TURC AU KURDISTAN IRAKIEN**
- **AINSI QUE...**

ANKARA : PLAIDOYER POUR LA DEMOCRATIE DU PRÉSIDENT DE LA COUR DE CASSATION

LA contestation du régime turc touche désormais les hautes sphères du pouvoir. Après les critiques acerbes du président de la Cour Constitutionnelle, le 26 avril dernier le nouveau président de la Cour de Cassation turque, M. Sami Selçuk a profité de la cérémonie inaugurale de la rentrée judiciaire pour dénoncer, en présence du chef de l'État, du Premier ministre et des plus hauts dignitaires du régime et des media, les tares du système politique turc et plaider avec force pour la refonte de la République

sur des bases réellement démocratiques, pluralistes et laïques.

Dans cette «leçon de démocratie» magistrale, dont de larges extraits ont été transmis par les télévisions et les radio, le haut magistrat, élu en juillet dernier par ses pairs, n'a pas mâché ses mots : «*Le degré de légitimité de la Constitution de 1982 (NdT . toujours en cours) s'approche de zéro et la Turquie ne peut pas, ne devrait pas entrer dans le nouveau siècle avec une telle Constitution imposée à la société sous la menace (NdT . des auteurs du coup*

d'Etat de 1980). De ce fait cette Constitution est dépourvue de légitimité formelle, elle est caduque (NdT. ou non valide). La Constitution de 1982 est comme une tenue de bal que l'on garde dans l'armoire car elle n'est pas pertinente pour la vie quotidienne et pour le Droit (...). On pourrait dès lors dire que la Turquie est un Etat avec une constitution mais elle n'est pas un Etat constitutionnel.

M. Selçuk soumet à l'examen critique les principaux mythes fondateurs de l'État turc. Ainsi contrairement à l'idée reçue d'une Turquie laïque, il affirme : «*un État qui ouvre et finance des écoles d'une religion et d'une confession (NdT. sunnite). favorise cette religion et cette*

confession, les adopte d'une façon voilée. Cet État a donc une religion et une confession. Or un État laïc doit se tenir à égale distance vis-à-vis des religions, n'en exclure aucune et n'en favoriser aucune. On peut comprendre qu'Atatürk et ses camarades, qui lors de la guerre de l'indépendance ont beaucoup souffert de l'exploitation politique de la religion, aient plus tard cherché à tenir la religion sous contrôle et cette attitude était réaliste. Mais on ne saurait poursuivre cette attitude dans une démocratie pluraliste. Des considérations populistes et étatistes conduisent l'État à balancer entre laïcité et théocratie. L'État, officiellement laïc, finance à travers une administration (NdT. Direction des Affaires religieuses), tout le personnel religieux des mosquées et des écoles d'une confession (NdT. sunnite). De ce fait certains considèrent la République turque comme un État théocratique mâtiné de laïcité, d'autres comme un État laïc mâtiné de théocratie. Le constat est clair : la République de Turquie, du point de vue de la source de la souveraineté, est laïque et du point de vue de l'organisation de l'État, elle est théocratique».

Tout en donnant d'inévitables gages de fidélité à Atatürk, le juge suprême critique aussi ceux qui cherchent à enfermer la Turquie actuelle dans les dogmes de l'âge d'or mythique de l'époque d'Atatürk : «Atatürk n'était ni un idéologue ni un idéocrate et l'atatürkisme n'est pas une idéologie ou une idéocratie ; c'est l'application à la vie de la science. Sa méthode est scientifique, son but la démocratie. On ne saurait retourner aux années 1930. Les véritables héritiers d'Atatürk sont ceux qui à la lumière de la science inventent l'avenir et non pas ceux qui s'érigent en gardiens des années 1930, veulent les répéter ou les révéler. C'est

l'individu libre, autonome, doté de droit et de libertés, libéré d'oppression qui est au centre de la démocratie et tout se situe par rapport à cette préoccupation centrale. L'État doit être impartial vis-à-vis des opinions et des croyances (...). La société démocratique a besoin non pas de citoyens sages mais des individus ayant acquis la pratique d'un rationalisme questionneur et critique (...). La société démocratique doit être tolérante et généreuse même pour les courants intolérants et destructeurs. L'une des caractéristiques de la démocratie est de comporter à tout moment des risques. Les régimes qui ne veulent prendre aucun risque s'appellent des dictatures. La seule garantie de la démocratie est encore la démocratie elle-même».

M. Selçuk qui, à 3 ans de l'âge de la retraite, ne semble pas craindre les foudres de l'establishment politico-militaire turc dénonce avec force le monoculturalisme officiel et qualifie de «génocide culturel» l'interdiction et la destruction d'autres identités culturelles du pays, sans citer expressément les Kurdes même si son allusion est limpide. «La société démocratique exclut le monopolisme culturel. Nous vivons une époque de protection de différences, de pluralismes philosophique, politique et culturel. La réalité est plurielle (...). Là où le pluralisme, les différences, ne sont pas respectés, les hommes pasteurisés, pensent de la même manière. Et là où chacun pense la même chose cela veut en réalité dire, que nul ne pense plus (...). L'une des dimensions naturelles du pluralisme est l'identité culturelle. Les traditions, les coutumes, les langues, les opinions, les croyances, les valeurs morales sont les éléments constitutifs de la conscience collective et de l'identité collective. La démocratie contemporaine doit protéger l'identité culturelle qui

reflète l'appartenance à un groupe et qui façonne la personnalité des hommes (...). Vouloir supprimer ces différences s'appelle un Ôgénocide culturel».

Après maintes citations de M. Foucault, E. Morin, J. Lacan, le haut magistrat turc conclut : «La Turquie ne doit pas entrer dans le XXIème siècle comme un pays qui s'emploie, par des lois répressives, à écraser les cerveaux de ses habitants et les réduire au silence (...). Je refuse une démocratie de basse intensité, dégénérée, soumise à la tutelle de grands frères (NdT. allusion aux généraux du Conseil national de sécurité). Je plaide pour une démocratie véritable conforme aux normes occidentales. Je plaide pour un Droit qui n'interdit pas les opinions et les croyances, qui permet leur libre débat et émulation sous la protection de la justice (...). Notre peuple ouvert sur le monde extérieur par ses dynamiques économique et culturelle y est prêt. En revanche l'Etat, qui reste à la traîne, qui est en procès avec son peuple, ni ne fait pas confiance à son peuple, qui ne cesse d'implorer qui est maladivement gros et lourd n'arrive pas à suivre la société, la Turquie, qui va de l'avant. Un État idéologique, militant connaît toujours la même fin. ;Il vieillit vite parce qu'il est atteint de l'insuffisance de l'État mortel. Il n'est pas légitime car il asservit l'homme (...). Il est grand temps de réformer l'État et la République».

Ce plaidoyer du président de la Cour de Cassation a suscité un «séisme politique» en Turquie. La plupart des éditorialistes ont salué le courage de ce «manifeste historique pour la démocratie». Le parti islamiste de la vertu, le DYP de Mme. Jiller et le PKK ont été parmi les premiers à exprimer leur soutien. Le Premier ministre Bülent Ecevit, a de son côté, déclaré que le temps d'une réforme

constitutionnelle substantielle était venue et que la coalition gouvernementale disposait de la majorité nécessaire au Parlement pour y procéder. L'ANAP de Mesut Yilmaz a promu son soutien à une telle réforme dont l'étendue et le contenu restent très flous. Le président turc s'est contenté d'un commentaire lénifiant : «dans une démocratie pluraliste chacun a le droit d'exprimer ses opinions. J'en prends note et il faut en débattre». Certains commentateurs et des hommes politiques comme Mumtaz Soysal, connus pour leur intégrisme atatürkiste, se demandent si le président de la Cour de Cassation ne plaide pas en faveur des islamistes et

s'il ne serait pas proche d'eux. D'autres font remarquer que ces opinions iconoclastes exprimées par un citoyen ordinaire lui aurait valu des années de prisons. La haute hiérarchie militaire n'a pas encore réagi. On verra à la rentrée parlementaire du début octobre si le gouvernement va concrétiser ses intentions proclamées de réforme ou s'il s'agit de déclarations de circonstance pour créer un climat favorable à la veille du Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne du 13 septembre et surtout de l'important voyage que Premier ministre turc à Washington à partir du 26 septembre.

savoir la mise en place d'un gouvernement intérimaire chargé de recenser la population, de mettre à jour les registres électoraux et d'organiser des élections libres pour le renouvellement du Parlement du Kurdistan.

L'ambassadeur Beth Jones, adjointe du sous-secrétaire d'État américain pour les affaires du Proche Orient, vient d'écrire aux leaders kurdes les appelant à "energiser le processus de paix".

Dans un long commentaire du 9 septembre, Radio Free Europe donne un résumé aperçu des griefs des uns et des autres (voir p. 34-36).

UN AN APRÈS L'ACCORD DE WASHINGTON LA SITUATION RESTE CALME AU KURDISTAN IRAKIEN

UN an après l'accord de paix signé le 17 septembre 1998 à Washington par les leaders kurdes irakiens Massoud Barzani et Jalal Talbani en présence de la Secrétaire d'Etat américaine, Mme. Madelaine Albright le calme règne dans la quasi totalité des provinces sous administration kurde du Kurdistan irakien. Seule la bande frontalière avec la Turquie connaît encore des affrontements intermittents entre le PKK et les peshmergas du PDK et l'armée turque y fait des incursions fréquentes, cela en dépit du récent engagement non tenu du PKK de mettre un terme à ses activités militaires au Kurdistan irakien.

Depuis la signature de cet accord un comité de coordination se réunit régulièrement pour faire le point sur l'application de ses dispositions. La 43ème réunion du Haut Comité de coordination s'est tenu le 12 septembre à Koy Sanjaq. Le PDK était représenté

par Sami Rahman, Arif Taifour, Massoud Salah et Abdul Salam Barwari; l'UPK par Faraidun Abdul Kadir, Imad Ahmed et Saadi Pira. Au cours de cette réunion il a été décidé d'établir une commission judiciaire chargée d'assurer la libération des prisonniers de guerre; de réduire la présence des peshmergas des parties près des lignes entre les deux zones et d'en évacuer les armes lourdes; de mettre un terme à la propagande hostile dans les media et d'assurer la libre circulation des marchandises et des hommes.

Cette série de mesures destinées à rétablir progressivement la confiance entre le PDK et l'UPK, pour appréciable qu'elle soit, est encore très loin de répondre aux aspirations de paix et de démocratie de la population. Washington, tout en se félicitant du calme qui règne dans la région se dit préoccupé par la lenteur des progrès accomplis dans la mise en œuvre des dispositions essentielles de l'accord. à

En dépit de ces lenteurs et difficultés du processus de paix, le Kurdistan irakien connaît depuis novembre 1997 un climat pacifique et serein. On y assiste à un sérieux redémarrage économique et à une effervescence culturelle sans précédent. Conformément à la résolution de l'ONU dite "pétrole contre nourriture" 13% du produit de la vente du pétrole sont affectés aux régions sous administration kurde et financent des programmes alimentaires, éducatifs ainsi que des projets de développement et de reconstruction sous la surveillance des agences de l'ONU. Sachant qu'en 1999 la vente du pétrole irakien génèrera un produit de 7 milliards de dollars, cela signifie que le Kurdistan irakien bénéficiera de \$910 millions. Bien qu'une large partie du pétrole irakien soit extraite en territoire kurde, le Kurdistan irakien n'en avait jamais tiré un tel bénéfice.

Un rapport de l'UNICEF rendu public fin août donne d'ailleurs une indication claire de l'amélioration notable de la situation sanitaire et économique au Kurdistan. Selon ce rapport, la mortalité infantile a, depuis 1992, sensiblement baissé au Kurdistan par

rapport à la décennie 1980 alors que dans les régions irakiennes administrées par le régime de Saddam Hussein elle a plus que doublé. En clair, malgré leurs querelles

intermittentes et malgré l'existence de deux zones administratives de fait les Kurdes gèrent quand même beaucoup mieux leurs affaires que Saddam Hussein celles de l'Irak.

L'ARMÉE TURQUE SOUFFLE LE CHAUD ET LE FROID SUR LA QUESTION KURDE

LE général Hüseyin Kivrikoglu, chef d'état-major des armées turques, a, le 3 septembre, convoqué les principaux éditorialistes des grands média turcs pour leur communiquer «les 12 messages de l'armée». à l'intention du public mais aussi du gouvernement. Parmi les questions d'actualité abordées, la question kurde après le début de retrait annoncé des combattants du PKK. Extraits de ses déclarations parus dans le quotidien *Hürriyet*, du 5 septembre : «Un groupe du PKK de quelques centaines de personnes s'est retiré de la Turquie. Il y a aussi des regroupements dans certains endroits. Mais ils vont en laisser un certain nombre (en Turquie). Ils vont probablement entrer dans les organisations dans les villes. Ce n'est pas très important qu'ils quittent la Turquie. Il faudrait qu'ils se rendent et qu'ils bénéficient de la loi sur les repentis. Dans le passé aussi nous avons vécu des situations où ils ont annoncé des cessez-le-feu qu'ils ont ensuite rompus. De ce fait nous devons attendre et observer pendant un certain temps».

Le général estime que la Turquie reconnaît déjà de facto certains droits culturels aux Kurdes et ajoute : «Comme le chef de la terreur (NdT. A. Ocalan) l'a dit aussi, ils ont reconnu qu'ils n'arriveront nulle part par les armes. Ils envisagent des solutions par des voies politiques. Ils ne demandent plus de fédération. Ce qu'ils demandent

ce sont certains droits culturels. Certains de ces droits sont déjà reconnus. Les journaux et les cassettes (de musique) en kurde sont libres. Bien qu'elles soient interdites, des émissions de télévision et de radio en kurde se font dans l'Anatolie de l'Est et du Sud-Est. Dans 37 villes le HADEP (NdT. Parti pro-kurde) contrôle les municipalités. Nul ne leur a dit pourquoi vous avez été élus et ne s'est opposé à eux. S'ils travaillent correctement et servent le pays nul ne trouvera à y redire. La Turquie a donc déjà donné nombre de droits».

Concernant l'attitude de l'armée sur l'exécution de la peine de mort d'Ocalan, le général répond : «Dans cette affaire nous sommes partie. Nous lui avons fait la guerre pendant 15 ans. Ne nous demandez pas notre opinion. Car nous agissons de façon émotionnelle dans notre réponse. Après le verdict de la Cour de cassation la décision appartiendra aux politiques. Les politiques vont s'asseoir et réfléchir. Pourquoi le pouvoir ultime est-il accordé aux politiques ? Parce que dans ce genre de décision il convient de considérer les intérêts du pays et ce pouvoir est accordé aux politiques. C'est l'affaire des politiques. Quelle qu'elle soit, leur décision sera appliquée».

Les media turcs ont présenté ces déclarations comme «le feu vert de l'armée» à la reconnaissance de certains droits culturels aux Kurdes. Le directeur de *Hürriyet*, E. Ozkok, dans

son éditorial du 6 septembre, croit à «une nouvelle politique de l'Etat vis-à-vis de la question kurde maintenant que le PKK a été vaincu et que la page des révoltes et contestations armées est définitivement tournée». Il avance même, avec un optimisme téméraire, que «la question kurde pourrait être réglée d'ici à la fin de l'année».

De son côté, dans une déclaration au quotidien *Hürriyet* du 8 septembre, Le Premier ministre turc affirme : «Le temps est venu pour considérer au plus haut niveau les droits culturels en Turquie. Quoique cela n'ait pas de rapport direct avec l'amendement de la Constitution, il faudrait procéder à certains arrangements à ce sujet».

Le PKK, par la voie d'un communiqué d'Ocalan rendu public par ses avocats et par une déclaration de son conseil de présidence, se félicite de ces «signes positifs» et s'emploie, dans ses media, à convaincre ses partisans rétifs à l'idée de l'abandon sans contre-partie de la lutte armée que «bientôt les dirigeants turcs feront les gestes nécessaires pour la paix». Il y a encore quelques mois les dirigeants du PKK qualifiaient de «traîtres» ceux qui demandaient l'autonomie du Kurdistan turc. Ils semblent à présent disposés à se contenter de la reconnaissance de quelques droits linguistiques afin de persuader leurs militants que leur combat n'a pas été vain.

Cependant le 10 septembre, l'état-major des armées turques a publié un communiqué affirmant que les propos de son chef avaient été «mal interprétés» par les média. «Plusieurs média, domestiques et particulièrement étrangers, en présentant ces remarques (du général Kivrikoglu) comme une «politique d'Etat» les ont sorties de leur contexte et en ont fait des

interprétations pour lesquelles ils sont seuls responsables» ajoute le communiqué militaire qui conclut : «non seulement il n'y a pas une telle politique d'Etat mais pour ce qui concerne l'état-major il n'y a eu aucun changement dans la politique actuelle de l'Etat sur la question kurde et «il est hors de question que l'état-major accepte l'organisation de terreur le PKK comme

un interlocuteur, discute ses suggestions ou fasse une quelconque concession» (voir p.24-25).

Après cette douche froide, certains éditorialistes turcs, jamais à court d'explications, affirment qu'il y a bien eu un débat au sommet de l'Etat et que les faucons l'ont emporté provisoirement.

LIBÉRATION CONDITIONNELLE DU DR. ISMAIL BESIKÇI ET D'AKIN BIRDAL

UN des plus célèbres prisonniers en Turquie, le sociologue Ismail Besikçi, a été libéré le 15 septembre 1999 de la prison de Bursa où il était enfermé depuis le 13 novembre 1993. I. Besikçi, auteur de 36 livres, a purgé 18 ans de prison pour ses écrits dont la plupart touchent la question kurde. Objet de poursuites incessantes de la part de l'Etat pour délit d'opinion, 107 dossiers ont été instruits, 52 jugés et une peine de 79 ans de prison et 8 milliards de livres turques d'amendes avaient d'ores et été confirmées à son encontre. 55 autres dossiers restent toujours en jugement. Au total, plus de 200 ans de prison ont été prononcés par les Cours de sûreté de l'Etat turques contre d'Ismail Besikçi

Le sociologue doit sa libération conditionnelle à la loi 4454 du 28 août 1999. Toute cousue de main, cette loi relative à la presse et à l'édition, surseoit la peine pendant 3 ans à condition que des faits identiques ne soient pas reprochés à l'intéressé durant cette période. Interrogé à sa sortie, I. Besikçi a déclaré que ce n'était que la huitième fois où on l'autorisait à sortir. «Ces sorties ne sont pas des libérations (...) On ne doit pas commettre les mêmes faits pendant trois

ans. On dit que l'opinion et l'expression de l'opinion restent toujours des délits» a déclaré I. Besikçi.

De nombreuses organisations internationales comme Amnesty International, FIDH, Reporters sans Frontières, CILDEKT avaient milité en faveur de la libération de cet universitaire turc persécuté. Récemment le «Comité de Défense des Libertés et des Droits de l'homme en France et dans le monde» avait lancé en faveur de sa libération immédiate un appel adopté par environ cinq cents personnes dont une centaine de sociologues français parmi lesquels Pierre Bourdieu, Alain Touraine, Danièle Kergoat, Nicole Lapierre, Yvette Lucas Nonna Mayer etc».

Dès sa sortie de prison de prison, Dr. Besikçi, a tenu à remercier vivement tous ceux qui à travers le monde se sont mobilisés pour sa liberté : «Dites leur que je suis en bonne santé mais je me sens en liberté provisoire. Les lois liberticides restent toujours en vigueur, je risque de retourner en prison dans quelques mois. Car je n'ai pas l'intention de me taire ou de me censurer».

Le 25 septembre, Akin Birdal, ancien président de l'Association turque des

droits de l'homme (IHD), a été libéré pour raison de santé. M. Birdal a plus exactement bénéficié d'une permission de six mois pour se faire soigner, après quoi il devrait réintégrer sa cellule. Condamné à 9 mois et 18 jours de prison à la suite des discours prononcés l'un à Mersin en 1995 et l'autre le 1er septembre 1997, lors de la Journée mondiale pour la Paix, Akin Birdal était incarcéré depuis déjà 4 mois à la prison centrale d'Ankara. Interrogé à sa sortie, M. Birdal a déclaré : «à la demande de mes amis avocats, les autorités pénitentiaires ont accepté de me libérer pour des raisons de santé. Dans six mois, je serai à nouveau incarcéré (...) Pour garantir les droits de l'homme, il faudrait déjà qu'il y ait la liberté de l'opinion. Pour assurer la paix sociale, le premier pas serait de promulguer une loi d'amnistie générale. Le chemin de la paix sociale passe par là. La Turquie est aujourd'hui entrée dans une période de paix. Nous devons tous accomplir nos devoirs et nous sentir responsables.»

Akin Birdal a conclu son intervention en ayant une pensée pour ses amis restés derrière les barreaux dans la même prison en déclarant : «Je suis dehors, mais mon cœur est à l'intérieur. Ici restent enfermés les 'Leyla Zana'. Les laisser là me fend le cœur. Une partie de moi est à la prison centrale d'Ankara, une autre est à ankiri auprès d'Esber Yagmurdereli et les autres parties auprès de tous les prisonniers d'opinion».

Ces libérations conditionnelles interviennent à la veille de l'important voyage à Washington du Premier ministre turc et elle visent aussi à préparer un climat favorable à la candidature turque avant le sommet européen de décembre à Helsinki. En automne 1995, à la veille du débat sur la ratification par le Parlement européen de l'Union douanière avec la Turquie, le gouvernement turc avait

remis en liberté une centaine de prisonniers d'opinion. Les lois restreignant la liberté d'expression restant inchangées la plupart d'entre eux sont depuis retournés en prison.

Ces quelques libérations d'intellectuels ont aussi pour but de faire avaler à l'opinion turque la loi d'amnistie prévoyant l'élargissement de près de 30 000 criminels de droit commun, condamnés pour meurtres, détournements de fonds, banqueroutes ou crimes mafieux. Une première mouture de cette loi votée par le Parlement a suscité un tollé général dans l'opinion, obligeant le président Demirel à opposer son veto. Telle quelle, elle allait par

exemple autoriser la libération des auteurs de la tentative d'assassinat contre Akin Birdal, tandis que celui-ci incarcéré pour délit d'opinion allait rester derrière les barreaux. Les membres des gangs mafieux proches du Parti d'Action nationaliste (MHP) au pouvoir, impliqués dans de dizaines de meurtres et le trafic de drogue, allaient être libérés tandis que les députés kurdes embastillés depuis mars 1994 pour délit d'opinion aller rester en prison. L'opinion publique réclame une amnistie générale pour tous les prisonniers politiques, qui se chiffrent à plus de dix mille, pour créer un climat de paix sociale et de réconciliation.

WASHINGTON : VISITE INFRUCTUEUSE E B. ECEVIT

ANNONCÉE comme « historique » par les média turcs la visite effectuée à partir du 26 septembre à Washington par le Premier ministre turc n'a finalement permis aucune avancée significative dans les principaux dossiers politique et économique. Politiquement, la Turquie a un besoin crucial de l'appui de son allié de toujours avant le sommet d'Helsinki et financièrement le soutien de Washington lui est nécessaire pour assurer la reconstruction après le séisme qui a frappé la Turquie le 17 août 1999 mais aussi pour assurer son programme d'armement. A la suite de sa rencontre, le 28 septembre 1999 avec le président américain, le Premier ministre Ecevit a déclaré : « *Beaucoup de questions ont été abordées et bien sûr les relations entre la Turquie et Israël ... et je suis heureux d'observer que le Président Clinton veut aussi faire quelque chose pour aider l'économie turque* ». Les observateurs ont cependant noté que les demandes

turques sont toutes restées en suspens puisque Bill Clinton ne s'est engagé qu'« à les étudier ». Pour Washington, il reste en Turquie beaucoup de domaines à améliorer (droits de l'homme, question kurde et chypriote) et Ankara a pris note des souhaits américains. Le Premier ministre Ecevit rentre au bout du compte les mains vides. On est loin des garanties financières américaines ou de la suppression des intérêts des dettes turques dues aux achats d'armements. Même l'aide humanitaire promise pour faire face aux conséquences du tremblement de terre s'est révélée si modeste que B. Ecevit, « par dignité », a dû la refuser.

La presse turque n'a pas commenté les raisons du « demi-succès » de cette « visite historique » ni la teneur des demandes américaines. Cependant, dans un article publié, le 26 septembre 1999 dans le New York Times, le journaliste Stephen Kinzer observe que « *l'administration américaine veut que*

la Turquie arrête de mettre en prison les individus qui s'expriment ou écrivent des articles, et garantisse à ses citoyens les libertés dont jouissent la plupart des Américains ou Européens. Dans le cas contraire, les progrès marqués dans les domaines internationaux importent peu, les Américains continueront de mettre la Turquie dans le même groupe que le Pérou, la Malaisie, la Biélorussie, le Zimbabwe, et autres quasi-démocraties où les droits de l'homme sont mis de côté en faveur de la question de sécurité nationale chérie par les autocrates dirigeants. La Turquie a construit une économie dynamique, donné l'égalité aux femmes et créé une société ouverte remarquable. Pourtant, précisément parce que la nation est si orientée à l'ouest, son peuple est devenu impatient d'atteindre une démocratie pleine à l'occidentale.

Les commandants militaires turcs continuent de jouir du droit de veto sur les décisions important du gouvernement. Une élite franchement conservatrice insistent sur des lois restreignant la liberté de l'expression et autres droits civils (...)

DIYARBAKIR : APPEL À LA PAIX DES KURDES

UNE déclaration de « paix et de démocratie » en 7 articles, signée par 224 organisations et personnalités des 19 provinces du Kurdistan de Turquie a été rendue public le 14 septembre 1999. En voici la traduction intégrale.

« Afin de résoudre les questions publiques sans recours à la violence mais par le dialogue et la compréhension, et en s'abstenant de faire des déclarations et des appréciations susceptibles de provoquer des conditions propices à la violence,

nous invitons à fournir des efforts pour aménager un cadre pacifique et démocratique.

Les obstacles entravant le débat sur la question kurde devraient être levés tout comme ceux qui sont rencontrés par les libertés de la pensée, de l'opinion, de l'expression et de l'association.

Vu le régime d'exception (OHAL) qui a conduit à l'application d'un droit double et en prenant en considération le système des «protecteurs de village» attentatoire à la nature humaine, à sa psychologie et son honneur, le régime d'exception (OHAL) devrait être levé.

Les conditions de retour des habitants aux villages évacués devraient être assurées en toute sécurité. Ils devraient être dédommagés et les terres agricoles et d'élevage laissées hors production devraient être exploitées. Nous voyons comme un impératif la nécessité d'une amnistie générale et non discriminatoire. Tant que les crimes politiques et les délits d'opinion seront hors du champ de compétence de la loi d'amnistie nous n'obtiendrons pas la paix sociale.

Ratifier le protocole additionnel n°6 de la Convention européenne des droits de l'homme. Abolir la peine de mort contenue dans 4 lois et 41 dispositions en Turquie.

Nous soutenons l'opinion de Dr. Sami Selçuk, premier président de la Cour de cassation sur la révision constitutionnelle. Une constitution démocratique en accord avec la société, un droit supranational qui garantirait les différences culturelles et identitaires.»

De son côté, dans un communiqué diffusé, le 22 septembre 1999, Abdullah Öcalan, chef du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) a implicitement appelé un groupe du

PKK à se rendre aux forces turques pour démontrer la sincérité de son engagement à mettre fin à la lutte armée. En août 1999, à la suite de l'appel d'Öcalan, le PKK avait annoncé qu'il allait se retirer de la Turquie en déclarant qu'il voulait mettre fin à ses 15 ans de lutte armée mais l'armée turque avait souligné que ce retrait était insuffisant pour mettre fin au conflit. Essayant d'établir le dialogue avec l'armée turque, Öcalan a déclaré «j'appelle un groupe du PKK à se rendre avec ses armes et à rejoindre la République démocratique en signe de bonne volonté pour prouver que le PKK n'est pas opposé aux efforts démocratiques (...) Cet effort que fera le PKK (...) pour démontrer que sa décision de mettre fin à la lutte armée est sincère (...) est un pas symbolique pour la paix et une solution démocratique».

L'un des avocats d'Öcalan, Me Dogan Erbas, a assuré que cette déclaration n'était pas nécessairement un appel à la reddition en ajoutant que «le retour de membres du PKK en Turquie est un pas pour encourager l'Etat turc à élargir la portée de la loi d'amnistie

afin qu'elle couvre également les militants du PKK».

Cependant l'armée turque a réitéré sa détermination à pourchasser le PKK «jusqu'à ce que le dernier terroriste ait été neutralisé» selon les termes employés par Sabahattin ,akmakoglu, ministre turc de la défense. M. ,akmakoglu a rejeté les appels à la paix lancée par Abdullah Öcalan, estimant que «le PKK s'est engagé dans un spectacle de repentir qui n'est pas sincère alors qu'il doit rendre compte du sang versé». Ces déclarations martiales reflètent l'état d'esprit du haut commandement de l'armée turque qui exige la capitulation pure et simple.

Quelque 5 000 soldats turcs, appuyés par des hélicoptères et des «protecteurs de village», miliciens kurdes pro-gouvernementaux armés par l'Etat, ont lancé, le 27 septembre 1999, une incursion dans le nord de l'Irak depuis trois différents points à la frontière contre les bases du PKK. L'espoir d'une fin proche du conflit s'avère de plus en plus compromis.

L'UNION EUROPÉENNE ACCORDE UNE AIDE HUMANITAIRE À LA TURQUIE SANS SE PRONONCER SUR SA CANDIDATURE

La réunion informelle du conseil des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne les 4 et 5 septembre en Finlande s'est traduite par quelques gestes en direction de la Turquie, durement affectée par le récent tremblement de terre qui a fait plus de 15.000 morts et dont les dégâts matériels sont évalués à 4 à 7 milliards de dollars (estimation américaine). L'UE a décidé l'octroi d'une aide humanitaire de 30 millions, qui s'ajoutent à 2 millions d'euros d'aide d'urgence, pour la construction d'abris

pour les populations sinistrées et le déblocage de 150 millions d'euros promis dans le cadre de l'Union douanière conclue en 1995. La Grèce s'est montrée compréhensive et s'est même prononcée en faveur de la candidature turque à certaines conditions. Elle a cependant maintenu son veto sur le versement d'un autre protocole financier de 375 millions d'euros toujours dans le cadre de l'Union douanière. Par ailleurs la Turquie pourra obtenir un prêt à faible intérêt, de 600 millions d'euros de la

Banque d'investissements pour aider à la reconstruction de ses régions sinistrées. La Banque Mondiale vient, à son tour, d'accorder à Ankara un prêt d'un milliard de dollars.

Sur le plan politique, la situation évolue aussi. Selon M. Hubert Védrine, ministre français des Affaires étrangères, le Conseil reste encore divisé entre deux groupes. Le premier, conduit par la Suède, le Danemark et les Pays-Bas, qui demande des avancées sérieuses dans le domaine de la démocratie, des droits de l'homme, des questions kurde et chypriote avant la reconnaissance à la Turquie du statut de candidat officiel. Le deuxième groupe qui regroupe désormais notamment, la France, l'Allemagne, et l'Espagne qui sont d'avis qu'il faut d'abord accorder à Ankara le statut de candidat officiel et d'exiger ensuite le respect des critères de Copenhague sur le respect des droits de l'homme, et de la démocratie et des minorités. Une décision pourrait être prise lors du sommet d'Helsinki en décembre prochain. Certains media turcs prennent à partie Mme. Anna Lindh, ministre suédoise des Affaires étrangères, qu'ils accusent d'être «une deuxième Mme. Mitterrand ennemie de la Turquie empêchant son entrée dans l'Union européenne».

Une reprise de dialogue politique entre l'UE et Ankara s'est engagée lors de la rencontre, le 13 septembre 1999, d'Ismail Cem, ministre turc des affaires étrangères, avec ses homologues des Quinze à Bruxelles. Tout en regrettant que son pays n'en soit qu'au stade d'une reconnaissance de sa candidature, alors que sa vocation à l'adhésion remonte à 1963, le chef de la diplomatie turque a déclaré lors d'une conférence de presse : «on a parfois l'impression (en Europe) que rien ne va en Turquie. Ce n'est pas le

cas, même si nous avons pris certains retards sur le chemin de la démocratie». Il n'a pas manqué de mettre sur le compte des «actes terroristes» les retards «sur le chemin de la démocratie».

La Grèce a maintenu son attitude conciliante et le ministre grec des affaires étrangères, M. Papandreu, a fait des déclarations très encourageantes pour l'amélioration des relations greco-turques, jusqu'alors tendues à cause des contentieux territoriaux en mer Egée et la situation

en Chypre. Le ministre français délégué aux Affaires européennes, Pierre Moscovici, n'a pas manqué d'affirmer que l'UE travaille «dans la perspective de la candidature de la Turquie à Helsinki» et a qualifié la visite de M. Cem comme «une première chance pour une conclusion positive». Mme Tarja Halonen, ministre finlandaise des Affaires étrangères, dont le pays préside l'UE jusqu'en décembre, a, quant à elle, déclaré : «nous sommes encouragés par les engagements pris par la Turquie de poursuivre sur la voie des réformes».

BURUXELLES :

AUTO-DISSOLUTION DU "PARLEMENT KURDE EN EXIL".

Au cours d'une session plénière tenue le 26 septembre à Bruxelles "le Parlement kurde en exil" (PKE) a décidé, de se saborder. Officiellement pour rejoindre les rangs d'un Congrès national du Kurdistan (CNK) proclamé le 26 mai dernier à Amsterdam et présidé par Dr. Ismet Chériff Vanly.

Le PKE avait été fondé le 2 avril 1995 à La Haye. Il regroupait, autour d'une demi-douzaine de députés kurdes du parti de la Démocratie (DEP) exilés en Europe après l'interdiction de leur formation par les autorités turques, des représentants du PKK et des groupes politiques qui lui étaient proches. Organisme non élu et autoproclamé, il a souffert de manque de légitimité. Ankara et à sa suite plusieurs capitales occidentales le qualifiant de simple "émanation du PKK". De son côté, il ambitionnait de devenir un interlocuteur politique acceptable pour négocier un jour le règlement du problème kurde en Turquie avec Ankara qui refusait, et continue de refuser toute idée de discussion avec "l'organisation terroriste PKK".

Quelques réunions que le PKE a tenues dans certaines capitales européennes (La Haye, Copenhague, Vienne, Moscou et Rome) ont certes eu de l'impact dans les média turcs et provoqué des réactions virulentes d'Ankara. Mais les crises diplomatiques ainsi suscitées se sont résorbées. Aucun État au monde n'a accepté de reconnaître le PKE qui avait en outre du mal à trouver des pays d'accueil pour tenir ses réunions.

Lors de l'arrivée à Rome d'Abdullah Ocalan, le PKK s'est employé à mettre rapidement en place un "Congrès national du Kurdistan" présidé par son chef afin de lui conférer le statut de "leader de la nation kurde". Au beau milieu de ces efforts enfiévrés Ocalan a été arrêté au Kenya et ramené en Turquie : La réunion du CNK, prévue pour mars, a été de ce fait retardée. Finalement elle s'est tenue le 26 mai près d'Amsterdam pour élire, à la veille de sa comparution, Ocalan "président d'honneur".

Considérant le CNK comme un avatar du PKE et trop dépendant du PKK les principaux partis politiques kurdes d'Irak (PDK, ÜPK) et d'Iran (PDKI), le Parti socialiste et le PDK de Turquie et

la plupart des personnalités kurdes indépendantes n'ont pas participé au CNK. De son côté, ce dernier depuis sa réunion constituante a adopté un profil bas et ne fait guère parler de lui. La stratégie de défense adoptée par Ocalan lors de son procès, l'abandon des revendications de fédéralisme ou d'autonomie au profit d'un vague projet de "république démocratique" turque reconnaissant aux Kurdes certains droits linguistiques est loin de faire l'unanimité dans les rangs du CNK

conçu au départ pour affirmer "le droit à l'autodétermination de la nation kurde".

Dans cette période de fortes turbulences et au nom des impératifs de sa nouvelle "stratégie de paix" le PKK qui a fait dissoudre le PKE semble aussi avoir mis en veilleuse le CNK. Ses media donnent abondamment la parole aux membres du Conseil de la présidence du PKK défendant sans faille "la stratégie géniale du leader national Ocalan".

VISITE DE CINQ DEPUTÉS DU PARLEMENT TURC AU KURDISTAN IRAKIEN

SUR l'invitation de Massoud Barzani, président du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK), cinq députés de l'Assemblée nationale turque se sont rendus, le 23 septembre 1999, au Kurdistan irakien. La délégation comprenait uniquement des députés élus dans les circonscriptions kurdes de Turquie : Hasim Hasimi, député du parti de la Vertu de Diyarbakir, Sebgetullah Seydaoglu et Nurettin Dilek, députés ANAP de Diyarbakir, Mustafa Tugmener, député DSP de Mardin, et Macit Piruzbeyoglu, député ANAP d'Hakkari. Au cours de leur visite, les députés se sont attachés à s'informer des réalités locales. Ils ont également été reçus par les principaux dirigeants du Parlement et du gouvernement d'Erbil qui leur ont réaffirmé que le Kurdistan irakien n'était pas engagé dans un processus

de séparatisme. Les Kurdes essaient de gérer leurs propres affaires dans un esprit fédéraliste et démocratique et dans le respect des frontières internationales leur a-t-on dit en substance. Les députés ont promis d'informer les instances de leurs partis des conclusions de leur visite qui constitue une première depuis 1994. Interrogé par la presse turque, Hasim Hasimi a démenti les rumeurs qu'il y aurait eu de discussions avec des émissaires du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

Les spéculations étaient allées bon train une fois la visite annoncée. Certains milieux et en premier lieu les média turcs n'ont pas hésité à accuser les députés d'entreprendre ce voyage pour faciliter l'arrivée d'un groupe de combattants du PKK qui devaient se rendre «symboliquement» aux autorités turques.

AINSI QUE....

• LA REPRESSION SANGLANTE D'UNE MUTINERIE DANS LA PRISON D'ANKARA A CONDUIT À DES TROUBLES DANS PLUS DE 15 PRISONS TURQUES. De graves troubles ont eu

lieu les prisons turques, à la suite de la répression sanglante d'une mutinerie dans la prison d'Ulucanlar à Ankara, où une intervention des gendarmes s'est soldée, le 26 septembre 1999, par la mort de 11 prisonniers d'extrême

gauche. Le mouvement a très vite fait tache d'huile et s'est répandu dans une quinzaine de prisons turques, où les détenus ont pris 72 gardiens en otages.

Des négociations avec les mutins ont été lancées avec la participation de représentants d'organisations non-gouvernementales, notamment Me Yucel Sayman, le bâtonnier du barreau d'Istanbul. Dans la nuit du 30 septembre au 1er octobre une libération prochaine des otages était annoncée. L'organisation de défense des droits de l'Homme Human Rights Watch a de son côté condamné «l'usage excessif de la force» lors de la répression de la mutinerie à Ankara, affirmant que 11 prisonniers ont été battus à mort par les gendarmes. Par ailleurs, le chef du bureau de l'IHD à Istanbul, Me Eren Keskin, des parents des mutins et des représentants d'organisations non-gouvernementales ont été interpellés alors qu'ils tentaient de participer à une manifestation de l'IHD sur les mutineries.

Ces mouvements ont relancé le débat sur la nécessité d'une réforme urgente du système judiciaire et pénal. Les règlements de compte et mutineries ont fait au moins 17 morts cette dernière semaine dans les prisons turques. En juillet 1996, 12 détenus, membres d'organisations d'extrême gauche, avaient trouvé la mort à l'issue d'une grève de la faim totale qui avait duré 69 jours. La déclaration du Premier ministre Bülent Ecevit le 26 septembre 1999 qui a affirmé que «l'Etat saura par tous les moyens établir son autorité dans les prisons» ne contribue pas à l'apaisement. Pour le secrétaire général de l'IHD, «le gouvernement essaie de prouver qu'il dispose d'une autorité sur les prisons et, ils ont choisi de le faire en s'attaquant aux prisonniers politiques». Selon les chiffres officiels, les prisons turques sont au nombre de près 600 et quelque 62 000 personnes y sont incarcérées

dont 9 000 condamnés ou inculpés pour des actes qualifiés de «terroristes».

Leyla Zana et ses collègues députés kurdes détenus à la prison d'Ankara n'ont pas été directement affectés par la répression. Cependant comme tous les prisonniers, ils ne peuvent, pour une durée indéterminée, recevoir des visites.

• **L'ARMÉE SE DIT PRÊTE À «COMBATTRE LA RÉACTION RELIGIEUSE PENDANT MILLE ANS S'IL LE FAUT».** Au cours de son briefing du 3 septembre le général Kivrikoglu s'en est pris aux dirigeants politiques qui tardent à mettre en pratiques certaines des décisions prises le 28 février 1997 par le Conseil national de sécurité sous l'impulsion de l'armée et qui avaient abouti à la démission du Premier ministre de l'époque, Necmettin Erbakan : «Le 28 février le Conseil national de sécurité a adopté un texte de décision en 18 articles. Sur ces 18 décisions recommandées alors à ce jour seulement 4 ont été traduites en lois, y compris la loi sur l'enseignement fondamental (NdT. obligatoire de 8 ans). Cependant nous ne voyons pas une situation encourageant la légifération sur les autres (décisions). Nous voyons même des approches comme «le 28 février est terminé» (NdT. déclaration récente du Premier ministre Ecevit). Le 28 février est un processus. Il a commencé en 1923 (NdT. date de la fondation de la République turque) et depuis cette date il continue de façon indexée à la réaction (religieuse). Nous considérons cela comme une défense. Le 28 février se poursuivra s'il le faut pendant dix ans. C'est un processus qui, se poursuivra s'il le faut pendant cent ans, pendant mille ans. Nous attendons que le Parlement, lors de sa rentrée du

1^{er} octobre examine avec célérité les autres projets de loi décidés le 28 février». Le chef suprême de l'armée turque demande l'adoption en urgence d'une nouvelle loi sur l'audio-visuel pour combattre «les émissions de télévision et de radio à caractère séparatiste ou réactionnaire (islamiste).

• **LE CHANTEUR KURDE SIVAN PERWER CENSURÉ EN TURQUIE.** Alors que la communauté internationale regarde d'un bon œil les promesses de réforme annoncées par les autorités turques, la Turquie continue de priver les Kurdes des droits culturels fondamentaux. C'est ainsi que le dernier album intitulé «*Hêviya Te*» [En t'attendant] du chanteur kurde Sivan Perwer a été frappé du sceau de la censure par décision du 3 septembre 1999 du ministre de la culture turque. L'album a été interdit des boxes et les responsables de la production Ses Plak ont été placés en garde-à-vue. Remarquable coïncidence, le 3 septembre même, le chef d'état-major turc, Huseyin Kivrikoglu, déclarait dans une réunion en présence de journalistes que les cassettes en kurde étaient librement distribuées en Turquie et que la langue kurde était nullement interdite.

Pourtant, au total 226 cassettes kurdes ont été interdites à la vente et à la distribution ces cinq dernières années par la super-préfecture de Diyarbakir. Celles qui reçoivent le visa des autorités ne restent dans les boxes qu'un seul mois et sont ensuite saisies. Sivan Perwer qui chante en kurde reste le musicien le plus censuré en Turquie mais les groupes ou chanteurs kurdes qui s'expriment dans les deux langues ou encore seulement en turc comme Ahmet Kaya sont également poursuivis, jugés et condamnés par les autorités

turques. Dans ce triste inventaire se trouvent aussi des cassettes de mélodies kurdes sans paroles jouées lors des mariages dans la région.

• **SELON UN MINISTRE D'ETAT TURC DANS LE BUDGET 2000 «IL N'Y AURA DE L'ARGENT QUE POUR LES ARMES».** Le tableau, dressé après les

discussions entre le Fonds monétaire international (FMI) et Ankara, conduit à penser que la Turquie devrait se préparer à se serrer la ceinture pour 2000 et 2001. Recep Önal, ministre d'Etat, a déclaré qu'en période de crises économiques «comme à l'époque de la libération, il n'y a de l'argent que pour les balles et les armes». Crise économique ou pas la Turquie continue en effet à lancer des appels d'offres pour moderniser et développer ses armements. Ankara maintient son programme de 150 milliards de dollars d'achat d'armes pour les 10 prochaines années. Par ailleurs la foire de l'industrie de défense -IDEF 1999, regroupant 207 sociétés de 22 pays a ouvert ses portes à Etimesgut en Turquie pour permettre aux militaires turcs de faire leurs emplettes.

Dans le cadre de son programme de configuration de neuf avions de transport CN-235 en avions de patrouille maritime pour un budget d'un montant de \$150 millions, la Turquie a convié au moins sept sociétés d'armement à l'appel d'offres. D'autre part, le sous-secrétariat turc à l'industrie de la défense a signé un contrat de \$120 millions avec la société espagnole CASA en septembre 1998 pour neuf avions à turbopropulseur bimoteur.

Par ailleurs, la Turquie a lancé le plus important projet de défense du pays en lançant un appel d'offres de \$ 7 milliards pour un programme de

construction de chars. Les sociétés en compétition étant entre autres General Dynamics, M1A2 Abrams des Etats-Unis, GIAT Leclerc de la France, Leopard 2 d'Allemagne (...)

Un éditorialiste de *Hurriyet* écrivait le 9 septembre 1999. «*la Grèce soutient activement la Turquie, le PKK a déposé les armes, nous n'avons plus d'ennemis (...) Alors pourquoi continuer à maintenir l'une des plus grandes armées du monde ?*». Malgré ce constat pertinent, les autorités turques ne semblent pourtant pas enclines à modifier leur priorité.

• **LA TURQUIE UNE NOUVELLE FOIS CONDAMNÉE PAR LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME.** La

Cour européenne des droits de l'homme a condamné à l'unanimité la Turquie, le 28 septembre 1999, pour avoir interdit un livre et infligé une amende à son éditeur en violation du droit à la liberté d'expression. Unsal Öztürk, avait été condamné en 1989 à une amende de 285 000 livres turques par la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara pour avoir publié l'année précédant un ouvrage sur la vie d'Ibrahim Kaypakkaya, leader d'un mouvement d'extrême gauche turc. L'auteur de l'ouvrage M.N. Behram avait été acquitté en 1991 et l'ouvrage avait été de nouveau publié par une autre maison d'édition sans nouvelle interdiction.

La Cour européenne a estimé que rien dans l'ouvrage incriminé ne justifiait

son interdiction, telle que l'admet l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme dès lors qu'une telle mesure apparaît «nécessaire dans une société démocratique». La cour précise d'autre part que «les propos tenus dans l'édition litigieuse du livre, dont le contenu ne diffère d'ailleurs aucunement de celui des autres éditions, ne sauraient passer pour une incitation à l'usage de la violence, à l'hostilité ou à la haine entre les citoyens».

Ünsal Öztürk est l'un des éditeurs les plus persécutés par les autorités turques. Il a publié entre autres les livres d'Ismail Besikçi. La Turquie a été condamnée à lui verser 10 000\$ pour dommage matériel et 20 000 francs pour frais et dépens.

• **LA TURQUIE EST BOUDEE PAR LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS.** Selon le «rapport

d'investissement mondial 1999» publié par la conférence sur le commerce et le développement des Nations Unies (UNCTAD), la Turquie n'arrive qu'en 55ème position des pays récipiendaires d'investissements étrangers - 800 million de dollars - située derrière des petits pays comme la Lituanie, la Croatie, la Bolivie et l'Equateur. La Turquie est citée dans ce rapport comme étant «le seul pays à avoir enregistré une baisse d'investissement». Les pays recevant le plus d'investissements sont, dans l'ordre, Les Etats-Unis avec 193 milliards de

dollars, la Grande-Bretagne, la Chine, la Hollande, le Brésil, la France, la Belgique, le Luxembourg, l'Allemagne, la Suède et le Canada.

Abdurrahman Ariman, secrétaire général de l'association des investisseurs étrangers (YASED) a déclaré que la Turquie était placée à la 22ème ou bien 23ème position de la liste dans la première moitié de la décennie, mais était tombée au rang de 38ème en 1995 puis 40ème en 1996. Le président de YASED a, quant à lui, constaté que le Moyen-Orient et l'Europe de l'Est étaient pourtant potentiellement très attractifs pour les capitaux étrangers et a mis sur le compte de l'inflation galopante pour expliquer le mauvais résultat de la Turquie. Le pays qui a une image fort ternie et qui était déjà boudé par les touristes attire de moins en moins les capitaux étrangers.

• **LA BANQUE MONDIALE CHIFFRE ENTRE 7,5 ET 12,2 MILLIARDS DE DOLLARS LES DÉGÂTS DU SÉISME EN TURQUIE.** La Banque mondiale a

rendu public, le 15 septembre 1999, son rapport tant attendu sur le bilan financier du séisme en Turquie. En se gardant de donner des chiffres précis, la Banque a estimé à entre 7.5 et 12.2 milliards de dollars les dégâts matériels. Le séisme pèserait entre 3.6 et 4.6 milliards de dollars en plus sur le budget national et rien que la construction des immeubles coûterait de 3 à 6.5 milliards de dollars. Le tableau se présente comme suit :

Conséquence du séisme sur l'économie

	1999	2000	TOTAL
PRIX DE REVIENT RÉEL			
Préjudices physiques	3,0 - 6,5	-	3,0 - 6,5*
PRIX DE REVIENT INDIRECT			
Pertes dans la production	(-2,0) - (-1,2)	(1,4) - (2,4)	-
Système de prévention	(-0,4)	(-0,2)	-
EFFETS SECONDAIRES			
Niveau de paiement	(-1)	(-2)	(-3)*
Finances publiques	(1,9) - (2,3)	(1,7) - (2,3)	(3,6) - (4,6)*
EFFETS SOCIAUX			
Taux de mortalité (%)	(7,0)	(2,5) - (14,3)	-
Taux de blessé (%)	(15,0)	(4,6) - (27,7)	-
Sans abris	(400.000) - (600.000)	-	-
Pertes d'emplois	(30,9)	(20,4) - (48,1)	-

*Milliard de dollars

• **VERS UNE CONSCRIPTION CENSITAIRE.** Un projet de loi préparé par l'armée qui pourrait être adopté bientôt, permettra aux jeunes Turcs nés avant 1973 et riches d'être exemptés de service militaire moyennant versement d'une indemnité aux caisses de l'État. Ceux qui sont âgés de moins de 40 ans devront payer 15.000 DM et seront exemptés du service militaire

après une instruction de base d'un mois, généralement dans un camp de vacances. Les hommes âgés de plus de 40 ans devront s'acquitter de la coquette somme de 20.000 DM et ne seront astreints à aucune instruction militaire. Selon le ministère turc de la défense cette mesure pourrait potentiellement concerner 200.000 jeunes et rapporter jusqu'à 3 milliards DM au budget de

l'État. Officiellement les sommes ainsi dégagées pourraient être affectées à l'effort de reconstruction des zones affectées par le séisme d'août dernier.

Cependant un système analogue, en vigueur depuis des années pour les jeunes Turcs de la diaspora, a jusqu'ici servi à financer le budget de développement des industries militaires turques.

Assad Grooming Son for Syrian Rule

By Howard Schneider
Washington Post Service

CAIRO — Bashar Assad, the unassuming son of President Hafez Assad of Syria, has no formal position in government, no spot in the ruling party and little public record to measure his ability to run a country.

But a glimpse of the 35-year-old ophthalmologist's political future is emblazoned on the hillsides near Damascus, where rocks have been used to spell: "Bashar, The Hope, The Goodness."

The young Mr. Assad's future also can be seen in the pictures of him that decorate taxis and other public vehicles, inevitably positioned in a triumvirate with his ailing father, 68, and his deceased elder brother, Basil.

Basil Assad's death in an automobile crash deprived the country of its presumed future leader and at the same stroke created an expectation that Bashar would eventually fill the role.

But members of the ruling Ba'ath Arab Socialist Party urge caution. Syria is a republic, they say, and not a monarchy. Hafez Assad might be able to pave the way for his son, they say, but an appointment as president would need the party's support and to some extent approbation by the Syrian public.

Besides, they note, Bashar is constitutionally ineligible to be president until he turns 40.

But they also acknowledge that a transition of power has begun in this tightly controlled state. It is one of several in the Arab world where authority is shifting from the monarchs and military leaders who came of age during the era of warfare with Israel to younger leaders whose professed interests run more toward global economics than regional conflict.

The shift has been made three times

already this year, with the deaths of leaders in Jordan, Bahrain and Morocco. The cycle of state funerals has focused attention on the ages and ailments of many of the leaders who remain and the fact that even in stable countries like Syria and Egypt, rules for choosing leaders are so rarely applied that the need for change raises the prospect of a power struggle.

President Hosni Mubarak of Egypt, seemingly fit but in his seventies, has been in power since 1981.

In Syria, the signs of change are subtle but accumulating — what one Syrian member of Parliament called a "low flame" on which the elder Assad is preparing his son.

Syria is one of several Arab countries where authority is shifting to a generation of younger leaders.

Bashar

With the president's health regarded as fragile — diplomats in Damascus note that he is strong enough some days to work for hours but some days is too weak to deliver a speech — his son has been speaking publicly on an increasing array of issues, from the future of the Internet to the future of the Syrian-backed Hezbollah guerrilla force in southern Lebanon.

A cadre of older officials loyal to President Assad has retired, replaced by younger men whom, Syrians assume, Bashar helped select. Issues that the son is thought to want to promote, like economic reform and a campaign against corruption, are receiving more attention in the state-controlled press.

The desire for Bashar to follow his father as president is even thought to have contributed to the president's quick positive response to the election of Ehud Barak as prime minister of Israel.

Aside from the president's wanting to bequeath a more stable situation to his son — or any other successor — by reaching a peace treaty with Israel, there is a broader sense that as power passes throughout the Arab world, the battles of the last generation will be replaced by a different set of concerns.

In a recent interview with the Arab language daily Al Wasat, the younger Assad had no harsh words about Israel and said he was certain that if Israeli forces left southern Lebanon, the military wing of Hezbollah would wither.

The Hezbollah fighters, who have clashed with Israeli forces intermittently for a decade in the Israeli-occupied zone in southern Lebanon, "have families, relatives and ambitions in life," Bashar Assad said. When Israel pulls out, he said, they "will return to their normal lives."

In an interview earlier this year when he was assuming the throne, Jordan's new king, Abdullah II, said he felt his generation of leaders had an advantage if only because members had largely lived their lives free from the assassination attempts and political instability that marked the rule of his father, King Hussein.

King Abdullah, who is developing close ties with the younger Assad, said, "A lot of us went to the same schools. We like seeing the same movies and we've been to the same restaurants. And this is maybe an advantage that the older generation didn't have. Our outlook is similar."

There already are examples of how quickly things could change.

After ousting his aging father in a peaceful palace coup three years ago, Sheikh Hamad ibn Khalifa Thani of Qatar moved swiftly: He announced plans for a new Parliament and said women would have the right to vote.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, SEPTEMBER 1, 1999

Turcs et Kurdes unis dans le deuil

Après le séisme, les communautés s'organisent.

Les banques nous refusent l'ouverture d'un compte pour récolter les dons et les autorités turques nous empêchent d'acheminer les aides à nos frères victimes du séisme." Le responsable de l'association des travailleurs turcs en France, Mehmet Akgün, laisse exploser

sa colère et nous dit sa douleur devant le drame qui a endeuillé son pays: "Les autorités turques volent au secours des populations nanties, alors que dans les quartiers populaires les gens en sont réduits à fouiller les décombres avec leurs mains. Nous voulons surtout aider ces populations, qu'elles soient turques ou kurdes." Cette association, comme bien d'autres, a choisi de collaborer avec le Secours Populaire français pour acheminer les aides (couvertures, tentes,



couches pour bébés, médicaments...) dans les régions sinistrées. 100 000 F d'aides ont déjà été expédiés.

17, rue des Petites Écuries, l'as-

sociation des travailleurs kurdes s'active elle aussi pour rassembler argent et aides. Les kurdes apportent leur contribution au Croissant Rouge kurde. A. B.

Lecho Grands Boulevards • n 8 • 1 septembre 1999

Le PKK s'engage à ne plus jamais recourir aux armes

DIYARBAKIR (Turquie), 1er sept (AFP) - 23h32 - Le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) s'engage à déposer les armes et à ne plus jamais recourir à la lutte armée, a indiqué Osman Ocalan, frère du chef du PKK Abdullah Ocalan et l'un des commandants du groupe, sur la chaîne de télévision pro-kurde Medya-TV qui émet de Bruxelles et est captée à Diyarbakir (sud-est).

"Nous déposons les armes pour ne plus jamais les brandir. Le PKK ne luttera plus", a indiqué Osman Ocalan, membre du conseil de Commandement du PKK, lors d'une émission sur la chaîne.

Le PKK a annoncé le 25 août que ses forces armées avaient entamé leur retrait du territoire turc, avant même le 1er septembre, date pour laquelle son chef, Abdullah Ocalan, avait appelé le 2 août ses partisans à arrêter les combats et à se retirer de Turquie.

Osman Ocalan a affirmé que le retrait avait connu des problèmes, notamment en raison de la poursuite des opérations de l'armée turque dans la région, mais qu'il serait achevé d'ici "la fin de l'année".

"Nous n'avons pu retirer qu'un quart de nos forces à cause des opérations de l'armée (turque) et de difficultés géographiques sur le terrain", a-t-il dit.

"Si les Nations-unies devaient suivre notre retrait, il serait achevé dans un mois. Le PKK a lui seul peut achever son retrait d'ici la fin de l'année", a-t-il souligné.

Il a précisé également que le PKK limiterait désormais sa lutte pour une solution au problème kurde à l'arène politique et tentera de devenir une organisation légale.

"Si aucune solution n'était trouvée à la question kurde, d'autres pourraient prendre les armes contre l'Etat turc pour déclencher une nouvelle guerre", a-t-il estimé.

Osman Ocalan a cependant dit: "Le PKK ne prendra plus jamais les armes et préviendra d'autres, s'il le faisaient".

Sans dévoiler où les rebelles du PKK se retireraient, Osman Ocalan a affirmé qu'il existait plusieurs endroits où ils pourraient aller, citant le Proche-Orient, la Russie, le Caucase, les Balkans et l'Europe.

Abdullah Ocalan, condamné à mort pour trahison et séparatisme par la justice turque, avait appelé de son île prison d'Imrali (ouest) à l'arrêt d'une "guerre de 15 ans" et à l'ouverture d'une "phase de dialogue et de conciliation".

Osman Ocalan a d'autre part mis en garde contre d'éventuels incidents au cas où son frère serait exécuté, mais estimé toutefois: "ça ne veut quand même pas dire que nous reprendrons la guerre. Mais s'il est pendu, nous ne pourrions contrôler la situation".

Le gouvernement et l'armée turques ont rejeté toute négociation avec le PKK et n'ont pas réagi à son appel.

La sentence contre le chef du PKK doit être examinée par la Cour de cassation. Au cas où elle serait confirmée, c'est le parlement qui décidera en dernier ressort de l'exécution d'Abdullah Ocalan.

Le PKK a lancé en 1984 une rébellion armée pour la création d'un Etat kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie à majorité kurde. Les violences liées à cette rébellion ont fait quelque 31.000 morts.

.....



Poursuite des combats dans le sud-est en dépit de la trêve du PKK

ISTANBUL, 1er sept (AFP) - 14h34 - Les forces de sécurité turques continuaient leurs opérations de ratissage mercredi dans le sud-est anatolien, le jour où la dernière trêve en date du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) devait entrer en vigueur.

Les autorités de la région de l'état d'urgence dans le sud-est du pays ont annoncé mercredi que deux rebelles du PKK ont été tués et plusieurs autres capturés dans les opérations de l'armée dans plusieurs provinces.

Le PKK a annoncé le 25 août que ses forces armées avaient entamé leur retrait du territoire turc, avant même le 1er septembre, date pour laquelle son chef, Abdullah Ocalan, avait appelé le 2 août ses partisans à arrêter les combats et à se retirer de Turquie.

"Les affrontements avec l'armée turque ont été ramenés au niveau le plus bas et le PKK ne se trouve pas à l'origine de combats sporadiques", précisait le PKK dans un communiqué.

Le conseil de commandement du PKK doit publier une déclaration sur le processus de retrait lors d'un débat télévisé mercredi soir sur la chaîne satellitaire Medya-TV qui a ses studios à Bruxelles.

Le PKK devrait annoncer lors du programme un bilan du progrès réalisé et même éventuellement l'achèvement du retrait, selon des sources proches du PKK.

Abdullah Ocalan, condamné à mort pour trahison et séparatisme par la justice turque, avait appelé de son île prison d'Imrali (ouest) à l'arrêt d'une "guerre de 15 ans" et à l'ouverture d'une "phase de dialogue et de conciliation".

Le conseil de commandement et l'aile militaire du PKK, l'ARGK (Armée populaire de libération du Kurdistan), avaient salué l'appel d'Ocalan, provoquant un espoir mitigé en Turquie et parmi la diaspora kurde en Europe sur un arrêt de la rébellion sanglante du PKK.

Le gouvernement et l'armée turques ont rejeté toute négociation avec le PKK et n'ont pas réagi à son appel.

Ocalan a offert à l'Etat turc que ses partisans déposent les armes en contrepartie d'une amnistie et de garanties pour leur sécurité.

Un projet de loi adopté la semaine dernière au parlement turc prévoit une amnistie pour les rebelles kurdes prêts à se rendre et qui n'ont pas participé à des combats avec les forces turques, limitant toutefois la portée de l'amnistie.

Les affrontements entre les forces turques et les rebelles du PKK dans l'est et le sud-est anatolien ont diminué en août après une période d'intenses combats qui ont suivi la capture d'Ocalan en février.

Mais des combats sporadiques se sont poursuivis, même après un séisme meurtrier qui a dévasté le nord-ouest de la Turquie le 17 août, provoquant la mort de plusieurs centaines de militaires turcs.

Dans une déclaration publiée à l'occasion de la journée mondiale de la Paix, le PKK a une fois de plus appelé mercredi "chacun vivant en Turquie" à soutenir ses "efforts pour la paix".

Les deux tiers des effectifs du PKK, estimés à quelque 6.000 combattants, se seraient retirés dans le nord de l'Irak même avant l'appel d'Ocalan.

Le PKK a lancé en 1984 une rébellion armée pour la création d'un Etat kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie à majorité kurde. Les violences liées à cette rébellion ont fait quelque 31.000 morts.



Clashes in Turkey's southeast continue despite PKK withdrawal pledge

ISTANBUL, Sept 1 (AFP) - Turkish security forces continued to sweep the troubled southeast of the country in pursuit of Kurdish rebels Wednesday, the day the Kurdistan Workers' Party's (PKK) latest ceasefire was to come into effect.

Authorities in the emergency rule area in southeastern Anatolia said two rebels were killed and others captured in an ongoing army operation in several provinces.

The PKK last month announced it would stop fighting and withdraw its forces from Turkish territory beginning September 1.

Last week, the rebels said they had already suspended military action and started their withdrawal.

Any further clashes with the Turkish army "will not originate from our forces," they said.

The PKK leadership was expected to issue a statement on the withdrawal later Wednesday in a live broadcast on the pro-Kurdish satellite channel Medya-TV.

Sources close to the rebels said the PKK would give an account of the progress made so far and could even announce completion of the withdrawal.

PKK leader Abdullah Ocalan, who was captured in February and sentenced to death for treason by a Turkish court in June, first called for the withdrawal four weeks ago, urging an end to the 15-year war and "a new phase of dialogue and conciliation" in a statement issued from prison.

Both the PKK leadership and the its armed forces command quickly vowed to heed Ocalan's call, giving rise to cautious hopes in Turkey and among the Kurdish diaspora in Europe that the bloody, 15-year-old conflict might at last be drawing to an end.

The Turkish government and the army have rejected any negotiations with the rebels and they have reacted neither to the PKK offer, nor to its appeals for a positive response.

Ocalan offered to have the rebels surrender their arms in exchange for an amnesty and guarantees for their safety.

An amnesty for repentant PKK fighters adopted by parliament last week covers only rebels who were not involved in armed clashes -- severely limiting the scope of the pardon.

Clashes between the Turkish army and rebel forces in southeastern Anatolia nevertheless levelled off in August, after a period of intensive fighting in the months following Ocalan's capture.

But sporadic clashes continued even after a devastating earthquake struck Turkey's northwest on August 17, resulting in losses for the Turkish army as well.

In a brief statement issued on the occasion of World Peace Day, the PKK leadership council on Wednesday once again called on "everyone living in Turkey" to support their efforts for peace.

Of the several thousand fighters in the PKK's armed wing, up to two thirds are believed to have retreated to northern Iraq before the withdrawal announcement last month.

The PKK took up arms against Turkey on August 14, 1984, to fight for Kurdish self-rule in southeastern Anatolia.

More than 31,00 people have since been killed in the conflict.

Ocalan, who founded the rebel organization in 1978 and led it up to his capture in February, recently scaled down his demands for independence.

During his trial on the prison island of Imrali, Ocalan said Kurds would settle for limited cultural rights within the Turkish Republic.

KURD REBEL CHIEF WARNS TURKEY NOT TO HANG OCALAN

Reuters - Sept. 01, 1999

By Ferit Demir

TUNCELI, Turkey, Sept 1 (Reuters) - A senior Kurdish rebel commander on Wednesday warned Turkey that hanging rebel leader Abdullah Ocalan would endanger the guerrillas' recent decision to abandon their armed struggle.

A Turkish court in July sentenced Ocalan to death for causing the deaths of more than 30,000 people in the 15-year Kurdish armed struggle for autonomy -- most of them rebels of his Kurdistan Workers Party (PKK).

>From his prison on the western Turkish island of Imrali this month Ocalan ordered his rebels to end their armed struggle and pull out of Turkey from September 1.

Ocalan's brother, a senior field commander and member of the rebel leadership, said the PKK was complying with the order, which envisages the guerrillas eventually becoming a legitimate democratic political force.

"I can tell you this: The PKK will not emerge again as an organisation of armed struggle," Osman Ocalan told the Kurdish Medya television channel in a telephone interview.

But he warned that PKK discipline might not hold if Turkey carried out the death sentence on Abdullah Ocalan.

"We don't even want to think about that because it would bring such

destructive results," Osman Ocalan said.

"If it (the verdict) is carried out we would not be able to control our forces." He said changing an organisation that had been fighting Turkey's army and air force since 1984 into a peaceful group was a difficult process that required patience and determination.

Turkey calls Ocalan a "terrorist" and says it will never negotiate with the PKK. Turkey's influential military says a resolute campaign has all but defeated the rebels.

Ocalan is appealing against the death verdict in a lengthy legal process that will include a Turkish court, the country's parliament and probably the European Court of Human Rights.

Osman Ocalan said the PKK had already withdrawn some of what he said was a total of 10,000 fighters from Turkey ahead of the schedule set by his jailed brother.

"We will accelerate this withdrawal...but there are transportation problems and problems caused by the Turkish army," he said.

He did not say where the PKK was moving to, but the Kurdish-held enclave of northern Iraq, where they already have bases, is the most likely destination.

Osman Ocalan called on Turkey's NATO allies to pressure Ankara to respond to the PKK's peace overtures.

+++++

KURDS SENDING AID TO TURKEY

Sept. 01, 1999

By LOUIS MEIXLER Associated Press Writer

ISTANBUL, Turkey (AP) - Kurds in the war-ravaged southeast and in poor Istanbul neighborhoods are sending food and medicine to quake-stricken areas of Turkey - charity that some hope will ease tensions between Turks and Kurds.

The aid comes as Kurdish guerrillas are trying to reshape their movement into a political force and is being spearheaded by the People's Democratic Party, a legal pro-Kurdish group that many Turks suspect is a front for the militants.

The aid "makes for a warm atmosphere," said Mahmut Yesilok, a party official in Istanbul, adding that "political change will only be possible if there is pressure from below."

But Turkey has rejected any political talks with the guerrillas and is deeply suspicious of the pro-Kurdish party.

Kurds, for their part, fear that the economic destruction wrought by the Aug. 17 earthquake will lead the government to abandon proposals to pump desperately needed funds into the largely Kurdish southeast, already the country's poorest region.

"There are two earthquakes in Turkey," Yesilok said, referring to 15 years of fighting between Kurdish guerrillas and the Turkish army that left thousands of towns and villages in ruins. "If the government doesn't consider those earthquakes equally, the people will suffer."

After Turkish commandoes captured Kurdish guerrilla leader Abdullah Ocalan earlier this year, Prime Minister Bulent Ecevit called for low-cost loans, free state land and other incentives to spark economic development in the largely Kurdish areas.

But most of the aid has not come through and prospects for its approval are even more remote as the government faces a bill that could top \$20 billion to repair quake damage.

"The quake relief and reconstruction will obviously take priority

over the southeast," said Alan Makovsky of the Washington Institute for Near East Policy.

But some experts say that with Turkey in desperate need for foreign funding to repair shattered homes and factories, the West might be in a position to nudge the country toward approving an aid package for the southeast. "If Ecevit explains to foreign governments that he is trying to keep the aid package on track, it will be an incentive to Western governments to be more generous than they otherwise would have been," Makovsky said.

In southern Turkey, municipalities controlled by the pro-Kurdish party filled dozens of trucks with blankets, food, medicine and tents and drove them to the quake area to distribute to victims of the tremor, which has killed more than 14,000 people.

At least one shipment from the largely Kurdish town of Siirt was confiscated by police, but officials of the pro-Kurdish party said that was likely part of a new policy mandated that all aid be channeled through the state.

"Police said they would give the goods to a crisis center," said Ridvan Erdem, who has helped bring several aid shipments to the area.

Although the quake hit the northern Aegean coast of Turkey, hundreds of miles from the Kurdish areas, many of those killed or left homeless were impoverished Kurdish migrants from the southeast who have flocked to the more economically developed west.

At least 2,000 Kurds were killed in the quake, Yesilok said.

They mostly lived in poorer neighborhoods, where buildings made of cheap cement crumbled during the temblor.

Officials of the People's Democratic Party stressed that their aid was given to Turks and Kurds as a humanitarian gesture and was not steered toward Kurdish areas.

+++++

Le PKK, un mouvement de guérilla armée qui rêvait d'un Etat kurde



ANKARA, 2 sept (AFP) - 12h17 - Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui s'est engagé mercredi à déposer les armes et à ne plus jamais y recourir, mène depuis 15 ans une rébellion armée, lancée dans le but de créer un Etat kurde indépendant à partir du sud-est de la Turquie.

L'organisation s'est lancée en août 1984 dans une lutte sanglante contre l'Etat turc, se présentant comme un mouvement marxiste, mais avec pour but le "socialisme dans un seul pays": le Kurdistan, un Etat qu'elle comptait tailler sur la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie, pour regrouper quelque 20 millions de Kurdes.

La rébellion a fait de la question kurde le principal problème de la Turquie, et causé la mort de quelque 31.000 personnes.

Le PKK est dirigé depuis sa création en novembre 1978 par Abdullah Ocalan, dit "Apo", 50 ans, condamné à mort fin juin par la justice turque pour trahison et séparatisme.

Ocalan a longtemps résidé en Syrie ou dans la plaine libanaise de la Bekaa sous contrôle syrien, avant d'en être expulsé en octobre 1998 au terme d'un accord conclu entre Damas et Ankara qui a privé le PKK d'un précieux soutien.

L'arrestation le 15 février au Kenya de son chef lui a porté un coup décisif.

L'organisation avait déjà subi sur le terrain d'importants revers depuis le déclenchement, en 1993, de vastes offensives des forces de sécurité turques sous le gouvernement de Mme Tansu Ciller.

Ses effectifs sont estimés à quelque 6.000 combattants, dont quelques milliers stationnés dans le sud-est de la Turquie, et la plupart dans le nord de l'Irak qui échappe depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991 au contrôle de Bagdad et se trouve sous le contrôle de mouvements kurdes rivaux.

Le PKK est composé d'une branche politique, l'ERNK (Front de libération du Kurdistan), surtout active en Europe, et d'une branche militaire, l'ARGK (armée populaire de libération du Kurdistan). Depuis la capture d'Ocalan, il est dirigé par un "Conseil de commandement provisoire" regroupant les deux branches.

Le PKK est considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne et comme une organisation "criminelle" par l'Allemagne.

Son leader a, au fil des ans, réduit ses objectifs: après un Etat kurde, Ocalan a évoqué une "autonomie" pour les Kurdes de Turquie --catégoriquement exclue par Ankara qui y voit une menace à terme pour son intégrité territoriale-- ou une fédération.

Lors de son procès, il s'est borné à réclamer des droits culturels limités pour les Kurdes au sein d'un Etat turc unifié.

Le programme du PKK exclut pourtant formellement toute concession sur son objectif initial. Mais le parti a fidèlement soutenu les appels successifs à la paix de son chef, menacé de pendaison.

Osman Ocalan, frère d'"Apo" et un des commandants du mouvement, a affirmé mercredi que le PKK limiterait désormais sa lutte pour une solution au problème kurde à l'arène politique.

Le 13 août, la Turquie a annoncé la signature avec l'Iran d'un accord de coopération pour lutter contre les activités du PKK à la frontière.

Sans dévoiler où les rebelles du PKK se retiraient, Osman Ocalan, frère d'Abdullah, membre du Conseil de commandement du PKK, a affirmé mercredi, qu'il existait plusieurs endroits où ils pourraient aller, citant le Proche-Orient, la Russie, le Caucase, les Balkans et l'Europe.

IRAN

"La révolte contre l'islamisme viendra des femmes"

Une évolution pacifique en Iran ? Reuel Gerecht n'y croit pas. Cet ancien agent de la CIA explique pourquoi les prochaines émeutes seront meurtrières. En attendant la révolution du tchador...

HA'ARETZ
Tel-Aviv

De 1987 à 1994, Reuel Gerecht a coordonné le réseau d'agents et de contacts américains à l'intérieur et hors de l'Iran. Depuis, il a travaillé pour différentes agences de consultants en tant que spécialiste du Moyen-Orient. C'est la première fois aujourd'hui que son nom est rendu public. Les points de vue de Gerecht sur l'Iran, parfois surprenants, ne recourent pas toujours les évaluations habituelles des instituts de recherches ou des commentateurs des médias.

Comment le régime iranien a-t-il fait face aux récentes émeutes

étudiantes ?

REUEL GERECHT Les émeutes n'ont pas constitué une surprise pour le régime. Nous savons que, ces dernières années, les autorités surveillaient de très près les universités, après s'être rendu compte que celles-ci constituaient le principal foyer d'incubation des idées occidentales et de l'hostilité contre l'establishment. Le régime sait que, pour garder le contrôle de ses étudiants, il lui faut exercer une force suffisante afin de dissuader la contestation. Cela peut paraître simple, mais il est très difficile d'y parvenir, et le régime y est parvenu. D'après mes informations, les étudiants ont désormais très peur de redescendre en masse dans la rue comme ils l'ont fait. Attention, je ne veux pas dire par là que les problèmes auxquels est confronté le régime sont sur le point de disparaître.

Le régime survivra-t-il à ces émeutes ?

Le régime est mort. Cela ne fait aucun doute. Il a perdu depuis longtemps toute justification de son existence. Certains, en Occident, pensent qu'il disparaîtra au terme d'une évolution graduelle et que le président Mohammad Khatami est une sorte de Gorbatchev islamique. A mes yeux, cette notion est empreinte d'une certaine naïveté. Même s'il existe de profonds désaccords au sein du régime, il est évident qu'en cas de crise, en dernière analyse, Khatami appuiera [le Guide de la révolution islamique, l'ayatollah] Khamenei. Son ADN n'est pas programmé pour qu'il s'oppose aux leaders religieux. Il est fait de la même chair qu'eux et il est issu de leurs rangs. Dans la tradition moyen-orientale, les

régimes ne disparaissent pas de leur propre volonté. Un régime totalitaire conscient de brûler ses dernières cartouches pétrolières peut représenter un danger redoutable pour ses sujets. J'ai très peur de ce qui pourrait se passer lors de nouvelles émeutes. Cela dépendra dans une large mesure de la façon dont réagira l'armée, par exemple. Mais les soldats accepteront-ils de tirer sur leurs frères ? Allah seul le sait.

Quand reprendront les émeutes ?
 Tout le monde se demande quelle quantité de sang les étudiants seront prêts à verser. Y aura-t-il une étincelle qui mettra à nouveau le feu aux poudres ? Les gens attendront-ils les élections législatives de février 2000 ? Ou bien l'explosion se produira-t-elle dès que le régime tentera d'interdire à certains partis considérés comme libéraux de se présenter ? Le grand atout du régime iranien est l'apolitisme de la population. L'Iranien moyen n'a qu'un seul désir : qu'on le laisse en paix.

Certains pensent qu'avec un investissement de l'ordre de 50 millions de dollars il serait possible de porter un nouveau coup au régime révolutionnaire iranien et de provoquer sa chute. En rémunérant, par exemple, des groupes d'étudiants, de femmes ou d'ouvriers des principaux terminaux pétroliers, afin qu'ils déclenchent des grèves et des émeutes. Les mêmes personnes affirment d'ailleurs que

la CIA s'est déjà livrée à des tentatives en ce sens. Pouvez-vous le confirmer ?

Je me contenterai de vous donner ma réponse personnelle, qui est négative. Votre question en réalité est double : est-il possible de fomenter une révolution en Iran en payant des gens ou en appuyant des organisations extérieures ? Et, si oui, la CIA en est-elle capable ? Je commencerai par ce dernier point : les Etats-Unis sont incapables de monter une opération de ce genre. Si jamais la vérité jaillit un jour au sujet des opérations par lesquelles la CIA a tenté de renverser ou, au contraire, d'appuyer certains régimes, chacun pourra constater que ces opérations ont, en général, échoué.

En 1953, la CIA a monté en Iran l'opération Ajax afin de renverser le régime de Mohammed Mossadegh* et faire rentrer le chah d'exil. J'ai un jour proposé qu'on la rebaptise "opération Chance", car tout s'était miraculeusement combiné. Or la société iranienne est beaucoup plus complexe aujourd'hui, et nous en savons bien moins à son sujet que nous en savions à l'époque. Quant à l'autre question, je pense que, dès le départ, une opération de ce type n'a pas la moindre chance de réussir. Il est inutile de compter activer des forces d'opposition depuis l'extérieur. Ces forces sont peu nombreuses et faibles, et elles n'appréhendent pas la profondeur du bouleversement survenu dans la société iranienne depuis 1979.

Quel est en Iran le groupe le plus

puissant d'où pourrait surgir la révolution ?

Là, la réponse est simple : ce sont les femmes. Elles forment un groupe très dynamique et très puissant qui exerce une grande influence dans la société iranienne. Les femmes tiennent également par les couilles - pardonnez-moi l'expression - l'un des deux derniers symboles de la révolution islamique : le tchador. (L'autre étant la haine envers les Etats-Unis et Israël.) Le tchador est un moyen par lequel la révolution se manifeste sur chaque place, dans chaque rue. Grâce au tchador, vous créez l'impression d'une révolution islamique en mouvement. Otez-le, et bye-bye les ayatollahs... Aujourd'hui, les Iraniens, même à la direction du gouvernement, éprouvent quelques difficultés à définir le contenu de la révolution islamique. Au début, ils affirmaient qu'elle constituait un tournant historique ; ils disaient qu'elle donnerait naissance au nouvel individu islamique. Parfait, mais il se trouve que cet individu est à l'heure actuelle beaucoup moins islamique et pieux qu'il ne l'était en 1980. Le nouvel islamiste d'aujourd'hui admire les Etats-Unis. Au début, le modèle révolutionnaire exaltait l'unité entre chiïtes et sunnites au sein d'un monde islamique placé sous direction chiïte. Regardez où ils en sont. Chaque fois que les sunnites se radicalisent, quelle est la première chose qu'ils font ? Ils massacrent des chiïtes.

Propos recueillis par Ronen Bergman

* Ministre iranien qui avait nationalisé le pétrole.

IRAK

Les raids anglo-américains se poursuivent en silence

Cinq cents frappes aériennes depuis le début de l'année, plus d'une centaine de morts, et pourtant Saddam Hussein semble toujours aussi inébranlable.

THE INDEPENDENT
 Londres

C'est une guerre invisible. Au moins 500 raids aériens américano-britanniques ont frappé l'Irak cette année. On compte plus d'une centaine de morts et bien plus d'un millier de sorties. Pourtant, les médias restent muets. Chaque frappe, qu'elle soit britannique ou américaine, suscite tout juste une brève dans la presse occidentale. Il n'y a ni débat politique à Washington, ni questions à la Chambre des communes. Le bombardement de l'Irak est devenu une sorte de routine, une guerre "acceptable".

Au cours des cinq premières

semaines de l'année, les 70 raids aériens lancés contre l'Irak ont infligé plus de dégâts que les bombardements de l'opération Renard du désert, en décembre 1998. Et, lorsque les Américains et les Britanniques ont reçu l'ordre d'étendre les frappes aux installations militaires irakiennes, même si elles ne menaçaient pas directement la Royal Air Force ou l'US Air Force, les bombardements ont continué sans aucune controverse. Or, huit mois plus tard, le régime brutal de Saddam Hussein semble toujours aussi inébranlable.

Le 1^{er} mars, au cours d'un des raids les plus intenses, des avions américains ont lâché plus de 30 bombes guidées par laser de 1 tonne et 2,5 tonnes sur "des centres de commu-

nication, des stations de relais radio et des unités d'artillerie antiaérienne" près de

Mossoul "en riposte à des menaces radar". Des oléoducs ayant été bombardés, cette opération a été condamnée par Benon Sevan, le directeur du programme "pétrole contre nourriture" de l'ONU à Bagdad.

Saddam Hussein étant un homme encore plus impitoyable que le président yougoslave Slobodan Milosevic, le gouvernement américain allait inévitablement utiliser le même coup pour excuser les pertes civiles en Irak ; on se souvient qu'en Yougoslavie tous les "dommages collatéraux" avaient été imputés à M. Milosevic. Cela n'a pas raté. Le 19 juillet, James Rubin, porte-parole du département d'Etat, a affirmé : "Tout est mis en

■ Saddam, le portrait

"Né dans un village, il porte la campagne dans son cœur et, chaque fois qu'il construit un palais, il essaie de recréer cette atmosphère dans ses jardins", souligne Al Majalla dans un portrait "non politique" du dictateur irakien. L'hebdomadaire saoudien nous apprend que Saddam Hussein lit tous les matins les articles et poèmes

qui lui sont dédiés et qu'il choisit les photos de lui qui paraîtront dans la presse irakienne. Métomane, il écoute de la musique irakienne et les chansons d'Oum Kalsoum, et il a même pris des cours de luth. Saddam Hussein n'est pas un fin gourmet, son plat favori étant la viande rouge, qu'il dévore souvent sans couteau ni fourchette.



▲ "La rumeur dit que nous avons gagné la guerre." A droite : Le calvaire continue en Irak. Dessin de Haddad paru dans Al Hayat, Londres.

œuvre pour éviter les pertes civiles... Mais, au bout du compte, la responsabilité de ces événements (sic) appartient à Saddam Hussein."

Comme d'habitude, les Américains, de même que les Irakiens, ont fait un usage parcimonieux de la vérité. D'après le contre-amiral Craig Quigley, qui s'est exprimé le 5 août dernier, seulement 108 attaques ont été lancées contre des cibles irakiennes cette année. Le général Shahin Yassine, commandant de la défense anti-aérienne irakienne, avance le chiffre de

10 977 sorties anglo-américaines.

Le piège, c'est que chaque raid reconnu par l'amiral Quigley pouvait comporter au moins une douzaine de frappes aériennes. Quant au terme "sorties", il s'applique indifféremment au transport, au ravitaillement en carburant et aux opérations de surveillance aériennes. D'après un calcul effectué sur les huit derniers mois, les aviations américaine et britannique ont chacune entrepris plus de 500 missions de bombardement contre l'Irak.

Rappelons aussi que deux grandes revues britanniques consacrées à l'aviation militaire - *Aircraft Illustrated* et *Jets* - sont parvenues à la conclusion que l'opération Renard du désert n'avait eu aucun effet sur l'emprise de Saddam Hussein. *Aircraft Illustrated* assure que 25 % des attaques ont manqué leurs cibles et qu' "une seule des armes de destruction massive (censées être les cibles de l'aviation anglo-américaine) a subi des dégâts sérieux". Alors pourquoi continuer à bombarder l'Irak ? **Robert Fisk**



Le PKK s'engage à déposer les armes, mais la paix demeure encore lointaine

ISTANBUL, 2 sept (AFP) - 15h08 - Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) s'est engagé à déposer les armes et ne plus jamais recourir à la lutte armée, mais la paix reste encore un objectif lointain, estimaient jeudi les analystes.

"Nous déposons les armes pour ne plus jamais les brandir", a affirmé mercredi soir Osman Ocalan, l'un des commandants du mouvement rebelle kurde au cours d'une émission sur la chaîne de télévision pro-kurde Medya-TV.

Le PKK a déjà mis fin à ses actions armées et a entamé un processus en vue de se transformer en une organisation politique légale, a indiqué Osman Ocalan, frère du chef du PKK Abdullah Ocalan, dans une déclaration faite au nom du conseil de Commandement du PKK.

Le PKK retirera ses forces du territoire turc "d'ici à la fin de l'année", tiendra un congrès spécial du parti afin de réviser son programme -- qui prévoit toujours la création d'un Etat kurde indépendant-- et lancera un programme de rééducation pour que ses combattants puissent redevenir des citoyens normaux, a-t-il précisé.

De sources proches du PKK, on a indiqué jeudi que c'était la première fois que le mouvement rebelle annonçait sans préconditions avoir abandonné sa lutte armée bien qu'il ait lancé plusieurs appels en faveur de la paix ces derniers mois.

"C'est aussi la première fois que le PKK a expliqué comment il entend passer d'une organisation armée à un mouvement politique", a noté une source.

Mais la transition sera difficile, a-t-on tenu à préciser de source proche du PKK, reprenant des déclarations faites par le chef du PKK.

Osman Ocalan a indiqué qu'il y avait d'intenses débats au sein du PKK au sujet de la nouvelle politique.

"C'est naturel, car jusqu'à présent le PKK était un mouvement militaire", a précisé cette source sous couvert d'anonymat. "Maintenant soudainement tout change et les partisans ont certaines difficultés", a-t-elle souligné.

"Mais les gens doués de raison en conclurent qu'il s'agit d'un pas réaliste. Il n'y a pas de raison de continuer avec les vieilles méthodes", a-t-elle ajouté.

Les autorités ou l'armée turques n'avaient pas réagi jeudi aux déclarations d'Osman Ocalan.

"L'Etat turc attendra plusieurs mois pour voir si le PKK est vraiment sincère", a commenté Nail Alkan, un politologue de l'Université d'Ankara, rappelant que ce n'était pas la première trêve proclamée par le PKK, les précédentes s'étant conclues par de nouvelles effusions de sang.

Il a également indiqué qu'il n'était pas encore clair si tous les rebelles du PKK adhèreraient à la nouvelle politique ou si des factions radicales se formeraient pour poursuivre le combat contre l'Etat turc.

"Fonder la confiance prendra beaucoup de temps" après 15 ans d'hostilités, a-t-il expliqué.

Avis partagé par d'autres sources proches du PKK qui ont indiqué ne pas s'attendre à une réaction des autorités turques dans l'immédiat.

"La Turquie n'a pas de politique pour une circonstance pareille", a précisé l'une d'elles, relevant que pour les dirigeants turcs il n'y a pas de problème kurde mais un problème de terrorisme.

Les combats se sont poursuivis cette semaine dans l'est et le sud-est anatoliens en dépit de l'annonce de retrait faite le 25 août par le PKK.

Osman Ocalan a reconnu que le PKK avait eu des problèmes dans son processus de retrait en raison de la poursuite des opérations de l'armée turque dans ces régions, mais a indiqué qu'un quart des forces avaient quitté le pays et que le reste ferait de même d'ici à la fin de l'année.

Sans dévoiler où les rebelles du PKK se retiraient, Osman Ocalan a affirmé qu'il existait plusieurs endroits où ils pourraient aller, citant le Proche-Orient, la Russie, le Caucase, les Balkans et l'Europe.

Abdullah Ocalan, condamné à mort pour trahison et séparatisme par la justice turque, avait appelé de son île prison d'Imrali (ouest) à l'arrêt d'une "guerre de 15 ans" et à l'ouverture d'une "phase de dialogue et de conciliation".

La sentence contre lui doit être examinée par la Cour de cassation. Au cas où elle serait confirmée, c'est le parlement qui décidera en dernier ressort de son exécution.

.....

vendredi 3 septembre 1999, 17h42



Europe/Conseil - Les dysfonctionnements du procès Öcalan

STRASBOURG, 3 septembre - Le procès du chef rebelle kurde Abdullah Öcalan, qui s'est tenu en Turquie du 31 mai au 29 juin, a été "conforme au droit turc" mais plus politique que judiciaire, selon un rapport adopté vendredi par le bureau de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

"Le sentiment général est que la procédure judiciaire a été, dans l'ensemble, correcte et conforme au droit turc en vigueur" estime ce rapport rédigé par la commission parlementaire chargée de suivre sur place le procès du chef du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan).

Les parlementaires ajoutent que tant l'accusé que les observateurs étrangers assistant au procès ont été traités avec respect par les autorités judiciaires.

"La question reste de savoir si la justice, telle que les principes fondamentaux du Conseil de l'Europe la définissent, a été rendue dans le présent projet", s'interrogent toutefois les rapporteurs.

Ils évoquent notamment les difficultés éprouvées par les avocats d'Öcalan pour rencontrer leur client, l'impossibilité de s'entretenir avec lui en privé et les menaces dont ils ont fait l'objet.

"Certains membres de la commission ad hoc sont restés sur l'impression qu'il s'agissait d'un procès plus politique que judiciaire", précise le rapport.

Ces parlementaires estiment notamment "que la présence ostensible (au procès) des familles des victimes du PKK et l'attention que les médias leur ont accordée, sans commune mesure avec le traitement réservé aux revendications et aux thèses de la minorité kurde, incitent à douter que la confrontation entre les deux parties en cause ait eu lieu à armes égales".

Les parlementaires évoquent par ailleurs les difficultés qu'ils ont rencontrées pour assister au procès, du fait notamment de la lourdeur des démarches administratives qui leur était imposées dans un délai très court.

Un quota maximum de douze observateurs étrangers avait par ailleurs été imposé pour chaque audience.

Sur 18 parlementaires du Conseil de l'Europe ayant présenté une demande, sept ont pu, au final, assister au procès.

Chaque parlementaire devait présenter sa demande par l'intermédiaire de sa représentation diplomatique à Ankara. Doros Christodoulides, chypriote, n'a donc pas pu effectuer sa démarche, Chypre ne disposant pas d'ambassade en Turquie.

In fine, les parlementaires se félicitent du remplacement en cours de procès du juge militaire de la cour de sûreté de

l'Etat par un juge civil, suite à une réforme constitutionnelle mais se demandent "si cette mesure est suffisante pour satisfaire aux critères définissant un "procès équitable".

Ils conviennent que la question devra être tranchée par la Cour européenne des droits de l'homme qui a été saisie par les avocats d'Abdullah Öcalan.

Les parlementaires estiment par ailleurs que la condamnation du leader kurde à la peine capitale, qui fait actuellement l'objet d'un recours devant la cour suprême, reste un sujet de préoccupation.

L'abolition de la peine de mort, toujours en vigueur en Turquie bien qu'elle n'ait plus été appliquée depuis 1984, constitue en effet l'un des critères aujourd'hui imposé par le Conseil de l'Europe à ses nouveaux membres.

Enfin, "plusieurs membres de la commission" soulignent que le procès Öcalan pose, à plus long terme, le problème des droits des citoyens turcs d'origine kurdes et des réformes démocratiques nécessaires en Turquie.

"Il semble qu'il y ait à présent de véritables chances de mettre fin aux activités terroristes dans le sud-est de la Turquie et d'instaurer la paix. Il ne faut pas laisser passer ces chances", concluent les parlementaires. /GR

.....

Les efforts du PKK visent à créer une nouvelle Turquie (Abdullah Öcalan)



ANKARA, 3 sept (AFP) - 13h22 - Le chef rebelle kurde Abdullah Öcalan a affirmé que les efforts de paix de son Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) visaient à créer une nouvelle Turquie fondée sur la paix et la fraternité, dans un communiqué diffusé vendredi par ses avocats.

"Nos efforts visent à créer une nouvelle Turquie démocratique fondée sur la paix et l'amitié (...) et apporteront la paix au sud-est anatolien", a déclaré le chef du PKK dans un communiqué, rédigé après une visite de ses avocats sur l'île prison d'Imrali (ouest).

"Nous avons fait un important pas pour la paix. Nous avons décidé une paix stratégique", a ajouté Öcalan.

Osman Öcalan, frère du chef du PKK et l'un des commandants du groupe, a annoncé mardi soir sur la chaîne de télévision pro-kurde Medya-TV qui émet de Bruxelles, que le PKK s'engageait à déposer les armes et à ne plus jamais recourir à la lutte armée.

Le PKK a annoncé le 25 août que ses forces armées avaient entamé leur retrait du territoire turc, avant même le 1er septembre, date pour laquelle Abdullah Öcalan, avait appelé le 2 août ses partisans à arrêter les combats et à se retirer.

Osman Öcalan n'a pas dévoilé où les militants se retiraient, mais a affirmé qu'il existait plusieurs endroits où ils pourraient aller, citant le Proche-Orient, la Russie, le Caucase, les Balkans et l'Europe.

Abdullah Öcalan a été condamné fin juin à mort pour trahison et séparatisme par la justice turque.

Le gouvernement et l'armée turcs ont rejeté toute négociation avec le PKK et n'ont pas réagi à son appel ni aux déclarations de son frère.

Plusieurs journaux turcs ont écrit vendredi qu'il fallait attendre pour voir si le PKK est sincère dans ses déclarations, estimant cependant que l'Etat ne devrait pas laisser sans réponse une telle démarche.

"La nouvelle stratégie du PKK devrait inciter la Turquie à déterminer de nouvelles politiques (...) et de ne pas sombrer dans le laisser-aller", écrivait Sami Kohen, un éditorialiste du journal libéral Milliyet.

La sentence contre le chef du PKK doit être examinée par la Cour de cassation. Au cas où elle serait confirmée, c'est le parlement qui déciderait en dernier ressort de son exécution.

Le PKK a lancé en 1984 une rébellion armée pour la création d'un Etat kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie à majorité kurde. Les violences liées à cette rébellion ont fait quelque 31.000 morts.

.....

Friday September 3 11:33 AM ET



Turk Official Says Only Kurd Rebel Chiefs Withdraw

TUNCELI, Turkey (Reuters) - A senior Turkish security official Friday rejected Kurdish rebel declarations that they were withdrawing en masse from Turkey and said the majority of the guerrillas appeared to be staying put.

The Kurdistan Workers Party (PKK) says it has abandoned its armed struggle for Kurdish self-rule and begun a pullout from Turkey, in compliance with orders issued by condemned leader Abdullah Öcalan from his Turkish island jail.

Öcalan's brother, Osman, a senior rebel field commander, told a Belgian-based Kurdish television station this week that one in four guerrillas had already left Turkey.

"We will accelerate this withdrawal," he said.

But the Turkish security official, who asked not to be named, said intelligence from the field and monitoring of rebel radio traffic showed a pullout on a much smaller scale.

"No intelligence has indicated that the PKK are withdrawing from the regions where they are," he said.

"However, a number of senior commanders and their aides have gone to northern Iraq where the so-called congress will be held and other (commanders) appear to be getting ready to leave too."

Abdullah Ocalan, sentenced to death in June, has called for the PKK to hold a congress to plot a shift from armed struggle to a peaceful group he envisages returning to Turkey as a political force.

"We have taken a strategic decision for peace. Soon the return to Turkey will take place on the basis of this decision," Abdullah Ocalan said in a statement issued by his lawyers Friday.

But the Turkish source questioned the reality of a mass PKK withdrawal outside Turkey's borders. He said the majority of PKK fighters were lying low in the forests of east and southeastern Turkey.

.....

Turkish Quake Stirs Return to Roots



Laurent Rebours/The Associated Press

A resident of Adapazari, near Istanbul, shielding his eyes Friday at a mosque that was destroyed in the quake.

By Stephen Kinzer
New York Times Service

GOLCUK, Turkey — When summer began, Remzi Tarhan might have been the happiest man in this sun-drenched town. Seventeen years after moving here from his native village on the Black Sea coast, he had finally realized his dream, of opening a restaurant specializing in anchovy casseroles and other Black Sea delicacies.

The restaurant, and with it Mr. Tarhan's hopes for the future, collapsed into ruins when Golcuk was struck by an earthquake Aug. 17 that left at least 14,500 people dead. Now he wants to pack up his family and move back to the underdeveloped eastern part of Turkey

from which he came.

"If we stay here, we'll be struggling with chaos for years," he said as he stared out across a vast area of rubble. "I don't want my kids to grow up in that kind of climate. I started from zero when I came here, and I'm ready to do it again."

Golcuk and other towns that were devastated by the quake lie in the heart of Turkey's booming industrial region. For a generation, this area has drawn ambitious Turks from eastern provinces who come in search of jobs and opportunity. But in a development that may have profound social and political effects, many of those who came here to build new lives are now saying they want to go home.

In this reverse migration, thousands of people who have lived in prosperous

parts of Turkey are likely to return to poorer regions. Many will bring urban attitudes with them, along with a newfound cynicism about their political system stemming from the government's failures in the earthquake relief effort.

Officials in the disaster area said this week that since the earthquake, more than 30,000 residents of the quake zone have moved away after notifying the local authorities of their plans. At least that many more, they estimated, have left without bothering to comply with legal formalities.

If enough of these people fan out through rural Turkey, they may emerge as a new force for social and political change. Their influence could accelerate the modernization of the country's less

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, SEPTEMBER 4-5, 1999

developed regions, and also reshape political attitudes there as they return with considerably less deference toward the government.

Towns struck by the quake were not only booming economically before the disaster but were also social melting pots where well-to-do vacationers and business managers mixed with migrants from backward regions. And they lie just a ferry ride away from Istanbul, one of the world's most cosmopolitan cities and a hotbed of social and political ferment.

"It's a lot like the immigrants who left Turkey to go to Germany," said Ahmet Altan, a newspaper columnist. "They came back with new ideas and attitudes, and they had a great effect on our society. When these earthquake victims go back to their home towns, they won't like the way people live there. They've seen modernity, wealth, movies, beautiful women. They'll want to change things."

"These are people who have lost their fear of the state," Mr. Altan continued. "They saw from their experience in the

earthquake that the state has nothing to give them. They watched people die because of the failures of the state. They're angry, and they'll want to create something new, a new consciousness in those parts of Turkey."

Among the earthquake victims who wants to leave is Emin Cakmak, a craftsman who makes ceramic tiles. He left Sivas, one of Turkey's most politically and culturally conservative towns, as a teenager in 1966. Now, with his home and workshop in Golcuk destroyed, he wants to return home.

"I came here because there wasn't any work in Sivas," Mr. Cakmak said. "But things are changing out there, and I think I could make a living in Sivas now. The most important thing is to get out of here. These towns where the earthquake hit are a mess, and they're going to stay a mess for a long time."

Asked to assess the work of the government and army in earthquake relief, Mr. Cakmak said: "If the state really cared about human life, it would have been prepared for something like this.

The people of Turkey responded beautifully, and so did foreign countries, even Greece, our supposed great enemy. But the state didn't do much at all."

■ Rent Woes Beset Quake Zone

A leftist newspaper urged a rent freeze in quake areas Friday as survivors in western Turkey's quake zone rushed to find apartments in buildings left standing. The Associated Press reported from Istanbul.

Rents have doubled in many apartment blocs and houses that survived the Aug. 17 earthquake because of their better construction. Costs for moving trucks have also skyrocketed.

The increases have taken prices of available surviving housing well beyond the means of Turkey's working class, who at minimum wage make just \$170 a month.



26 morts dans des accrochages entre soldats turcs et rebelles kurdes

DIYARBAKIR (Turquie), 5 sept (AFP) - 11h57 - Des affrontements entre les forces armées turques et les rebelles séparatistes kurdes ont fait samedi 26 morts dans la région montagneuse de la province orientale de Van, a-t-on indiqué dimanche de source officielles à Diyarbakir (sud-est de la Turquie).

Les accrochages se poursuivaient toujours dimanche, a précisé cette source selon laquelle les militants du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) ont perdu 19 hommes alors que l'armée a eu 7 morts dans ses rangs.

Ces accrochages coïncident avec la mise en garde au PKK lancée vendredi par le chef de l'état-major de l'armée turque, le général Huseyin Kivrikoglu.

Le général avait mis en doute la promesse des séparatistes kurdes de se retirer de Turquie déclarant que le retrait du PKK était d'une importance secondaire car "ce qu'ils doivent faire vraiment c'est de rendre leurs armes et de se constituer prisonniers pour bénéficier de la nouvelle loi d'amnistie".

Le PKK s'est engagé jeudi à déposer les armes et ne plus jamais recourir à la lutte armée en promettant de retirer ses forces du territoire turc "d'ici à la fin de l'année".



Nouveau climat entre les Quinze et la Turquie après le séisme du 17 août par Stéphane BARBIER

SAARISELKA (Finlande), 5 sept (AFP) - Un nouveau climat s'est instauré entre l'Union européenne et la Turquie après le tremblement de terre du 17 août, grâce au changement radical d'attitude de la Grèce qui a renoncé à la politique d'isolement qu'elle menait au sein de l'UE à l'égard d'Ankara.

George Papandréou, ministre grec des Affaires étrangères, a confirmé ce week-end à ses collègues de l'UE ce revirement de la politique grecque lors d'une réunion informelle des chefs de la diplomatie européenne tenue à Saariselka, dans le nord de la Finlande.

"Le tremblement de terre a créé un climat extraordinaire qui, je crois, est unique dans l'histoire entre nos deux peuples", a-t-il déclaré dimanche. Par l'émotion créée et la solidarité dont ont fait preuve les Grecs, "les peuples ont pris le pas sur la diplomatie", a-t-il ajouté.

Il a redit qu'Athènes était totalement en faveur des aides européennes déjà versées où prévues (184 millions d'euros) ainsi qu'à un prêt de la Banque européenne d'investissement (BEI) de 600 millions d'euros, pour aider à la reconstruction de la Turquie.

En revanche, M. Papandréou a réitéré le veto grec au déblocage du protocole financier de l'accord d'union douanière conclu en 1995 entre la Turquie et l'UE d'un montant de 375 millions d'euros. Ce protocole était notamment destiné à compenser les PME turques pour les pertes subies suite à l'accord d'union douanière entré en vigueur le 31 décembre 1995.

"Il existe maintenant une chance pour une amélioration substantielle des relations entre l'UE et la Turquie", a estimé le chef de la diplomatie allemande Joschka Fischer.

Première étape du réchauffement euro-turc, l'invitation lancée par les ministres européens des Affaires étrangères à leur homologue turc Ismael Cem à venir participer à leur prochaine rencontre le 13 septembre à Bruxelles.

Sur la reconnaissance du statut de la Turquie comme candidat à l'adhésion, qui sera discutée lors du sommet d'Helsinki en décembre, rien n'est cependant joué. "Personne ne voit encore la Turquie dans l'UE", a reconnu M. Fischer.

En décembre 1997 au sommet de Luxembourg, les Quinze n'avaient fait que reconnaître "la vocation" de la Turquie à entrer dans l'Union.

Aux yeux de l'UE, la Turquie ne remplit toujours pas les critères nécessaires à l'adhésion, tant sur le plan politique qu'économique. Il lui est reproché des atteintes aux droits de l'Homme notamment à l'encontre de la minorité kurde.

George Papandréou, qui s'est entretenu samedi par téléphone avec Ismael Cem, n'a pas exclu la reconnaissance de la Turquie comme candidate, estimant cependant qu'il existe encore de nombreux problèmes à surmonter, notamment le cas de Chypre et les contentieux territoriaux bilatéraux en mer Egée.

"Le problème principal, c'est Chypre", a-t-il dit. L'île, divisée en deux depuis l'intervention militaire turque dans le Nord en 1974, fait partie des premiers candidats à l'adhésion, mais son entrée dans la famille européenne est hypothéquée par sa division.

L'un des points de blocage est l'intégration des représentants de la partie nord de l'île dans la délégation chypriote-grecque chargée de négocier l'adhésion. Les dirigeants de la partie nord sont d'accord pour cette intégration à condition que la Grèce reconnaisse leur "Etat" (la République turque de Chypre du Nord, RTCN, proclamée en 1983), condition inacceptable, cette entité n'étant reconnue que par la Turquie.

Outre le cas de la Turquie, les chefs de la diplomatie européenne ont abordé le processus d'élargissement dans son ensemble.

Une grande majorité d'Etats membres de l'UE ne veut pas fixer de date précise pour l'adhésion des pays de l'Est et de Chypre, lors du sommet d'Helsinki, selon le ministre français Hubert Védrine. "Ce ne serait pas raisonnable. Il faut mener sérieusement les négociations au fond", a-t-il dit.

En revanche, Joschka Fischer a estimé que sans date, les pays candidats les plus avancés avec lesquels l'UE négocie déjà sur le fond (Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Estonie et Chypre) risquent de se décourager.

.....

La Grèce annonce qu'elle accepte la candidature turque à l'Union européenne

5 septembre 1999

SAARISELKA, Finlande (AP) -- C'est une petite révolution: la Grèce a annoncé dimanche à ses partenaires européens qu'elle n'avait désormais plus aucune objection majeure à une adhésion turque à l'Union européenne.

"Nous sommes favorables à ce que la Turquie devienne membre de l'Union européenne", a simplement déclaré le ministre grec des Affaires étrangères George Papandréou, à l'issue d'une rencontre des ministres européens des Affaires étrangères ce week-end en Finlande.

Il s'agit d'un revirement majeur de la part d'Athènes, les relations entre la Grèce et la Turquie étant très hostiles depuis vingt ans, en raison notamment du conflit autour de Chypre, envahie par la Turquie en 1974 et divisée entre Turcs et Grecs depuis lors.

Les deux pays se sont même affrontés militairement à plusieurs reprises. Jusqu'ici, la Grèce s'était donc toujours fermement opposée à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne.

Autre geste de bonne volonté: la Grèce a confirmé qu'elle ne bloquerait pas, comme elle le faisait jusqu'ici, le versement par l'Union de centaines de millions d'euros à la Turquie pour l'aider à reconstruire les régions dévastées par le séisme du mois dernier.

"Il est de notre propre intérêt de voir la Turquie se rapprocher de l'Europe", a expliqué M. Papandreou.

.....



Le PKK se félicite de la réaction de l'armée turque à son retrait

ISTANBUL, 6 sept (AFP) - 12h13 - Les rebelles kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) se sont félicités lundi de la première réaction de l'armée turque à leur offre de se retirer de Turquie, y voyant un geste de bonne volonté.

"Reconnaissant nos décision positives, l'état-major turc a fait un geste dans la même direction", a estimé le commandant Cemil Bayik, membre du conseil de commandement du PKK, dans un communiqué diffusé par l'agence pro-kurde DEM.

Le chef d'état-major de l'armée turque, le général Huseyin Kivrikoglu, a commenté vendredi pour la presse l'offre de retrait du PKK et laissé entendre que les demandes des Kurdes pour davantage de droits culturels pourraient être remplies dans un avenir proche.

"C'est la première fois qu'un général turc fait une déclaration sur le sujet", a relevé Cemil Bayik.

Ces déclarations "sont une façon de répondre aux déclarations de notre parti", a-t-il estimé.

Selon Cemil Bayik, le retrait du PKK continue mais est entravé par la poursuite des opérations de l'armée contre les rebelles.

Il a appelé le général Kivrikoglu à freiner "certains cercles" au sein de l'armée opposés à la paix qui "ne cessent de tenter de saboter la phase (de retrait)". "Si l'état-major ne partage pas ce point de vue, il doit contrôler les tentatives de ces cercles", a-t-il dit.

Selon le général, plusieurs centaines de rebelles ont effectivement quitté la Turquie mais d'autres y sont restés.

Pour rendre leur offre de paix crédible, les rebelles doivent rendre les armes, "sinon, ils reviendront au printemps", a-t-il dit.

Il a relevé que le PKK avait abandonné son but d'un Etat kurde indépendant ou d'une fédération.

"Ils veulent certains droits culturels", a-t-il dit. Certains ont déjà été accordés, a-t-il souligné, mentionnant la vente légale de journaux et de cassettes vidéo en kurde, et l'élection de maires pro-kurdes dans 37 villes lors des municipales d'avril.

"Au fur et à mesure des progrès de la démocratisation, ces droits seront aussi développés", a-t-il ajouté.

Concernant la décision d'exécuter ou non le chef du PKK Abdullah Ocalan, condamné à mort fin juin, le général a estimé que l'opinion de l'armée à ce sujet ne devait pas être le dernier mot.

.....



Les déclarations d'un général font naître l'espoir d'une fin au conflit kurde

ISTANBUL, 6 sept (AFP) - 15h40 - L'espoir d'une fin au conflit kurde, qui déchire la Turquie depuis 15 ans, est né à la suite des déclarations du chef d'état-major de l'armée turque, qui a brisé un tabou en répondant pour la première fois, indirectement, aux offres de paix des rebelles du PKK.

"La Turquie est tout près d'une solution au problème du PKK (parti des Travailleurs du Kurdistan)", soulignait lundi le rédacteur en chef du quotidien nationaliste Hurriyet dans un éditorial.

"Si les provocations de quelques fauteurs de trouble sont éliminées, le problème pourrait être réglé d'ici à la fin de l'année", a estimé Ertugrul Ozkok.

Son optimisme se fonde sur les déclarations du général Huseyin Kivrikoglu, qui a pour la première fois évoqué publiquement les offres de paix du PKK et ses demandes politiques, sous-entendant que l'armée est prête à les prendre au sérieux.

Ces déclarations "peuvent laisser penser qu'il y a une lumière au bout du tunnel", a estimé Mehmet Ali Birand, l'un des éditorialistes les plus respectés de Turquie, dans le quotidien Posta.

Le PKK lui-même a salué les déclarations du général Kivrikoglu comme un signe de bonne volonté de l'armée turque.

"Reconnaissant nos décisions positives, l'état-major turc a fait un geste dans la même direction", a estimé le commandant Cemil Bayik, membre du conseil de commandement du PKK, dans un communiqué diffusé lundi par l'agence pro-kurde DEM.

Le PKK a annoncé le mois dernier qu'il mettait fin à ses 15 ans de lutte armée pour un Etat kurde indépendant dans le Sud-est anatolien et retirerait ses forces de Turquie.

La semaine dernière, il s'est engagé à achever son retrait d'ici à la fin de l'année et à ne plus jamais recourir à la lutte armée.

Mais l'Etat turc n'avait pas réagi à ces annonces jusqu'à ce que le général Kivrikoglu rompe le silence vendredi.

Dans une première réponse à l'annonce du PKK, il a souligné que plusieurs centaines de rebelles avaient effectivement quitté la Turquie, mais que d'autres y demeuraient.

Pour rendre leur offre de paix crédible, les rebelles doivent rendre les armes, "sinon, ils reviendront au printemps", a-t-il souligné.

Le PKK avait offert le mois dernier de rendre les armes tout en soulignant qu'il ne pouvait le faire tant qu'il n'avait pas d'interlocuteur au sein de l'Etat turc pour négocier un tel geste.

Autre première: le général Kivrikoglu a évoqué les options politiques du PKK, soulignant qu'il avait abandonné son objectif en vue de la création d'un Etat kurde indépendant ou d'une fédération.

"Ils souhaitent certains droits culturels", a-t-il dit. Certains ont déjà été accordés, a-t-il souligné, mentionnant la vente légale de journaux et de cassettes vidéo en kurde, et l'élection de maires pro-kurdes dans 37 villes lors des municipales d'avril.

"Au fur et à mesure des progrès de la démocratisation, ces droits seront aussi développés", a-t-il ajouté.

Interrogé sur ces déclarations, le Premier ministre Bulent Ecevit a reconnu samedi que "quelques mesures concrètes" devaient être prises.

"Pour la première fois, l'Etat turc se penche sur les droits culturels des citoyens kurdes de son plein gré", a souligné M. Ozkok.

Les éditorialistes ont également relevé la remarque du général selon qui l'armée ne doit pas avoir le dernier mot sur l'exécution du chef du PKK Abdullah Ocalan, condamné à mort fin juin par un tribunal turc.

"Ne nous demandez pas ce que nous pensons", a souligné le général. "Nous l'avons combattu pendant 15 ans. Notre réponse sera vraisemblablement émotionnelle. L'affaire est entre les mains de la Cour de cassation et des hommes politiques".

"Les militaires se sont retirés", a commenté M. Birand, estimant qu'à partir de maintenant, les hommes politiques ne pourront pas mettre sur le compte de la pression de l'armée leur incapacité à régler le conflit.

"Si le PKK tient parole, nous pouvons sortir du tunnel", a-t-il conclu.

.....



Abdullah Ocalan se félicite des déclarations d'un général turc

ANKARA, 7 sept (AFP) - 15h22 - Le chef rebelle kurde Abdullah Ocalan a qualifié de "positives" les déclarations du chef d'état-major de l'armée turque, le général Huseyin Kivrikoglu, après l'offre de retrait du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), dans un communiqué diffusé mardi par ses avocats.

"Ce sont des déclarations positives et précieuses que nous trouvons importantes", a déclaré le chef du PKK dans un communiqué, rédigé après une visite de ses avocats sur l'île prison d'Imrali (ouest).

"La volonté de liberté culturelle et de démocratisation est un pas positif", a ajouté Ocalan.

Le général Kivrikoglu a commenté vendredi pour la presse l'offre de retrait du PKK et laissé entendre que les demandes des Kurdes pour davantage de droits culturels pourraient être remplies dans un avenir proche.

Cemil Bayik, l'un des commandants du PKK et membre du conseil de commandement de ce parti, s'était déjà félicité lundi de cette première réaction de l'armée turque, y voyant un geste de bonne volonté.

Le PKK a d'autre part salué les déclarations faites lundi par le président de la Cour de cassation turque Sami Selcuk, qui a réclamé plus de démocratie dans le pays et une modification de la constitution, dans un communiqué diffusé mardi par l'agence pro-kurde DEM.

"Nous adhérons totalement à cette déclaration historique (...) qui peut être considérée comme un manifeste pour un règlement démocratique à la question kurde. Cette intervention démontre que la Turquie est entrée dans une phase de changement et de transformation", estime le conseil de commandement du PKK.

Le PKK a annoncé le 25 août que ses forces armées avaient entamé leur retrait du territoire turc, avant même le 1er septembre, date pour laquelle Abdullah Ocalan avait appelé début août ses partisans à arrêter les combats et à se retirer.

Le PKK a lancé en 1984 une rébellion armée pour la création d'un Etat kurde indépendant dans le Sud-est de la Turquie à majorité kurde. Les violences liées à cette rébellion ont fait quelque 31.000 morts.

26 Killed in Army-PKK Clashes

DIYARBAKIR, Turkey, Sept 5 (AFP) Turkish troops clashed Saturday with militants of the Kurdish rebel PKK, killing 19 and suffering seven losses, officials here announced here Sunday.

A statement by emergency rule headquarters here said the major clash with the "terrorists" -- the term used by officials to designate PKK members -- occurred in the mountainous Krom Valley region near Gurpinar, in the eastern province of Van.

It said 15 "terrorists" were killed, as well as seven Turkish troops, in the operation, which it said was still continuing.

It said four other PKK members were killed near the town of Sason in Batman province.

The report came in the wake of an announcement Wednesday by PKK commander Osman Ocalan that the rebel group was laying down its arms for good and retreating from Turkish territory to end the 15-year war that has claimed more than 31,000 lives.

PKK leader Abdullah Ocalan -- elder brother of Osman -- is on an island prison in the Marmara Sea, awaiting the outcome of an appeal against the death sentence handed out to him on treason and sedition charges.

Abdullah Ocalan, who based himself in Lebanon's Bekaa Valley and in Syria before being expelled by the Damascus government, was detained by Turkish agents in Nairobi in February and brought to Turkey for trial.

Kurdish rebels hail Turkish general's words as goodwill gesture

AFP - Sept. 6, 1999

ISTANBUL, Sept 6 (AFP) - The rebel Kurdistan Workers' Party (PKK) on Monday hailed the Turkish army's first-ever statement on its proposed withdrawal from Turkey as a goodwill gesture.

"In recognition of our positive steps, the Turkish General Staff has now made a gesture in this direction too," PKK commander Cemil Bayik, a member of the rebels' leadership council, said in a statement distributed by the pro-PKK news agency Dem.

Turkey's Chief of General Staff, General Huseyin Kivrikoglu, on Friday discussed the PKK's withdrawal offer with the Turkish press and hinted that Kurdish demands for more cultural rights could be met in the near future.

"It is the first time the Turkish General Staff has ever made a statement on the subject," Bayik pointed out.

Kivrikoglu's words "are in a sense an answer to our party's declarations," Bayik said. "We see them as such and follow them very attentively."

Bayik said the PKK pull-out was proceeding, but was being obstructed by ongoing Turkish army operations against the rebel forces.

The PKK commander appealed to Kivrikoglu to rein in "certain circles" within the army opposed to peace.

"These circles are continually trying to sabotage the (withdrawal) phase," Bayik said. "If the General Staff does not share this stance, it must control the efforts of these circles."

Kivrikoglu, in his first-ever reference to the rebels' announcements, on Friday said several hundred PKK fighters had indeed left Turkey, but that others remained.

Kivrikoglu's words "are in a sense an answer to our party's declarations," Bayik said. "We see them as such and follow them very attentively."

Bayik said the PKK pull-out was proceeding, but was being obstructed by ongoing Turkish army operations against the rebel forces.

The PKK commander appealed to Kivrikoglu to rein in "certain circles" within the army opposed to peace.

"These circles are continually trying to sabotage the (withdrawal) phase," Bayik said. "If the General Staff does not share this stance, it must control the efforts of these circles."

Kivrikoglu, in his first-ever reference to the rebels' announcements, on Friday said several hundred PKK fighters had indeed left Turkey, but that others remained.

To make their peace offers credible, the rebel forces should surrender their weapons, the general said. "Otherwise they will come back in spring."

Kivrikoglu also referred to the PKK's political shifts, pointing out that the rebels had given up the goal of an independent state or a federation.

"They want certain cultural rights," he said. Some of these had already been granted, he said, pointing to the legal sale of Kurdish language newspapers and cassettes in Turkey and the election of pro-Kurdish mayors in 37 towns earlier this year.

"As democratization progresses, these rights will also be developed," Kivrikoglu said.

On the subject of a decision on the execution of PKK leader Abdullah Ocalan, sentenced to death by a Turkish court for treason earlier this year, Kivrikoglu said the army's opinion should not be the last word on the matter.

"We fought him for 15 years," he said of the conflict that has claimed 31,000 lives. "Don't ask us what we think. Our response is likely to be emotional. The matter is in the hands of the appeals court and the politicians."

The PKK took up arms against Turkey on August 14, 1984, to fight for Kurdish self-rule in southeastern Anatolia.

More than 31,000 people have since been killed in the conflict.

Abdullah Ocalan, who founded the rebel organization in 1978 and is currently awaiting review of his sentence by an appeals court on a Turkish prison island, last month ordered an end to the PKK's armed campaign.

The PKK last week announced they had begun withdrawing and pledged never to take up arms against Turkey again.

KURD REBELS SEE TURKISH CHANGE OF TACK

Reuters - Sept. 7, 1999

By Pelin Turgut

ISTANBUL (Reuters) - Kurdish rebels welcomed Tuesday what they interpreted as a change of tack from Turkey's establishment on the sensitive issue of Kurdish cultural rights.

The Kurdistan Workers Party (PKK) says it has abandoned its armed struggle for Kurdish self rule and is withdrawing from Turkey, and aims to return as a peaceful political force.

Turkey regards the rebel policy with suspicion, but senior figures have made remarks that the PKK has greeted with warmth.

Condemned PKK leader Abdullah Ocalan interpreted comments by Turkey's top general as a "positive step in developing cultural freedom and democratization."

And PKK commanders praised a senior judge who Monday called for a thorough overhaul of Turkey's constitution drawn up under military rule in 1982.

But both warned the rebels should be allowed to withdraw from Turkey without attacks from the Turkish armed forces.

Turkey's chief of staff, General Huseyin Kivrikoglu, at the weekend said the PKK had backed away from its original aim of winning self rule for the mainly Kurdish southeast of Turkey.

"They don't want a federation. What they want are some cultural rights. Some of these have been granted anyway," Kivrikoglu said.

Ocalan, condemned to death and awaiting an appeal court verdict in a Turkish prison, welcomed the general's comments.

"It is a positive contribution to the period of peace and brotherhood we want to develop ... a positive step in developing cultural freedom and democratization," the rebel leader said in comments released through his lawyers Tuesday.

Ocalan's field commanders similarly backed a top Turkish judge who said the current constitution was undemocratic and should be completely revised.

Appeals Court chief judge Sami Selcuk called for a new national charter that did not repress the freedom of expression. Scores of writers and politicians are in prison for expressing their views on Kurdish nationalism.

"We, as a party and a people, are ready to live with pride in a Turkey on the essential lines drawn by the chief of the appeals court," the PKK's leadership said in a statement carried by the Germany-based DEM news agency.

The rebels have reserved the right to defend themselves against Turkish security force attacks during the withdrawal...7/8h;* announced," he said.

His field commanders said the fighting had been started by Turkish forces.

"The withdrawal is meeting with obstacles in some places from the Turkish army," their statement said. "The important issue is these needless losses and the desire to sabotage the peace and withdrawal process by engineering clashes."

More than 30,000 people, most of them PKK rebels, have died in 15 years of fighting between the guerrillas and Turkish armed forces.

Turkey refuses to grant minority rights to its estimated 12 million Kurds, who mainly live in the southeast of the country. Ankara argues that all of its citizens are equal before the law.

Human rights activists and legal Kurdish parties push for the lifting of restrictions on Kurdish language expression and education. At his trial Ocalan said the language laws were the main force that motivated the Kurdish insurgency.

+++++



Neuf mois avec sursis pour l'un des manifestants du consulat d'Israël

BERLIN, 8 sept (AFP) - 15h53 - Un Kurde interpellé en marge de l'assaut du consulat d'Israël à Berlin en février dernier, au cours duquel quatre manifestants avaient été tués, a été condamné mercredi à 9 mois de prison avec sursis.

L'homme, âgé de 35 ans, est originaire d'Irak. Le tribunal de Berlin n'a pas communiqué son identité. Il a été condamné pour tentative de blessures sur un policier allemand et résistance aux forces de l'ordre lors de son interpellation.

Les juges ont abandonné l'accusation de trouble à l'ordre public.

Le parquet avait requis une peine de 18 mois de prison ferme.

Des dizaines de policiers avaient été blessés lors d'une violente manifestation en face du consulat d'Israël, le 17 février, visant à protester contre une implication présumée de l'Etat hébreu dans l'arrestation deux jours plus tôt du chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Ocalan.

Les gardes du corps israéliens avaient ouvert le feu sur des manifestants qui tentaient de pénétrer dans le consulat pendant cette manifestation.

La justice allemande, tout en poursuivant les Kurdes impliqués dans cette affaire, a émis d'expresses réserves quant à la légitime défense invoquée par les autorités israéliennes pour justifier l'ouverture du feu.

Elle n'a toutefois entamé aucune procédure contre les gardes du consulat, protégés par leur statut diplomatique.

Guardian

GENERAL RAISES HOPES OF SOFTENING TOWARDS KURDS

Chris Morris
September 8, 1999

The rebel Kurdistan Workers Party's withdrawal from Turkish territory is raising hopes that a brutal 15-year war in which more than 30,000 people have been killed could be coming to an end.

Turkey's top general, Huseyin Kivrikoglu, has discussed the PKK's demands for greater cultural rights with a selected group of local journalists. The fact that he was prepared to speak about the PKK's political prospects at all was seen by commentators on both sides as a dramatic gesture, and a sign that the armed forces may be prepared to consider them seriously.

"Turkey has come to the brink of a solution," wrote Ertugrul Ozkok, the editor of Turkey's biggest-selling newspaper, *Hurriyet*.

The PKK had already reduced its demands from independence to autonomy. Now it simply asks for a range of cultural rights. For many years the military has been a staunch opponent of granting any concessions to the Kurds, or recognising their separate ethnic identity. It is still extremely sceptical of the PKK's real intentions, and it wants them to surrender their arms to the Turkish state.

"There have been situations in the past where they have declared a ceasefire and broken it," Gen Kivrikoglu said. "We have to wait and see".

He confirmed, however, that a withdrawal is under way. The feeling that this may be more than another false dawn has been encouraged by the emergence of political fault lines in the aftermath of last month's Turkish earthquake. They could bring profound changes in a country which has embarked on a national debate about reform of the state system.

Before the earthquake struck, the Kurdish issue had dominated the political agenda for a year, ever since Turkey began its hot pursuit of the rebel leader Abdullah Ocalan. He now sits behind bars, with a sentence of death hanging over his head. He is, however, offering a tantalising prospect of peace.

Ocalan has told the PKK to pull all its forces out of Turkey and bring the war to an end. Senior commanders in the field say they are complying with their leader's instructions. "We are laying down our arms," said Ocalan's brother Osman last week, "and we will never take them up again."

He disclosed that the PKK hopes to withdraw completely by the end of this year, and he suggested that the process could be finished far more quickly if the Turkish armed forces would allow rebel fighters free passage across Turkey's eastern borders into northern Iraq.

The PKK has called on the international community to put pressure on Turkey to allow the withdrawal to proceed peacefully, but that is unlikely to happen.

Despite these difficulties, there is a growing chorus of voices close to the Turkish establishment which argues that this is too good an opportunity to miss.

Turkey desperately needs the billions of pounds it spends every year in the fight against the PKK to help strengthen the economy and rebuild the region devastated by the earthquake.

"The best way to reconstruct Turkey is to solve the Kurdish problem," said a leading PKK commander, Cemal Bayik. "This should be done immediately."

Direct negotiations with the PKK are still not on the agenda, but the possibility of some form of discussion with more moderate Kurdish representatives seems greater now than it has been at any time during the past 15 years.

More than 30 local mayors from the pro-Kurdish party Hadep were democratically elected earlier this year, despite constant harassment from state security forces. Recently a Hadep delegation was received in Ankara by President Suleyman Demirel.

There are still those on both sides who reject the option of peace. Some rebel commanders believe that fighting remains their only option, while there are forces linked to the state which have made huge profits from the smuggling of drugs and people through the war-torn southeast on the route from Asia into Europe.

Much will depend on the developing attitude of the Turkish military, which has always been at the heart of the strong paternalistic state.

With a public debate on reform now launched from within the Turkish establishment, and with the PKK pledging political moderation, there are grounds for cautious optimism.

.....



Bagdad accuse Washington d'encourager l'émigration des kurdes

BAGDAD, 10 sept (AFP) - 12h15 - L'Irak a accusé vendredi les Etats-Unis d'inciter les populations kurdes dans le nord du pays à émigrer vers des pays européens pour tenter de "vider le Kurdistan".

"Ce que l'impérialisme américain a pu réaliser pour protéger notre peuple kurde, c'est d'inciter les jeunes à émigrer vers des pays européens pour vider le Kurdistan de ses cadres scientifiques et techniques", écrit le quotidien Al-Iraq, organes des partis kurdes alliés à Bagdad.

Pour le journal, les Etats-Unis ont "accru le nombre de centres d'émigration (dans le Kurdistan) pour encourager les Kurdes à aller se perdre dans les pays européens".

Fin juin, le président irakien Saddam Hussein avait accusé les Etats-Unis et la Grande-Bretagne de vouloir diviser le peuple irakien et assujettir les Kurdes d'Irak.

Le Kurdistan irakien, qui échappe au contrôle de Bagdad depuis la guerre du Golfe en 1991, est contrôlé par deux factions rivales, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani).

Les Alliés ont instauré en 1991 une zone de protection de la population kurde dans le nord de l'Irak à la suite de l'insurrection kurde dans la foulée de la guerre du Golfe. Elle a été assortie d'une interdiction de survol au nord du 36ème parallèle.

Le PDK et l'UPK sont tiraillés entre le régime de Bagdad et l'administration américaine qui a promis une aide de 97 millions de dollars à l'opposition irakienne pour l'aider à renverser le président Saddam Hussein.

Tant M. Talabani que M. Barzani ont critiqué les plans américains. Le numéro deux du PDK, Nijirvan Barzani, avait récemment affirmé que son parti ne permettrait jamais que les régions qu'il contrôle "servent de tremplin" pour renverser le régime irakien.

Selon Bagdad, les contacts avec les formations kurdes n'ont jamais été stoppés.

COMMUNIQUE DE PRESSE/Kurdistan

Gouvernement Régional du Kurdistan
Représentation auprès de l'Union Européenne

En réponse aux nouvelles concernant la proposition de cessez-le-feu faite par le PKK

9 septembre 1999

Quelques agences de presse ont publié des rapports sur l'offre d'un cessez-le-feu faite au Parti Démocratique du Kurdistan, qui gère l'administration au Kurdistan d'Irak ; cette offre est attribuée aux chefs du PKK.

Voici ce qu'elle comporte :

A partir de maintenant nos troupes armées n'useront plus de leurs armes contre l'état Turc.

(Dans la déclaration du 25 août 1999 il était dit également qu'une fin serait mise aux combats contre le Parti Démocratique du Kurdistan dans les termes suivants).

Notre parti - le PKK - a annoncé également un cessez-le-feu face au Parti Démocratique du Kurdistan. Nous avons mis fin à nos actions militaires ; aussi le Parti Démocratique du Kurdistan devrait répondre positivement à notre geste afin d'éviter à l'avenir tout versement de sang.

Il est plus qu'évident que le PKK se trouve dans une situation extrêmement chaotique. Ce qui lui arrive est la conséquence d'une politique incorrecte. Ses activités terroristes contre le peuple Kurde, en particulier contre le Kurdistan d'Irak, sont autant de services rendus aux ennemis de la démocratie et de la liberté du peuple Kurde. Il importe de rappeler que le combat que le PKK livre contre le PDK touche l'entièreté du peuple Kurde en Irak : il y eut des blessés et des morts par milliers aussi bien parmi les civils que parmi les peshmergas, il y eut des maisons et des fermes brûlées et détruites dans nombre de villages Kurdes.

Le PKK vient de décider de retirer de Turquie toutes ses forces armées, de ne plus porter les armes contre l'Etat Turc et d'accepter des mesures d'amnistie. Pourquoi et dans quel but ce même PKK rassemble-t-il ses troupes au Kurdistan d'Irak ? Quelle logique à ce stationnement de troupes, quelle explication ?

En guise de réaction l'administration Kurde fait la déclaration suivante:

Nous, et avec nous tout le peuple Kurde, nous souhaitons poser cette question aux responsables du PKK : Où au Kurdistan d'Irak livre-t-on combat contre le PDK, son administration et le peuple Kurde ? Où a lieu l'agression ? Contre quelles régions la colère du PKK se dirige-t-elle ?

Le PKK nous attaque sur notre sol, dans nos villages, jusque dans nos maisons, jetant sur les routes un flot de réfugiés, habitants de plus de 400 villages du Kurdistan d'Irak le long de la frontière avec la Turquie. Mettant toute son énergie à endommager notre pays, le PKK empêche que nos villages soient reconstruits ; il est ainsi une menace continuelle pour la stabilité et la sécurité au Kurdistan d'Irak.

Le PKK doit arrêter de causer du tort à notre peuple et ne plus se mêler des affaires du Kurdistan d'Irak. Après les souffrances terribles, subies dans un passé récent, nos hommes et nos femmes jouissent maintenant, pour la première fois depuis bien longtemps, d'une liberté relative; ils veulent avoir la possibilité de reconstruire leur pays.

La longue et amère expérience que nous avons du PKK nous amène à ne pas attacher foi à leurs promesses, à ne pas avoir confiance en eux, surtout en ce qui concerne le cessez-le-feu proposé.

Les promesses témoignent de leur situation de faiblesse et d'instabilité; il en était de même en 1992 et 1995.

La déclaration attribuée aux responsables du PKK fait croire que le rôle joué par ce parti est arrivé à sa fin ; exception faite pour tout le mal qu'il peut encore faire au Kurdistan d'Irak.

.....

jeudi 9 septembre 1999, 16h18

Les fondements de l'Etat turc mis en question après le séisme

ISTANBUL, 9 sept (AFP) - Les répliques politiques du séisme qui a frappé la Turquie le mois dernier continuent et un débat sans précédent sur les institutions met à présent en question les fondements de l'Etat.

"Une Turquie nouvelle émerge des décombres du séisme", affirmait le quotidien Sabah dans un article sur le débat qui fait rage et n'épargne pas même le rôle de la puissante armée turque.

La boîte de Pandore a été ouverte par un haut magistrat, qui a critiqué avec une sévérité inhabituelle la constitution. Mais le terrain avait été préparé par la déception de l'opinion publique devant l'inefficacité de l'Etat et de l'armée dans les secours aux victimes du séisme qui a ravagé le Nord-ouest le 17 août, faisant plus de 15.000 morts.

Sami Selcuk, nouveau président de la Cour de cassation, a malmené tous les principes fondamentaux de la République turque en début de semaine, lançant que la légitimité de la constitution était "proche de zéro".

"La Turquie est un pays avec une constitution, mais ce n'est pas un Etat constitutionnel", a affirmé M. Selcuk dans son discours d'ouverture de l'année judiciaire à propos de la constitution de 1982, rédigée sous l'influence des militaires après le coup d'Etat de 1980.

"La Turquie ne peut et ne doit pas entrer dans le prochain siècle avec une telle constitution", a ajouté M. Selcuk. Il a accusé la loi fondamentale de protéger les droits de l'Etat aux dépens de la liberté des citoyens.

"Nous avons besoin de plus de démocratie, de plus de citoyens qui pensent sans en être empêchés par les lois", a-t-il dit.

Alors que le président Suleyman Demirel et l'aréopage de responsables présents quittaient la salle blêmes et les lèvres serrées, les programmes de radio et de télévision donnant la parole aux auditeurs étaient rapidement débordés d'appels de citoyens enthousiastes.

Les chaînes privées ont rediffusé pendant plusieurs jours le discours, les quotidiens ont imprimé de larges extraits de ses 55 pages, la plupart des éditorialistes ne tarissent pas d'éloges pour le juge.

Le Premier ministre Bulent Ecevit s'est empressé de promettre une réforme constitutionnelle, mais en termes vagues.

M. Selcuk a aussi reçu sa part de critiques virulentes.

Un juge de la Cour constitutionnelle l'a accusé de propager "des idées dangereuses" nourries par l'atmosphère "cosmopolite" d'Istanbul.

Plusieurs commentateurs ont rejeté son appel à mettre fin au contrôle de l'Etat sur les affaires religieuses, avertissant que la Turquie pourrait devenir un Etat à l'iranienne en quelques années si le gouvernement ne bridait pas les islamistes.

Sami Selcuk n'est pas le premier haut magistrat à critiquer le système politique, mais rarement la constitution aura été défiée de façon aussi radicale --et jamais ces critiques n'auront été accueillies avec autant d'enthousiasme.

Le scepticisme s'étend même aux institutions jusqu'ici sacro-saintes.

"La Grèce soutient activement la Turquie, le PKK (NDLR: rébellion kurde) a déposé les armes, nous n'avons plus d'ennemis", soulignait un éditorialiste de Hurriyet. "Alors pourquoi continuer à maintenir l'une des plus grandes armées du monde?"

Le quotidien libéral Milliyet a critiqué le chef d'état-major pour avoir tenté d'ordonner aux journalistes de couvrir largement les secours de l'armée après le séisme.

"Quelle honte que les appels à la démocratie dans notre pays ne viennent jamais de nos représentants élus!", a pour sa part commenté le quotidien Cumhuriyet (centre-gauche).

La secousse sera aussi politique

Turquie : l'école du désastre

Contrairement aux premières impressions, la société turque et son système institutionnel se sont plutôt bien comportés dans la terrible catastrophe qui a frappé le pays. Mais l'opinion publique ne veut pas le savoir et continue d'instruire le procès de l'Etat

Pratiquement tous les survivants du tremblement de terre ont été sauvés par les Turcs eux-mêmes : 95% d'entre eux doivent leur salut à des amis, des voisins et surtout aux secours déployés par les organisations officielles nationales, 5% seulement aux équipes internationales. Ce n'est pas le Premier ministre turc qui l'affirme, ni le président de la République ou le chef d'état-major de l'armée. C'est le directeur du Bureau de Coordination des Affaires humanitaires de l'ONU, Ross Mountain, à Genève.

On imaginerait qu'au-delà du drame et de la douleur des victimes la nation turque tout entière tire une certaine fierté d'avoir finalement fait face à une catastrophe dont aucun pays, riche ou pauvre, ne se serait tellement mieux sorti. Or c'est tout le contraire : cette information semble être passée sous silence dans la presse turque. Pis, il y a fort à parier que nombre de Turcs n'y croiraient pas un seul instant si on leur posait la question, convaincus de l'imprévoyance ou de l'incurie de leurs responsables et, à l'inverse, éblouis par la rapidité, les moyens et l'efficacité des secours venus de l'étranger.

« Où est notre gouvernement ? », « Où sont nos hommes politiques ? », « Que fait l'armée ? ». Répercutées par une presse turque parfois moralement irresponsable et souvent politiquement docile mais cette fois prompte à dénoncer les carences des pouvoirs publics, toutes ces questions ont alimenté, dès le lendemain du tremblement de terre, une sorte d'acte d'accusation contre l'Etat turc. Fait sans précédent, ni le pouvoir, ni la classe politique, ni les fonctionnaires, aucun des piliers de la République fondée par Atatürk en 1923 n'a paru échapper aux critiques. Ni même l'armée, pourtant crainte, respectée et surtout considérée comme le principal garant des institutions. « Ce tremblement de terre a balayé toutes nos controverses idéologiques, s'est même exclamé la semaine dernière à la tribune du parlement Erkan Mumcu, le ministre du Tourisme. C'est l'ensemble de notre système politique et administratif qui est enterré sous les décombres. »

A Istanbul ou à Ankara, on s'est aussitôt empressé de prédire la fin prochaine du *devlet baba* – le fameux Etat paternaliste à la turque, mortellement blessé par le discrédit enregistré par l'institu-

tion militaire – ou encore des bouleversements en politique intérieure, depuis la chute imminente de la coalition récemment formée par le Premier ministre Bülent Ecevit, jusqu'au retour en force des islamistes. Enfin, on a annoncé d'innombrables conséquences au niveau international qui pourraient gravement modifier les relations de la Turquie avec ses voisins, son rôle crucial au sein de l'Otan, son alliance diplomatique-militaire avec Israël et sa relation névrotique avec l'Europe... Tout cela n'est-il pas un peu précipité ?

sée. Mais toutes les tentatives de traduire ses aspirations sur le plan politique ont jusqu'ici plutôt échoué. Ce qui n'est guère étonnant dans un pays rompu aux charmes de l'économie parallèle, où le produit intérieur brut réel est deux fois supérieur aux chiffres déclarés.

Pendant les trois premiers jours après le drame, l'armée n'a effectivement pas répondu à la situation avec l'empressement souhaitable. C'est a priori incompréhensible pour une force colossale de près de 800 000 hommes dont on connaît la

détermination et les capacités opérationnelles. Mais il semble que ce soient davantage les relations ambiguës entre le pouvoir civil et l'institution militaire que l'armée elle-même qui aient été la cause de ce dysfonctionnement. On prête aux militaires l'idée d'avoir voulu imposer immédiatement un état d'urgence et au gouvernement le souci d'éviter une nouvelle intervention directe de l'armée dans les affaires civiles, ce qui se comprend après trois putschs en un peu plus de trente ans. Depuis, 50 000 hommes ont été déployés dans les zones sinistrées.

On pouvait craindre que cette crise de confiance envers l'Etat ne relance les partis islamistes qui ont toujours récolté les fruits du mécontentement populaire.

On aurait pu aussi constater sur le terrain une visibilité accrue de leurs réseaux d'entraide. Or pour l'instant il n'en est rien. D'une part parce que le gouvernement leur a interdit, parfois par la force, tout accès aux sites. D'autre part parce que, depuis l'interdiction du Parti de la Prospérité et la condamnation de son chef, l'ancien Premier ministre Necmettin Erbakan, la mouvance islamiste turque est en proie à d'incessantes querelles intestines.

Par rapport à l'Europe, la tragédie aura sans doute permis d'atténuer certaines crispations. Le tollé provoqué par le ministre de la Santé – d'extrême-droite – qui souhaitait refuser l'aide des équipes européennes, ou la divine surprise de l'élan de solidarité manifesté par « l'ennemi héréditaire grec » sont des signes nouveaux et encourageants. Même si le règlement de la question empoisonnée de Chypre, ni même celle de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne ne sont pour l'instant à l'ordre du jour.

HENRI GUIRCHOUN

2-8 SEPTEMBRE 1999 / 51

LE NOUVEL OBSERVATEUR



Le Premier ministre Bülent Ecevit en prière à Ankara le 20 août. « C'est l'ensemble de notre système politique et administratif qui est enterré sous les décombres », a déclaré le ministre du Tourisme.

Certes, la catastrophe du 17 août a cruellement rappelé à la Turquie ses insuffisances, notamment en matière de sécurité des constructions. Mais au fond, elle ne lui a rien vraiment révélé puisque le scandale des permis de construire accordés grâce à des pots-de-vin perdure depuis des dizaines d'années au vu et au su de tous.

Par comparaison avec les lenteurs de l'aide officielle, on a aussi pu constater une spectaculaire mobilisation des citoyens ordinaires et des entreprises privées. Elle a confirmé l'émergence d'une société civile dynamique, décidée et bien organi-

L'armée turque exclut un changement d'attitude envers le PKK

ANKARA, 10 sept (AFP) - 15h58 - L'état-major des armées turques a exclu vendredi un changement de position sur la rébellion kurde, indiquant que les commentaires parus dans la presse à cet égard après des déclarations de son chef, le général Huseyin Kivrikoglu, étaient erronés.

"La position de l'armée sur l'organisation terroriste PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan) est connue (...) Les commentaires publiés dans la presse turque et surtout étrangère sur des déclarations du général Kivrikoglu comme si elles reflétaient une politique d'Etat sont une mauvaise interprétation et sont erronés", précise un communiqué.

"Il n'y a pas de changement de politique du gouvernement ni de l'état-major des armées vis-à-vis du PKK (...) Il n'est pas question que l'armée turque prenne le PKK comme interlocuteur et s'engage dans des concessions", indique le document.

Lors d'un entretien la semaine dernière avec des journalistes, le général Kivrikoglu avait réagi à l'annonce du PKK de mettre fin à ses 15 ans de lutte armée pour un Etat kurde indépendant et de retirer ses forces du territoire turc. Son intervention sans précédent avait suscité des commentaires optimistes dans les médias.

Le général avait souligné que le PKK avait abandonné son objectif en vue de créer un Etat kurde indépendant ou une fédération.

"Ils souhaitent certains droits culturels", avait-il dit. Certains ont déjà été accordés, avait-il souligné, ajoutant: "Au fur et à mesure des progrès de la démocratisation, ces droits seront aussi développés".

Le chef du PKK, Abdullah Ocalan, avait salué ces déclarations comme un signe de bonne volonté de l'armée turque.

"Ce sont des déclarations positives et précieuses que nous trouvons importantes", avait-il déclaré dans un communiqué depuis l'île prison d'Imrali (ouest).

L'armée estime dans son communiqué que le retrait annoncé par le PKK n'a "pas grande importance". "Le PKK a, par le passé, décrété des soi-disant cessez-le-feu mais ne s'y est pas conformé. Il faut attendre et voir. La meilleure façon de procéder (...) est qu'ils déposent les armes et se rendent aux forces de sécurité", précise le communiqué.

Le PKK a lancé en 1984 une rébellion armée pour la création d'un Etat kurde indépendant dans le sud-est anatolien à majorité kurde. Les violences liées à cette rébellion ont fait quelque 31.000 morts.

Ocalan a été condamné fin juin à la peine de mort par la justice turque.

.....



Bagdad accuse Washington d'encourager l'émigration des kurdes

BAGDAD, 10 sept (AFP) - 12h15 - L'Irak a accusé vendredi les Etats-Unis d'inciter les populations kurdes dans le nord du pays à émigrer vers des pays européens pour tenter de "vider le Kurdistan".

"Ce que l'impérialisme américain a pu réaliser pour protéger notre peuple kurde, c'est d'inciter les jeunes à émigrer vers des pays européens pour vider le Kurdistan de ses cadres scientifiques et techniques", écrit le quotidien Al-Iraq, organes des partis kurdes alliés à Bagdad.

Pour le journal, les Etats-Unis ont "accru le nombre de centres d'émigration (dans le Kurdistan) pour encourager les Kurdes à aller se perdre dans les pays européens".

Fin juin, le président irakien Saddam Hussein avait accusé les Etats-Unis et la Grande-Bretagne de vouloir diviser le peuple irakien et assujettir les Kurdes d'Irak.

Le Kurdistan irakien, qui échappe au contrôle de Bagdad depuis la guerre du Golfe en 1991, est contrôlé par deux factions rivales, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani).

Les Alliés ont instauré en 1991 une zone de protection de la population kurde dans le nord de l'Irak à la suite de l'insurrection kurde dans la foulée de la guerre du Golfe. Elle a été assortie d'une interdiction de survol au nord du 36ème parallèle.

Le PDK et l'UPK sont tiraillés entre le régime de Bagdad et l'administration américaine qui a promis une aide de 97 millions de dollars à l'opposition irakienne pour l'aider à renverser le président Saddam Hussein.

Tant M. Talabani que M. Barzani ont critiqué les plans américains. Le numéro deux du PDK, Nijirvan Barzani, avait récemment affirmé que son parti ne permettrait jamais que les régions qu'il contrôle "servent de tremplin" pour renverser le régime irakien.

Selon Bagdad, les contacts avec les formations kurdes n'ont jamais été stoppés.

TURQUIE - UNION EUROPÉENNE

L'aide financière, c'est bien ; l'adhésion, ce serait encore mieux !

Le séisme du 17 août a créé un nouveau climat entre la Turquie et la Grèce, et, plus largement, avec les Quinze. Mais qu'en restera-t-il une fois l'émotion dissipée ?

SABAH
Istanbul

Un climat d'optimisme excessif baigne les relations entre la Turquie et l'Europe depuis le tremblement de terre. Quelle transformation aussi de l'image de cette Europe qualifiée encore récemment de "sans cœur" et aujourd'hui débordante d'émotion ! C'est comme si elle avait enlevé le panneau d'interdiction, accompli une volte-face et que demain la Turquie devienne membre de l'Union européenne (UE). Si seulement cela pouvait être vrai ! Malgré les messages pleins de compassion que nous ont adressés les capitales occidentales, il est encore trop tôt pour dire que nos relations avec l'UE sont en train de prendre une tournure totalement différente. Même si l'on peut s'attendre à certains changements, aucun tournant radical n'est en vue. La Turquie a connu une grande déception quand sa candidature à l'adhésion avait été rejetée lors du sommet de Luxembourg, en décembre 1997. Il est inutile de faire subir un deuxième choc aux Turcs en réveillant leurs espoirs au sujet de l'UE.

Il se dégage une énergie positive des messages venant de Grèce. Toutefois, son gouvernement précise qu'il lèvera son veto à l'octroi de l'aide financière de l'UE [promise à la Turquie pour amortir le choc de son union douanière avec les Quinze] à la seule condition que ces fonds soient utilisés pour réparer les dégâts du tremblement de terre. En revanche, il n'y a pas le moindre signe de changement dans la façon générale dont la Grèce considère les relations de la Turquie avec l'Union européenne. Les explications venant d'Athènes font comprendre que "l'attitude à adopter sera décidée en fonction de celle des autres membres".

Tout montre que l'Europe pourrait accorder à la Turquie une aide financière considérable en raison du tremblement de terre. Mais il est presque impossible que cette somme soit directement prélevée sur le bud-

get de l'UE, car celui-ci ne peut pas être modifié à la dernière minute. Dans ces conditions, ce sera peut-être la Banque européenne d'investissement (BEI) qui servira de relais à cette aide de 1 milliard d'euros. [Les Quinze ont débloqué, le 5 septembre, près de 800 millions d'euros, dont un prêt de la BEI pour un montant de 600 millions d'euros.]

L'Europe que nous connaissons ne doit pas être choquée par le séisme au point de perdre la mémoire. Elle nous fera sûrement part de nouveau de sa vision différente de la question kurde ; elle nous rappellera les modifications insuffisantes de la loi anti-

terroriste et l'injustice créée par la dernière loi d'amnistie générale. [Ce texte, adopté par les députés turcs, prévoyait la remise en liberté de 26 500 détenus de droit commun, notamment les promoteurs véreux, mais ne concernait pas les délits d'opinion. Le président Suleyman Demirel a opposé son veto, au grand soulagement de l'opinion publique.] Tous ces discours chargés d'émotion prononcés par les leaders européens qui partageaient la douleur du peuple turc sont bien sûr très touchants, mais on ne sait pas encore comment ces sentiments se répercuteront sur le plan politique.

Zeynep Güçlü

VU D'ATHÈNES

Faisons entrer les Turcs dans l'UE

■ Avant la catastrophe qui a touché la Turquie, il aurait été facile de dire que, pour améliorer les relations gréco-turques, il fallait bien un tremblement de terre. La tragédie du peuple turc a atteint si profondément l'âme du peuple grec qu'elle a écrit un nouveau chapitre dans les relations entre les deux pays. Le séisme a abouti par hasard au plus grand des succès diplomatiques. En réveillant l'altruisme et la générosité, il a fait surgir des ruines de la catastrophe la "vieille amitié" ensevelie sous une "haine ancienne". Il serait naïf de penser que ce rapprochement sentimental résoudra les différends entre la Grèce et la Turquie, que ces journées ensoleillées se poursuivront longtemps et rendront plus doux l'hiver des relations gréco-turques. Mais ces considérations ne doivent en rien diminuer la valeur de la diplomatie "populaire", qui oblige la presse turque à mettre de côté la mesquinerie politique et à répondre avec des titres bien visibles : "Merci voisin, merci ami". Ne cherchons pas à voir comment cette amitié entre peuples peut influencer les relations gréco-turques, mais plutôt à tirer parti des possibilités qu'elle crée. Parmi celles-ci, l'image positive de la Grèce à travers la presse internationale.

Maintenant, c'est aux hommes politiques de jouer : la Grèce doit prouver par des actes qu'elle souhaite améliorer ses relations avec la Turquie, en dépassant les stéréotypes de sa politique étrangère.

Le pays doit soutenir le peuple turc tout en plaçant certains Etats européens devant leurs responsabilités en ce qui concerne la place de la Turquie au sein de l'Europe - notamment ceux qui misent sur la tension gréco-turque pour abandonner la Turquie à son sort. Les suites de cette catastrophe seront douloureuses pour la Turquie, et notre pays ne doit pas se comporter comme si cette douleur ne le concernait pas. Avec des dégâts qui se chiffrent à 25 milliards de dollars et la région la plus industrialisée du pays réduite à l'état de ruines, les premières conséquences économiques sont visibles. Comme par le passé, les islamistes essaieront de se présenter comme des sauveurs envoyés du ciel pour résoudre une situation difficile. Il est nécessaire que l'Occident aide économiquement la Turquie, et la Grèce doit prendre toutes les initiatives en ce sens. C'est seulement en appartenant à l'Europe que la Turquie appliquera le droit international et respectera les droits de l'homme.

Ercuisi, Athènes

Iran-Armenia-Greece Trilateral Meet Ends

Tehran Times - Sep 09, 1999
Compiled From Dispatches

YEREVAN Foreign Minister Kamal Kharrazi said here Wednesday that the prospect of Iran-Armenia-Greece cooperation is promising and wished that it would enter into a new stage. Kharrazi made the remark at the Third Iran-Armenia-Greece Trilateral Meeting which started its work here Wednesday.

"Our presence here reaffirms our commitment to the aims and purposes of cooperation as set forth in Athens in 1997 in the spirit of equality and partnership and thereby contribute to strengthening peace and progress in the region, and prosperity of our people," Kharrazi said. The Iranian foreign minister added there is no doubt that the efforts of the three countries have no meaning but achieving prosperity for their people and improving their lives and sound investment for peace and tranquility in the region through development of trade and economic cooperation.

The existing rich diversities, specialized manpower, know-how, technology and political will which happily exist, provide these countries with strength and inspiration to help one another foster a strong sense of cooperation. "Although we could not utilize all potentials and possibilities in the short span of life of the trilateral cooperation, we have achieved considerable results in our goals which can be used as the foundation of our future work.

Now at the threshold of the twenty first century, we need to chart a vision on the basis of today's realities and prospects for our future cooperation," he said. Kharrazi suggested that the steering committee start studying and analyzing any viable proposal aimed at the expansion of the trilateral relations in trade and economy.

"The Islamic Republic of Iran views this kind of relation not only in line with sustainable economic and political development of the country, but considers it vital to the regional and international peace and security," he said. Kharrazi pointed out that the policy of detente pursued whole-heartedly by the Iranian government created a new horizon and atmosphere of friendship, enlarged the scope of cooperation and deepened the friendly relations among the countries of the region.

The Iranian minister added that in the new atmosphere, replete with the spirit of cooperation, understanding and sincerity any deterrent and counter-productive factor which slow down the construction process must be identified and removed. "There is no doubt that on the eve of the third millennium which the dialog among civilizations is institutionalized and confrontation is replaced by cooperation looking for any military solution, militarism and resorting to force, including proliferation of mass destructive weapons is destructive to peace and will have negative impact on the security of our sensitive region," he said.

The Iranian foreign minister also expressed the heartfelt sympathy of the Iranian government and nation on the recent quake in Greece. The three foreign ministers signed a letter of understanding on trilateral cooperation on Wednesday afternoon. Meanwhile, in a meeting with the Iranian and Greek foreign ministers Armenian President Robert Kocharyan on Wednesday called for further expansion of trilateral economic relations. Kocharyan said the trilateral relations would help consolidate peace and security in the region and would not be harmful to any country.

Kharrazi returned to Iran last night calling his visit successful. Referring to the growing ties between Iran and Armenia, Kharrazi said he held talks with the Armenian president, prime minister, and foreign minister during his visit.

+++++

Top general's remarks misinterpreted, general staff says

AFP - Sep 11, 1999

ANKARA, Sept 11 (AFP) - The Turkish army on Friday dashed any hopes of a softening of its stance vis-a-vis the Kurdish rebel PKK, saying interpretations to that effect of remarks by its top general were wide of the mark.

General Huseyin Kivrikoglu, the chief of general staff, had answered questions about the PKK in an unprecedented chat with journalists last week and some of his remarks had led to optimistic comments by the media.

"Turkey has come to the brink of a solution," the daily Hurriyet wrote, and a columnist in the daily Posta said Kivrikoglu's comments "can be interpreted to mean that the light at the end of the tunnel is visible." Even PKK leader Abdullah Ocalan, under a death sentence for treason and sedition, had qualified Kivrikoglu's remarks as "positive, valuable and important." "In recognition of our positive steps, the Turkish General Staff has now made a gesture in this direction too," said Cemil Bayik, a member of the PKK leadership council.

Not so, the general staff said in a communique issued Friday. "It is out of the question that the general staff accept the PKK terror organization as an interlocutor, discuss its suggestions, or make any concessions," the statement said.

Kivrikoglu had noted last week that the PKK had downgraded its demands from independence to recognition of some cultural rights, and that some of these had already been granted. "The chief of general staff, by commenting that Kurdish-language newspapers and magazines are published in the country, that those who wish to can privately speak Kurdish and that Kurdish television and radio broadcasts exist, albeit illegally, made a statement of fact," the military communique said.

"Several domestic, and particularly foreign, media, by presenting these remarks as 'state policy,' have taken them out of context and made interpretations for which they alone are responsible," it said.

"Not only is there no such state policy" as the media comments implied, the communique said, "as far as the general staff knows, there has been no change whatsoever in the current state policy."

The statement reiterated Kivrikoglu's comments that the PKK's announced intention of laying down arms and leaving Turkish territory was of no major importance and that "what they really must do is surrender their weapons ... and turn themselves in." Questioned on the eventual execution of Ocalan, Kivrikoglu had said he would not comment "because we are a party to the matter."

"We fought him for 15 years," he had said of the conflict in southeast Anatolia that has claimed 31,000 lives. "Don't ask us what we think. Our response is likely to be emotional. The matter is in the hands of the appeals court and the politicians." The military statement said this too had led to erroneous interpretations, when all it did was state the fact that "as soon as the legal procedures against Ocalan is over, political procedures will begin, the responsibility of which, under the constitution, lies with parliament." The death sentence passed against Ocalan, if approved by the appeals court, will be debated by the parliament judiciary committee, voted into law by the national assembly, approved by the president and published in the Official gazette before being executed.

+++++

Turkish forces say 22 Kurdish rebels killed

Reuters - 12:24 p.m. Sep 09, 1999 Eastern

ANKARA, Sept 9 (Reuters) - Turkish security forces have killed 22 Kurdish rebels in fighting in the southeast of the country, the state-run Anatolian news agency said on Thursday.

The clashes took place despite a Kurdistan Workers Party (PKK) pledge to stop fighting and withdraw from Turkey. The rebels have said they reserve the right to defend themselves against attacks from Turkish forces.

Anatolian said Turkish forces killed 14 "terrorists" and captured three others in the fighting late on Wednesday in the southeastern province of Bitlis. Troops killed eight more guerrillas in a separate clash in the eastern province of Agri on Thursday, the agency said. Five soldiers were wounded in the latest fighting, it said.

Clashes between security forces and the rebels also broke out last week. A senior Turkish security official said last week that only senior PKK guerrillas appeared to be withdrawing from the country, instructing most of the organization's foot soldiers to keep a low profile inside Turkey.

The PKK plans to hold a congress, probably in the Kurdish enclave of northern Iraq, to plot the organization's change from the armed struggle to peaceful politics, a shift ordered by condemned leader Abdullah Ocalan from his Turkish prison cell. Turkey regards the new policy with deep suspicion, but senior officials have made remarks on the sensitive issue of Kurdish cultural rights that the rebels have interpreted as positive.

+++++

Moldavia arrests 560 Kurds

Kurdish Media - Sep 09, 1999

CHISINAU, Moldavia (KM) - Turkish sources close to the Turkish Ambassador in Moldavia reported that 560 Kurds, allegedly, members of the PKK organization were captured in Moldavia by the cooperation between the Turkish National Intelligence Service (MIT) and the Moldavian police. The Turkish Ambassador to Moldavia, Oguz Ozge, said that during operations secretly carried out prior to the football match played between Turkey and Moldavia yesterday, 560 PKK members were detained. The Kurds face deportation.

Turkey has recently increased its intelligence cooperation with Romania which is hoping to become a NATO member. Romania and Moldavia are both non-Slavic countries in the former eastern block where the people speak Romanian language. Last month, a high ranking member of PKK, Soysal, was arrested by the Moldavian Police and handed over to the Turkish officials. Human rights activists condemned Turkey for torturing Soysal.

It is expected that the Kurdish minority in Romanian speaking countries of Romania and Moldavia face further repression in the hand of their former communist governments to appease Turkey. "Romanians are playing with fire [Kurds] when the Turks themselves are trying to make peace with the Kurds" commented a Kurdish observer.

+++++

Bomb Explodes in Istanbul Ministry

AP - Sep 10, 12:08 EDT 1999

ISTANBUL, Turkey (AP) - A bomb, planted in the Istanbul offices of Turkey's labor ministry, exploded Friday after bomb disposal experts threw the device into an empty field, the Anatolia news agency reported.

No casualties or injuries were reported. The bomb disposal experts, called in by officials who found a suspicious package, threw it out the window of the building's top floor into an empty field, Anatolia said. The device exploded one minute later.

There was no indication of who planted the bomb. The labor ministry has been severely criticized for pushing through a pension reform last month, which increases minimum retirement age for Turkish workers by at least a decade.

Leftist, radical Islamic, and Kurdish groups are active in this city of 12 million people.

+++++

Political aftershocks rock foundations of Turkish state

AFP - Sep 09, 1999

ISTANBUL, Sept 9 (AFP) - Political aftershocks of last month's devastating earthquake continued in Turkey this week as an unprecedented debate that could change the country forever rocked the very foundations of the state.

"From the ruins of the earthquake, a brand new Turkey emerges," ran the headline on the daily Sabah's report on the debate, in which no holds are barred and not even the role of the powerful army is a taboo subject.

The discussion was triggered by unusually outspoken criticism of the constitution by a top judge, but has been fueled by public disappointment in the state following the earthquake that devastated the northwest of the country last month. Sami Selcuk, the new chief justice of Turkey's High Court of Appeals, kicked off the free-for-all on the fundamental principles of the Republic earlier this week by charging that the legitimacy of the constitution was "close to zero."

"Turkey is a country with a constitution, but it is not a constitutional state," Selcuk said of the 1982 basic law, written under the influence of the army after a 1980 military coup. "Turkey cannot and should not enter the next century with such a constitution," Selcuk said in his address opening the new judicial year, saying the constitution protected the rights of the state at the expense of the freedom of its citizens.

"We need more democracy, more citizens who can think freely without being hampered by laws," the judge said. While a host of notables, including President Suleyman Demirel, left the auditorium white-faced and tight-lipped, radio and television talks shows were quickly jammed by citizens hailing Selcuk's speech, which private stations rebroadcast for days.

Newspapers published long excerpts from the 55-page address and columnists had a field day, the vast majority coming down squarely on Selcuk's side. Selcuk's speech also drew strong criticism, however, particularly from pro-secular forces. One constitutional court judge accused Selcuk of harboring "dangerous thoughts" bred by the "cosmopolitan" climate of Istanbul. Some observers, rejecting Selcuk's call for an end to state control over religious affairs, warned that Turkey would turn into an Iranian-style state within years if the government did not keep a rein on Islamists. One, a columnist for Hurriyet, went so far as to implicitly accuse him of collusion with anti-secular Moslem fundamentalist groups. Selcuk is not the first high-ranking judge to touch a sore point in Turkey's political system, but rarely has the constitution itself been challenged so radically -- and never before have such comments drawn such enthusiastic response from the general public.

Selcuk's remarks, coming after weeks of public disillusionment with the performance of the government and the army in the quake rescue effort, struck a chord with many citizens beginning to question the role of the state in their lives.

As old certainties melt away, a note of scepticism has crept into discussions of institutions formerly held sacrosanct.

"Greece is actively supporting Turkey and the PKK has laid down its arms, leaving us without enemies," said a columnist in the daily Hurriyet. "Why then do we continue to keep one of the largest armies in the world?"

As the rubble of the quake is cleared away in the months ahead, Turkey's political establishment is likely to find itself increasingly called to account by a critical public.

"What a shame that calls for democracy in our country never come from our elected representatives," mused the daily Cumhuriyet.

+++++

Communists say Iraq executed 26 detainees

Reuters - 07:54 a.m. Sep 13, 1999 Eastern

CAIRO, Sept 13 (Reuters) - An exiled Iraqi opposition group accused Iraqi President Saddam Hussein on Monday of ordering the execution of 26 people in a Baghdad prison in August.

"The dictatorial regime carried out a new massacre on the evening of 10 August, 1999, with the execution of 26 citizens whose only crime was to oppose its bloody rule," said the Iraqi Communist Party's Human Rights Centre in a statement. The centre, based in Shaqlawa in Kurdish-held northern Iraq, listed the names of 25 of the 26 victims, saying their bodies had been moved from Abu Ghraib prison to a Baghdad hospital before being secretly buried.

The allegations could not be independently confirmed. The statement said Saddam had endorsed death sentences handed down by a court on June 22 for "terrorist acts" that included killing members of the security forces in the Babel, Basra and Qadissiyah governorates.

All those executed were from the mainly Shi'ite Moslem south, where the statement said "violent confrontations between the people and the regime's agencies" had taken place earlier.

The Iraqi Communist Party urged the United Nations and international and human rights groups to stop the killings of political detainees in Iraqi prisons. Forces loyal to Saddam crushed Kurdish and Shi'ite uprisings in the aftermath of the Gulf War. Shi'ites form an estimated 65 percent of Iraq's 22 million people.

+++++

Iran paper promises prize for killing of dissident

Reuters - 07:15 a.m. Sep 11, 1999 Eastern

TEHRAN, Sept 11 (Reuters) - A hardline Iranian weekly said on Saturday it would offer a \$33,000 prize for the head of a dissident intellectual if a senior Moslem cleric ordered his killing for questioning Islamic principles.

The weekly Jebheh said it would donate 100 million rials for the "revolutionary execution" of Hossein Baqerzadeh, a London-based human rights activist, if any ranking cleric issued a fatwa, or religious edict, condemning him to death as an apostate. Baqerzadeh has come under attack by conservatives for advocating the abolition of the death penalty in a newspaper article.

A hardline-led court this month closed down the outspoken liberal daily Neshat for carrying Baqerzadeh's article, saying the article questioned a central tenet of Islamic justice. Iranian Culture and Islamic Guidance Minister Ataollah Mohajerani on Saturday ridiculed the bounty offer.

"Baqerzadeh is not an apostate," Mohajerani, an outspoken liberal, told reporters. "No religious scholar would issue such an edict. "But we would welcome receiving this money to help newspapers facing financial difficulties," he said.

An Iranian religious foundation has offered \$2.8 million to anyone who carries out a 1989 fatwa by the late revolutionary leader Ayatollah Ruhollah Khomeini for the killing of British author Salman Rushdie for alleged blasphemy in his book 'The Satanic Verses'.

Khomeini's successor as supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, warned after the publication of Baqerzadeh's article that questioning the Islamic law of retribution, summed up in the injunction "an eye for an eye," was akin to apostasy, punishable by death.

(\$1-3,000 rials at the official exchange rate)

+++++

Iraqi Kurd party gives Turkey diesel for quake aid

Reuters - 05:52 a.m. Sep 13, 1999 Eastern

ANKARA, Sept 13 (Reuters) - An Iraqi Kurdish party is giving Turkey two million litres of diesel fuel to help relief efforts from a massive earthquake that killed at least 15,400 people, a party spokesman said on Monday.

He said the Kurdistan Democratic Party (KDP) had sent some 40 tanker loads of diesel across the border into Turkey and deposited them at a state-owned storage depot in the southeastern town of Silopi.

"Our people were saddened by the loss of life," KDP spokesman Safeen Dizayee told Reuters. "When there is a need for assistance, we are willing to do what we can."

He said more lorries would follow on Monday to complete the shipment, worth some \$1.1 million at local retail prices.

The KDP, along with a rival Iraqi Kurdish group, controls large parts of the breakaway region of northern Iraq which has been outside Baghdad's control since the 1991 Gulf War.

Witnesses said KDP leader Massoud Barzani arrived in Turkey around the same time as the tanker lorries and met Turkish officials in Silopi before returning to Iraq. Barzani's KDP is allied to Turkey in its fight against Abdullah Ocalan's Turkish Kurd rebels, the Kurdistan Workers Party (PKK). Barzani's "peshmerga" fighters have helped Turkish forces hunt down PKK guerrillas hiding out in the mountains of northern Iraq. Following an order from their condemned leader Ocalan, the PKK say its guerrillas have started to pull out of Turkey where they have been fighting a 15-year-old armed struggle for Kurdish self-rule. Analysts say their most likely destination is north Iraq.

Turkey and the KDP together operate a lucrative trade in diesel from Iraqi government-controlled territory through north Iraq to Turkey where it is sold to state-run distributors.

The trade violates United Nations sanctions on Iraq, but Turkey's Western allies turn a blind eye to it.

+++++

Kurdish rebel leader goes on trial for treason

AFP - Sep 16, 1999

ANKARA, Sept 16 (AFP) A Kurdish rebel leader captured in Moldova two months ago went on trial before a State Security Court here Thursday on treason charges, the NTV news channel reported.

The prosecution is seeking the death penalty on charges of separatism and treason for Cevat Soysal, 37, a political refugee in Germany who was captured by Turkish agents in Moldova in July and brought back to Turkey for trial.

The indictment accused Soysal of being the top man in Europe of the Kurdistan Workers' Party (PKK) and in charge of training militants there. The prosecution also accused Soysal of having ordered hundreds of attacks across Turkey in which at least 20 people died after PKK leader Abdullah Ocalan was detained in Kenya in February and brought to Turkey to stand trial.

Ocalan, convicted of treason and sentenced to death in June, is awaiting the outcome of his appeal. NTV said paramilitary gendarmes beefed up security in front of the courthouse where reporters had gathered to cover Soysal's arrival. Tensions rose as Soysal was made to wait in a car while gendarmes forced the crowd of journalists back and footage broadcast on NTV showed a trooper pointing his rifle at a journalist during the scuffle.

RÉCITS

Femina N° 37 12 sept. 1999

Pour avoir publié
les témoignages
dramatiques
de soldats turcs revenus
du Kurdistan,
une journaliste risque
la prison.



Le livre du soldat

John Maingrove



Nadire Mater a tendu le micro aux vétérans.

Jusqu'à-là, personne n'avait encore osé donner la parole aux vétérans de la guerre que le Gouvernement turc mène contre les rebelles kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), dans le sud-est du pays, depuis une quinzaine d'années. Une femme, qui suit de près le conflit depuis la fin des années quatre-vingt, a brisé ce tabou. Nadire Mater, 50 ans, militante des droits de l'homme et journaliste indépendante, a décidé de lever le voile sur cette guerre dont les aspects dramatiques sont camouflés par une propagande mensongère. Comme il est impossible d'enquêter sérieusement sur le terrain sans subir le harcèlement des autorités locales, elle a sillonné le pays pendant un an pour recueillir les témoignages de quarante-deux vétérans: des hommes représentatifs de la diversité ethnique, sociale et religieuse de la population. Certains ont fait leur service militaire il y a des années, voire au tout début du conflit, d'autres plus récemment.

Ces récits crus, explosifs, bouleversants, regroupés sous le titre *Mehmet'in Kitabı* (*Le Livre de*

Mehmet), font voir la guerre de l'intérieur, dans son évolution chronologique et sans complaisance aucune. Les autorités turques n'ont guère apprécié. Quelque dix mille exemplaires ont pu être écoulés, mais en juin, alors même qu'une cinquième édition était en vue, le Tribunal administratif d'Istanbul ordonnait la saisie des livres encore sur le marché. Et aujourd'hui Nadire Mater se voit accusée d'avoir «insulté et ridiculisé l'armée». Si des poursuites sont entreprises (ce qui est fort probable), la loi prévoit une peine de prison d'un à six ans. «Tout ce que j'ai fait, se défend la journaliste, c'est de mettre un micro devant ces hommes et de les laisser parler. Je n'ai pas écrit moi-même ce livre. L'idée maîtresse, c'était: «Laissons-les s'exprimer, laissons-les raconter ce qu'ils ont vécu au front.»

Le conflit opposant le Gouvernement turc aux indépendantistes du PKK a drainé depuis ses débuts en 1984 quelque trois millions de jeunes gens dans les rangs de l'armée. Pas question de se dérober: en Turquie, le service militaire,

qui s'étend sur dix-huit mois, est obligatoire, et l'objection de conscience est punie d'emprisonnement. Près de 12 milliards de francs suisses sont dépensés chaque année pour venir à bout des combattants kurdes dans une guerre qui a fait près de quarante mille victimes, en majorité parmi les civils kurdes, et qui sacrifie chaque semaine une quinzaine de jeunes soldats envoyés au front.

Mais en Turquie on ne badine pas avec l'armée, cette institution toute-puissante, sanctifiée, qui se veut omniprésente, gardienne de la laïcité et des institutions démocratiques. Par trois fois elle a renversé le gouvernement depuis l'instauration de la République, il y a septante-cinq ans. Chacun hésite à parler de l'armée, qu'il y ait servi ou non, par crainte d'être harcelé, arrêté ou appelé derechef sous les drapeaux. Aborder le conflit kurde est tabou, et une loi interdit à quiconque de détourner les jeunes gens du service militaire.

Le gouvernement, ultrasensible au moindre bruit de bottes,

voit donc d'un très mauvais œil ceux qui affichent des vues dissidentes sur le conflit. Il dispose de tout un arsenal de lois qui permettent de poursuivre et d'envoyer derrière les barreaux ceux qui le font, les accusant de soutenir le terrorisme, donc d'être des traîtres à la patrie. Cela explique pourquoi quantité d'écrivains, de journalistes et de politiciens sont enfermés dans les geôles turques.

Si *Le Livre de Mehmet* (sobriquet amical donné à toute jeune recrue) a tant déplu, c'est que l'image du soldat turc, héros ou martyr national, véhiculée par la télévision, en prend un sacré coup. On apprend que les officiers ferment les yeux sur les profiteurs de la guerre et les trafiquants de drogue, que des soldats maltraitent des civils kurdes. D'autres, ultranationalistes, coupent, en guise de trophée, les oreilles des combattants du PKK. Les commandants ne sont pas épargnés. L'un deux a coupé tout approvisionnement en eau dans les villages kurdes pendant trois mois, parce qu'un fermier s'était plaint d'un soldat qui avait tué son chien. Les confidences des recrues vont à l'encontre de la propagande officielle. Certains disent avoir découvert au front que les Kurdes n'étaient pas les stupides terroristes dont on leur a parlé, mais des hommes se battant pour leurs droits. D'autres révèlent les lacunes de la formation militaire.

De plus, ces témoignages montrent que la guerre menée contre les indépendantistes kurdes est une guerre des pauvres. Pour éviter l'armée, un nombre croissant de jeunes Turcs issus de familles aisées s'expatrient pour faire leurs études. Les plus riches, comme les rock stars, partent en tournée à l'étranger et y restent. Les enfants dont les parents ont des relations se font muter là où il n'y a aucun risque de devoir se battre.

Le retour à la vie civile n'est pas rose non plus. Bien des vétérans souffrent de ce qu'on appelle le



REUTERS

«syndrome du Vietnam», en d'autres mots d'une dépression profonde dans laquelle entrent des sentiments de culpabilité, de haine, de découragement. «Depuis que je suis rentré à la maison, raconte l'un d'entre eux, chaque fois que je me mets en colère j'ai envie de tirer sur quelqu'un.»

«Lorsqu'on enterre un soldat, les images retransmises à la télévision sont très émotionnelles, raconte Nadire Mater. Elles montrent presque toujours les mêmes personnages, un haut gradé, une ou deux personnalités politiques

et les parents du défunt. Le problème, c'est qu'on ne connaît jamais l'histoire du jeune homme que l'on met en terre. Depuis quinze ans nous avons vécu avec ce conflit, chacun a eu l'occasion de s'exprimer, sauf les jeunes gens que l'on envoie au front. Je leur ai donné l'occasion de raconter leur histoire. Pour cela, on m'accuse d'insulter l'armée.»

Il faut savoir que les journalistes turcs sont responsables non seulement de leurs écrits personnels, mais des déclarations faites par les personnes qu'ils interviewent. Récemment, Oral Calislar, éditorialiste respecté a été condamné à treize mois de prison pour avoir publié en 1993 une interview d'Abdullah Ocalan, le leader du PKK qui vient d'être condamné à mort. Les correspondants étrangers, en principe, n'ont pas à craindre les représailles de la justice turque. Mais si d'aventure ils travaillent également pour une publication locale, ils ne sont pas à l'abri non plus. Un journaliste américain, Andrew Finkel, parfaitement bilingue, correspondant de CNN et de «Time Magazine» et ancien reporter dans un quotidien turc, est également dans le collimateur de la justice pour un article paru l'année dernière dans un grand quotidien d'Istanbul. Le journaliste décrivait d'une manière positive une visite dans la ville kurde de Sirnak, notant que la situation avait progressé et que «désormais l'armée était loin de se comporter comme une armée d'occupation». Il est accusé d'avoir «insulté» les institutions de l'Etat. S'il est reconnu coupable, il risque lui aussi une peine pouvant aller jusqu'à six ans de prison.

Les premiers à dire la vérité

Les soldats turcs ne se considèrent pas comme des héros et leur combat en terre kurde n'a rien de glorieux. Confidences d'après guerre.

«Ils n'envoient au front que les pauvres»

• «Je ne pouvais pas téléphoner chez moi pendant trois mois. J'aime ma patrie et mon pays, mais j'aime encore plus la vie. Essayez juste de trouver un fils de capitaine, de major ou d'homme d'affaires qui font leur service militaire à Sirnak. Par erreur, ils nous avaient envoyé le fils du commandant des armées (...). Ce type nous a dit: «Dans deux jours, je suis loin d'ici.» Et après deux jours il est monté dans un hélicoptère Sikorsky (*fabriqué aux Etats-Unis et uti-*

lisé pour décimer les villages kurdes, n.d.l.r.) pour Diyarbakir. Et de là, Dieu sait où...»

• «Je n'ai jamais vu de gosses de riches là-bas, ils n'envoient que des pauvres. Durant notre service militaire, beaucoup se sont rebellés contre ça, pourquoi n'y a-t-il pas de gosses de riches ici? Je pense qu'ils avaient raison.»*

«On devient comme des bêtes là-bas»

• «Je suis désolé pour les gens, il y a une sorte de couvre-feu. Vous ne pouvez pas vous prome-

ner dans les rues la nuit, les soldats vous tirent dessus. Ensuite, ils vous achèvent. Je veux dire qu'il n'y a aucune vie sociale, rien de rien...»

• «Quinze personnes furent amenées (...), les yeux bandés. Le lieutenant est assis sur une chaise, les quinze personnes sont à genoux... Pour chaque question, un coup de bâton... jusqu'à l'aube. Pendant trois jours, le lieutenant a battu les paysans. Pas de garde à vue. Ils furent juste laissés là.»

• «Une perquisition a quelque chose d'assez déprimant. Vous ne voulez pas que vos mains perturbent l'ordre chez ces gens, mais vous devez le faire. Frapper et détruire, prendre les lits et les jeter par terre, vous cherchez et cherchez encore, alors qu'il n'y a vraiment rien dans la maison.»

• «Ne me comprenez pas mal, mais on devient comme des bêtes là-bas. Les commandants et les soldats, peut-être que les soldats sont plus propices à cela. Vous patrouillez dans une forêt et un soldat craque une allumette et y met le feu, juste comme ça. La gendarmerie de Nazimiye a brûlé toute la région. J'y suis allé moi-même et j'ai un rapport qui disait que «des terroristes fuyant un affrontement avaient brûlé la forêt». J'ai été forcé de signer ce rapport... (...) Et ensuite, vous entendez les mêmes nouvelles à la radio de la BBC...»*

«Ils voient le PKK partout»

• «Nous sommes allés à Tendurek pour nous battre. Le PKK nous avait repérés et ils s'étaient glissés dans des trous creusés à même le sol. Nous les avons encerclés. Seize membres du PKK furent tués. Ils avaient quatorze mitrailleuses et un fusil longue portée. Nous avons rassemblé tous les corps. (...) Pendant la nuit de garde, quelques soldats aux relents d'extrême droite leur ont coupé les oreilles. (...) J'ai vu comment ils mettaient les oreilles dans une enveloppe

(pour les envoyer à leur famille). Si j'avais dit quelque chose, ils m'auraient répondu que je soutenais le nationalisme kurde, façon de dire «toi aussi tu es un des leurs...»

• «Je n'ai pas autant souffert du PKK que de la discipline militaire. Selon la logique militaire, le fait de demander vos droits les plus naturels suffit à faire de vous un membre du PKK. Si un paysan demande pourquoi il n'y a pas de route ici, cela suffit à faire de lui un membre du PKK.»*

«Nous n'étions pas des héros»

• «Je voulais que ma famille vienne me retrouver au port. (...) Je n'ai pas dormi cette nuit-là, j'ai juste marché au bord de la mer à Sam-sun (mer Noire). Liberté. Mais je ne pouvais pas me sentir libre. J'ai oublié les relations humaines, c'est dur pour moi. Lorsque je parle à quelqu'un, ma gorge se noue. En fait, j'aimerais parler, parce que ce qui est dit sur cette guerre est bien moins que la moitié de la vérité. L'armée turque n'est pas aussi héroïque qu'on le pense, et les soldats turcs ne le sont pas. Vous savez, ils nous ont fait tellement souffrir au nom de l'héroïsme.»

• «Je combats mon propre peuple. Maintenant que tant de temps est passé, cinq ans ce n'est pas rien, j'en ressens encore les répercussions. Le service militaire est un très mauvais souvenir pour moi. Je pense toujours à quel point je suis une mauvaise personne. Comme si j'avais dû faire des choses parce que j'avais à les faire. (...) Je ne me vois pas raconter où j'ai fait mon service militaire, parce que je sais que ça n'était pas une bonne chose.»*

* Extraits de «Mehmet'in Kitabı» («Le Livre de Mehmet»), de Nadire Mater (introuvable car interdit).

Troisième rencontre en moins de deux ans du groupe Arménie-Grèce-Iran

L'Arménie, la Grèce et l'Iran réaffirment le caractère stratégique de leur partenariat

Erévan a accueilli les 7 et 8 septembre une nouvelle rencontre des ministres des Affaires étrangères arménien, grec et iranien, dans le cadre du groupe tripartite Arménie-Grèce-Iran, qui s'est formé en 1997 avec pour objectif déclaré d'approfondir les liens économiques trilatéraux.

La première rencontre s'était déroulée le 22 décembre 1997 à Athènes (cf. n° 204), et la seconde du 7 au 9 septembre 1998 à Téhéran (cf. n° 235). Cette coopération tripartite se développe actuellement dans les secteurs de la communication et des transports, du tourisme, de l'énergie, de l'industrie, de la prévention des catastrophes naturelles et industrielles, de l'environnement et de la santé.

Mercredi 8 septembre, au terme de deux jours d'entrevues, les ministres des Affaires étrangères d'Arménie Vartan Oskanian, d'Iran Kamal Kharrazi et de Grèce Georgios Papandréou ont signé un «*mémoire de compréhension mutuelle*» sur la coopération dans différents domaines. «Nous

avons jeté de très solides fondations pour une coopération efficace dans les mois et les années à venir», a déclaré M. Oskanian lors de la conférence de presse qui a clôturé les deux jours de travaux. Il a ajouté que ce groupe tripartite tiendrait lieu de «*forum pour des consultations politiques*» sur divers problèmes régionaux. L'un des autres objectifs du groupe est de promouvoir le «*dialogue des civilisations*», lequel devrait contribuer à établir «*la paix et la stabilité*» dans les régions couvertes par les trois pays.

A court terme, la coopération économique va se concentrer sur la construction du gazoduc Iran-Arménie, d'un montant de 120 millions de dollars (750 millions de francs). M. Kharrazi a indiqué que des discussions très serrées se déroulaient actuellement entre experts impliqués dans ce projet, et M. Papandréou a réaffirmé que la Grèce était «*sincèrement intéressée*» à prendre part à sa construction.



11 septembre 1999

Dans le domaine des transports, l'Arménie et l'Iran espèrent que l'assistance de la Grèce leur permettra de créer des axes commerciaux plus rentables en direction de l'Europe. Téhéran voudrait «avoir accès à l'Europe» via l'Arménie et vraisemblablement la Géorgie. M. Papandréou a suggéré que l'Iran soit intégré au projet de transport TRACECA de l'Union européenne, visant à relier commercialement l'Asie centrale et l'Europe par le Caucase. «Cette coopération constitue une sorte de pont qui rapprochera l'Iran et l'Arménie de l'Europe par la Grèce, et la Grèce du Caucase et de l'Asie centrale par l'Arménie et l'Iran», a déclaré le ministre arménien des Affaires étrangères Vartan Oskanian.

UNE COOPÉRATION MULTISECTORIELLE

Avant la signature mercredi 8 septembre du mémorandum de compréhension mutuelle, les ministres des Affaires étrangères d'Iran et de Grèce, Kamal Kharrazi et Georgios Papandréou avaient pu rencontrer la veille les principaux dirigeants de l'Etat arménien.

Le premier ministre arménien Vazken Sarksian a reçu successivement mardi 7 septembre les chefs des diplomaties iranienne et grecque. Recevant M. Kharrazi, le chef du gouvernement arménien a souligné son attachement à la relance des relations économiques et commerciales entre Erévan et Téhéran. «Nos trois pays [Arménie-Iran-Grèce] ont des histoires tellement singulières qu'ils sont simplement obligés de coopérer», a déclaré M. Sarksian. «Le seul fait que nous nous rencontrons pour la deuxième fois en un mois seulement témoigne de l'importance que nous attachons en Iran au développement de nos relations avec l'Arménie», a ajouté en écho

M. Kharrazi. Les deux hommes ont notamment discuté de la mise en œuvre de projets communs, comme la construction du gazoduc Iran-Arménie, ainsi que de la coopération régionale.

A M. Papandréou, le premier ministre arménien a assuré que «la coopération politique, économique et culturelle entre les trois pays amis s'approfondira et s'élargira». Cette coopération «n'est dirigée contre aucun pays tiers» et reste «ouverte à tous les pays voisins». M. Sarksian a remercié la Grèce d'avoir aidé l'Arménie à faire entendre sa voix dans le concert international. De son côté, M. Papandréou a souligné l'importance qu'il attache à la coopération entre les hommes d'affaires des deux pays, ainsi qu'à la création d'un climat favorable à l'investissement.

Quant au président Kotcharian, il a reçu toujours mardi 7 septembre la délégation iranienne conduite par le ministre des Affaires étrangères Kamal Kharrazi. Les deux hommes ont évoqué principalement les relations arméno-iraniennes, «qualifiées de chaleureuses et amicales», et leurs perspectives de développement. Ils ont souligné l'importance de la coopération économique et de l'action des commissions économiques intergouvernementales bilatérales. L'Arménie veut ainsi accroître le volume des échanges avec l'Iran, dans la perspective de la création d'un grand marché régional.

Puis le chef de l'Etat arménien a rencontré le même jour la délégation grecque, conduite par le chef de la diplomatie Georgios Papandréou. Les parties ont noté «l'absence de problèmes politiques» entre les deux pays, qui peuvent envisager ainsi sereinement le développement de leurs relations. Soulignant la nécessité d'activer la coopération éco-

nomique, M. Kotcharian a tout de même noté une évolution allant dans le bon sens depuis la création des commissions économiques intergouvernementales bilatérales. Il a ajouté que l'Arménie suivait fidèlement sa politique de développement des relations bilatérales et multilatérales et d'intégration dans les structures européennes. De son côté, M. Papandréou s'est dit prêt à aider l'Arménie à devenir un véritable membre de la communauté européenne. Le président arménien et le chef de la diplomatie grecque ont échangé enfin leurs points de vues sur la situation dans les Balkans, le bassin de la mer Noire et le sud-Caucase.

Le même jour, les ministres iranien et grec des Affaires étrangères ont été reçus séparément par leur homologue arménien Vartan Oskanian. Celui-ci a décrit à M. Kharrazi les derniers développements du processus de paix au Karabagh, avant de s'attarder sur sa récente visite effectuée fin août en Extrême-Orient (Chine, Japon, Corée), pour souligner le rôle constructif que pourrait jouer l'Iran dans l'établissement de relations avec ces pays asiatiques. Durant son entrevue avec M. Papandréou, M. Oskanian a mis l'accent sur le rôle positif tenu par la Grèce dans les relations entre l'Arménie et l'Union européenne. Les deux parties ont notamment évoqué les questions touchant aux coopérations régionale et bilatérale.

Le chef de la diplomatie arménienne Vartan Oskanian a annoncé que la prochaine rencontre des ministres des Affaires étrangères d'Arménie, de Grèce et d'Iran était prévue en novembre 2000 à Athènes. ●



LE MONDE
9 SEPTEMBRE 1999

Irak : défection d'un demi-frère de Saddam Hussein, selon l'opposition

AMMAN. Le demi-frère du président irakien Saddam Hussein, Barzan El Takriti, a fait défection, a indiqué à Amman un responsable du groupe d'opposition irakien l'Entente nationale irakienne. «Barzan

El Takriti, qui avait quitté l'Irak début août pour Genève, a récemment obtenu l'asile politique dans un pays du Golfe», a indiqué ce responsable de l'opposition irakienne, sans préciser le pays «pour des raisons de sécurité». Ancien représentant de l'Irak aux Nations unies à Genève et rappelé en Irak il y a près d'un an, Barzan El Takriti avait retardé son retour jusqu'en décembre, selon l'opposition parce qu'il craignait pour sa vie. Il avait démenti avant son arrivée à Bagdad des informations de presse sur un désaccord avec le président irakien. - (AFP)



KHATAMI SAYS IRAN WANTS BETTER RELATIONS WITH TURKEY

TEHRAN, Sept 12 (AFP) - Iranian President Mohammad Khatami said Sunday that the leadership of the Islamic republic is unanimously in favour of strengthening its sometimes strained relations with neighbouring Turkey.

"Cooperation between Tehran and Ankara will help bring both calm and progress for the entire region," Khatami said during a meeting with Turkey's new ambassador to Iran, Turan Morali, according to state radio.

"Many countries do not want Iran and Turkey to have good relations and have tried to create tensions between us," Khatami said.

"Our interests are linked and our two nations can resolve any problems and dispel any concerns with logic and common

understanding," he said, calling on Turkish leaders to "confront difficulties between us with wisdom."

Morali for his part acknowledged "certain misunderstandings" between them but insisted the two nations "can play an essential role in guaranteeing a stable and prosperous region," the radio reported.

He also thanked Iran for providing assistance in the wake of last month's disastrous earthquake in northwestern Turkey, which claimed 15,421 lives according to the latest official toll.

Relations between Ankara and Tehran have been strained by a disputed series of cross-border incidents in recent months.

Tehran said in July that five people were killed when Turkish jets bombed the mostly Kurdish region of Piranshahr, close to the joint border of Iran, Iraq and Turkey.

Ankara said the claims were a "misunderstanding" and that its planes had struck Kurdish rebel bases on Iraqi territory.

Several days later Iran detained two Turkish soldiers it said had been part of a group of troops trying to invade the country.

Iran released them after getting what it said were assurances from Ankara that they had crossed the border in error and were not part of a planned attack.

In the wake of the incidents the two countries last month signed an agreement to cooperate against "terrorist groups" along their joint border, notably guerrillas from the rebel Kurdistan Workers' Party (PKK).

The PKK has been waging a 15-year rebellion in southeastern Turkey that has left some 31,000 people dead but has pledged to give up the armed struggle and instead commit to finding a political solution to Kurdish demands for self-rule.

Yet Turkish officials said last week that continuing clashes had left 199 PKK rebels and seven government troops dead.

Tehran has repeatedly denied Ankara's claims that it has been harbouring PKK rebels on Iranian territory.

Iran has also been angered by Turkey's military cooperation pact with Israel, the Islamic republic's number-one enemy.

.....

Sept. 14, 1999
Milliyet
by Hasan Cemal

WAITING FOR THE PKK

Among people in high places, there seem to be two conflicting views on whether radio-TV programs and education in Kurdish should be legalized. Some believe it would be better to ensure these within an "individual democratic rights" framework.

Some others believe it would be wrong to do that. They say, "If we took such steps, we would be preparing with our own hands the infrastructure that would lead to the division of Turkey." This quarrel will obviously continue for some time. I am on the side of the first group.

The people at the pinnacle of the state apparatus have not taken a definite decision on this issue yet. The de facto situation may be legalized in time. But for the time being officials will wait to see what the outlawed Kurdistan Workers' Party

(PKK) will do. They are closely watching the current withdrawal of the PKK militants to northern Iraq and Iran.

Also, what kind of decisions will ensue from the PKK congress in February? Time is needed. Officials will want to see to what extent a revival of activity will occur, if any, in the mountainous regions next spring. They will also want to see how PKK efforts to become a political organization evolve.

As Prime Minister Bulent Ecevit pointed out, Turkey will have more space for democratization moves to the extent the strain of terrorism on Turkey eases.

.....

PKK MIGRATION COMPLICATES PEACE IN NORTHERN IRAK

Radio Free Europe - Sept. 9, 1999, By Charles Recknagel

As the Turkish-Kurd Kurdistan Workers Party (PKK) says its fighters are withdrawing from Turkey, many are expected to relocate to bases in northern Iraq. But as RFE/RL correspondent Charles Recknagel reports, any relocation is only likely to complicate the fragile peace between northern Iraq's two main Iraqi-Kurd factions.

Prague, 9 September 1999 (RFE/RL) -- The PKK's announcement that it is withdrawing fighters from Turkey may herald a new period of quiet in southeast Anatolia, where a 15-year struggle by the PKK for autonomy has left more than 30,000 people dead.

But it is likely to spell trouble for northern Iraq, where the withdrawing PKK fighters are believed to be relocating.

The PKK said last week that it has begun moving its fighters out of Turkey in line with a request by leader Abdullah Ocalan, who has been imprisoned and sentenced to death by Ankara. Ocalan's brother, Osman, said that a quarter of the rebel forces have already left Turkey and the rest will be out by the end of this year.

Abdullah Ocalan made a new appeal three days ago for all PKK fighters to go to northern Iraq. He also called on them not to fight with Iraqi-Kurd groups but to move into a Turkish-Kurd refugee camp between the northern Iraqi cities of Arbil and Kirkuk. The camp, which had been in Kurdish-controlled northern Iraq, was relocated by the United Nations to a Baghdad-controlled area after it was attacked in a Turkish army sweep across the border a year ago.

So far, it is unconfirmed whether the PKK withdrawal has begun. A senior leader of the Iraqi-Kurd Kurdistan Democratic Party (KDP), Sami Abdul-Rahman, spoke to Radio Free Iraq from northern Iraq recently. He said that most PKK fighters have long been based in northern Iraq. Abdul-Rahman said that he has seen no new large movement of PKK fighters across the border in the past weeks.

"The PKK has only a small number of fighters in Turkey's Kurdistan. They never succeeded in creating a liberated zone there as a base for their fighters. Because the

PKK force in Turkey is insignificant, we have not seen any evidence of fighters crossing the borders to Iraqi Kurdistan."

While it still is unclear how many PKK fighters may actually withdraw from Turkey, the arrival of any sizable new force in northern Iraq is sure to threaten the already delicate power balance there between the area's two rival Iraqi-Kurd factions.

The reason is that one of the rivals, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) has long been believed to have close ties with the PKK, although it denies this. The other, the KDP, is the PKK's sworn enemy and an ally of Turkey. In their on-again, off-again war to dominate northern Iraq, each of the Iraqi-Kurd factions has made frequent use of their allies to attack the other.

Reports from Iraqi Kurdistan indicate that both the KDP and PUK are already seizing on the volatile issue of the PKK to slow down their implementation of a Washington-brokered peace agreement between them last year.

In the accord, signed in Washington, both sides agreed to keep the PKK out of northern Iraq. The KDP is now accusing the PUK of continuing to work with the Turkish-Kurd group in violation of the accord, and has said it will not implement other clauses in the agreement until the cooperation stops. The PUK, in turn, has accused the KDP of simply trying to stall the Washington peace deal.

The two parties had agreed in Washington to begin revenue sharing, to unite their administrations and to hold elections to reconstitute a parliament by this summer. But Radio Free Iraq correspondents in northern Iraq say that any real progress toward building shared institutions is now largely on hold. The two sides are holding periodic joint meetings to discuss issues, but there is no preparation for parliamentary elections and no new time frame for polls has been set.

In recent weeks, the dispute over the PKK has grown more heated, as KDP leader Masoud Barzani has demanded that PUK leader Jalal Talabani join him in declaring the PKK a terrorist organization. He also has called on Talabani to commit his forces to helping expel the PKK from northern Iraq.

Barzani controls a broad swath of northern Iraq bordering Turkey, but the PKK has long threatened him by carving out bases in the forbidding mountains along the frontier. The PKK's presence is both a military and economic menace because the KDP largely finances itself by facilitating and taxing a lively trade in smuggled oil between Baghdad and Turkey.

Talabani, who controls an area of northern Iraq south of Barzani's and bordering Iran, has refused the KDP's call to arms. Instead, he has repeated long-standing accusations that Barzani is ready to betray their common Turkish Kurd brethren on behalf of Ankara. Talabani strongly values his alliance with the PKK because the partnership makes Barzani vulnerable on both his northern and southern flanks.

The PKK's total strength, including fighters now scattered in small groups across southeastern Turkey, northern Iraq and Iran, is thought to number some 4,000 well-armed guerrillas. That is more than enough to make the group a major player in northern Iraq. The forces of the KDP and PUK are believed to number some 50,000 men each, but large

numbers of their fighters are tied down manning defensive positions against one another.

As each Iraqi Kurd side now debates the new dangers -- or opportunities -- posed by the PKK, each is also hedging its bets by tightening alliances with outside powers.

In recent months, the KDP has steadily moved closer to Turkey despite the increased hostility that this is certain to attract from Baghdad. Iraq had allied with the KDP in 1996 to help it drive the PUK out of northern Iraq and into Iran. But the Baghdad-KDP alliance weakened last year over the KDP's refusal to sign a pact with Baghdad to return Iraqi-Kurdistan -- which is protected by a U.S.-British no-fly zone -- to President Saddam Husseyn's control.

The PUK, which later recaptured from the KDP all of its lost territory except the main city of Arbil, is now profiting from the breakdown of ties between Baghdad and the KDP to forge its own relations with Saddam. At the same time the PUK is reaching out to Syria and Iran by using its good relations with the PKK.

The emerging new balance of power now appears to loosely pit two camps against one another: the KDP and Turkey on the one hand and the PUK, PKK, Baghdad, Iran and, to some extent, Syria on the other.

Radio Free Iraq's correspondents in the area say there are no signs that hostilities are likely to break out between the two Iraqi-Kurd factions in the near future. But all the alliance-making being done in case fighting resumes has effectively slowed any serious efforts to cooperate.

Meanwhile, the lack of cooperation means there is still almost no freedom of movement in northern Iraq between the KDP and PUK-controlled areas except by special permission from both sides.

The border between the two sides' territories is lined with armed checkpoints, and only rare envoys and well-connected businessmen travel across. And although in last year's Washington accord both sides committed to work toward repatriating the thousands of refugees who were displaced in the fighting between them, no repatriation has yet taken place.

The KDP and PUK have jointly ruled northern Iraq since it fell out of Baghdad's control in the wake of the 1991 Gulf War. Their partnership collapsed in 1994 because of disputes over how to share power and revenues, most of which come from oil smuggling across the Turkish border.



obligations, including those stipulated by UN Security Council resolution 688 which requires the GOI to end repression against the Kurdish people."

The President of the Security Council was urged to "ensure that the U.N. Security Council is ceased on this critical matter as it is morally and politically imperative for the international community to take the GOI to task on these abhorrent violations of international law."

The Iraqi authorities persist with deporting Kurds and Tourkmans from these districts. The deportees are forced to live in makeshift refugee camps enduring miserable humanitarian conditions.

.....

La reconnaissance de la Turquie comme candidate à l'UE franchit un premier pas par Stéphane BARBIER



BRUXELLES, 13 sept (AFP) - La reconnaissance de la candidature de la Turquie comme candidate à l'adhésion à l'Union européenne lors du sommet d'Helsinki en décembre, a franchi un premier pas lundi avec la rencontre à Bruxelles entre Ismail Cem, ministre turc des Affaires étrangères, et ses homologues des Quinze.

Lors d'un déjeuner qui a constitué une reprise du dialogue politique entre l'UE et la Turquie, interrompu en décembre 1997 à la suite du rejet de la candidature turque, M. Cem s'est engagé à ce que son pays réalise des progrès sur la voie qui lui permettront d'entrer dans la famille européenne.

"On a parfois l'impression (en Europe) que rien ne va en Turquie. Ce n'est pas le cas, même si nous avons pris certains retards sur le chemin de la démocratie", a reconnu M. Cem lors d'une conférence de presse à l'issue du déjeuner.

Il a mis ces retards sur le compte des "actes terroristes", à cause desquels "il n'a pas été facile ces dernières années de progresser". "Maintenant que le terrorisme semble maîtrisé, nous allons être mieux en mesure de travailler à réaliser des progrès", a-t-il ajouté.

Le chef de la diplomatie turque s'est réjoui de la reprise du dialogue politique avec l'UE et a retourné leur invitation à ses homologues européens en les conviant à déjeuner les 18 et 19 novembre à Istanbul, à l'occasion d'un sommet de l'OSCE.

Tarja Halonen, ministre finlandaise des Affaires étrangères, dont le pays préside l'UE jusqu'en décembre, a estimé que le déjeuner a permis "d'apporter un progrès" sur la voie de la reconnaissance de la candidature de la Turquie lors du sommet européen d'Helsinki. "Nous sommes encouragés par les engagements pris par la Turquie de poursuivre sur la voie des réformes", a-t-elle ajouté.

Pierre Moscovici, ministre français délégué aux Affaires européennes, a affirmé que l'UE travaille "dans la perspective de la candidature de la Turquie à Helsinki". La visite de M. Cem est "une première chance pour une conclusion positive" au sommet de décembre, a-t-il dit.

Il a cependant rappelé que de nombreuses questions restaient à régler, citant Chypre, les contentieux territoriaux gréco-turcs en mer Egée et les droits de l'Homme. "Nous avons trois mois pour travailler", a dit M. Moscovici.

Le chef de la diplomatie turque a regretté que son pays n'en soit qu'au stade d'une reconnaissance de sa candidature, alors que sa vocation à l'adhésion remonte à 1963, année de la signature d'un accord d'association entre l'UE et la Turquie, et qu'un accord d'union douanière les lie depuis 1996.

Il a souhaité une certaine "souplesse" de la part de l'UE quant à la candidature turque. "Il ne faut pas se lier les mains par des définitions trop strictes", a-t-il dit, affirmant que son pays répondait déjà en partie aux critères exigés sur le plan politique et économique de tout pays souhaitant adhérer à l'Union.

Sur les droits de l'Homme, encore souvent bafoués en Turquie, notamment à l'égard de la minorité kurde, il a estimé qu'il s'agissait de "valeurs universelles partagées partout et que nous voulons développer". Sur

le plan économique, il a noté que l'accord d'union douanière était la preuve que "la Turquie a déjà une économie intégrée en concurrence libre avec celles des pays de l'UE".

Ismail Cem a remercié les Quinze pour la solidarité dont ils avaient fait preuve après le tremblement de terre qui frappé l'ouest de son pays le 17 août, faisant au moins 15.000 morts et des dégâts considérables. Un nouveau séisme s'est produit lundi en Turquie.

Lundi, les ministres des Affaires étrangères de l'UE ont approuvé une série d'aides à la Turquie d'un montant global de 195 millions d'euros, ainsi qu'un prêt de la Banque européenne d'investissement (BEI) de 600 millions pour l'aider à se relever du séisme du 17 août.

Le déblocage de ces aides a été rendu possible par l'attitude conciliante de la Grèce qui, après le tremblement de terre, avait levé en grande partie son veto traditionnel à l'aide européenne à la Turquie.

4 Pro-Democracy Protesters Sentenced to Death in Iran

Compiled by Our Staff From Dispatches

TEHRAN — An Iranian revolutionary court has sentenced four people to death for pro-democracy protests in July, a judge who heads all such courts in Tehran disclosed in an interview published on Sunday.

Judge Gholamhossein Rahbarpur said that others arrested during the protests were under investigation and faced "heavy charges," the Jomhuri Eslami daily reported.

"With regard to the unrest in July in Tehran, so far four people have been sentenced to death," the judge said. "The sentences of two of these people have been approved by the Supreme Court, and the dossiers on the two others are under review by that court," Judge Rahbarpur said, without identifying any of those convicted.

He said that 45 people had received jail terms, but he gave no details.

The closure of a moderate newspaper and a July 9 police raid on a university dormitory triggered the worst unrest in Iran in 20 years.

One person died and 20 were injured in the police raid. Anger over the incident exploded into six days of na-

tionwide protests by tens of thousands of students, during which at least two other people were killed.

The unrest was part of a larger power struggle between hard-liners and moderates allied with President Mohammed Khatami.

Hard-liners quelled the disturbances by ordering a crackdown and arresting some 1,500 people.

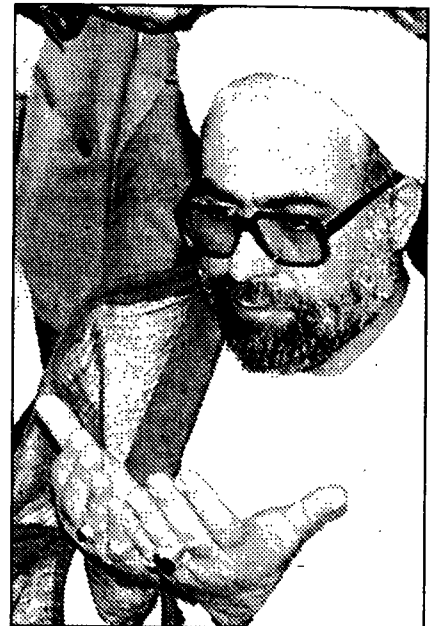
Meanwhile, Judge Rahbarpur said that Iran had strong evidence that 13 Jews arrested in March were spies.

"It is certain that these individuals were spies," he said. "There is no doubt about this. The court has enough strong evidence and documents in this regard."

The Jews being held include at least one rabbi and several educators who were arrested as suspected spies working on behalf of Israel and the United States.

They could face the death penalty if convicted.

Both Israel and the United States have dismissed the spy charges as unfounded, and along with France, Germany and Amnesty International have lodged protests.



Atta Kenari/Agence France-Press

Judge Gholamhossein Rahbarpur, at prayers, said others arrested in July also faced "heavy charges."

Judge Rahbarpur indicated that all officials in Iran were convinced of the charges against the Jews.

"Revolutionary courts have convinced all officials, and there is no question or discussion about the accusations," he said. (Reuters, AP)

Seismic Nudge for Turks and Greeks

By Stephen Kinzer
New York Times Service

ATHENS — The day after Athens was struck by its most serious earthquake in decades, millions of television viewers watched in awe as Turkish rescue workers pulled a Greek child from under a pile of rubble. Announcers struggled to control their emotion.

"It's the Turks!" one of them shouted as his voice began to crack. "They've got the little boy. They saved him. And now the Turkish guy is drinking from a bottle of water. It's the same bottle the Greek rescuers just drank from. This is love. It's so beautiful."

Although Greece and Turkey are both members of NATO, there are perhaps no two allied neighboring nations whose dealings have been marked with so much conflict and mistrust. But in the last four weeks, their relations have improved with a spectacular suddenness that no one had expected.

Although serious political differences between the two countries still remain, both sides are now displaying a willingness to resolve them that they have not shown for generations.

Greek-Turkish relations had been improving slowly for several months, but it took earthquakes in both countries to push the two countries toward a more

genuine friendship. Each sent rescue teams to help the other, and their gestures were greeted by waves of ecstatic publicity and popular emotion.

"I think we're in the middle of a new phenomenon that you could call seismic diplomacy or earthquake diplomacy," said Nicholas Burns, the U. S. ambassador to Greece. "Images that people saw on TV had tremendous political symbolism, and there's an opportunity for both sides to build on that."

Hardly a day now passes without a new sign of warmth between Greece and Turkey.

At the end of August, the commander of the Greek Navy traveled to Turkey,

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, SEPTEMBER 14, 1999

toured towns devastated by the Aug. 17 earthquake, and made a moving call for peace at a ceremony marking the retirement of his Turkish counterpart. While he was there, a Greek naval vessel called at a Turkish port for the first time in more than a quarter-century.

Soon afterward, Greek and Turkish business leaders agreed to revive a co-operation council whose activities were suspended early this year in one of the periodic spats that have poisoned relations between the two countries. Then, leading Greek and Turkish news com-

mentators agreed to begin publishing their columns in one another's newspapers.

At a meeting of European foreign ministers in Finland this month, Greece took the significant step of announcing that it would no longer block Turkey's application for membership in the European Union.

On Thursday, teams of Greek and Turkish diplomats met in Athens to plan cultural exchanges and discuss cooperation in tourism, environmental protection, trade and other areas. While they were meeting, Turks observed the anniversary of their 1922 military triumph over Greece with a restraint they had never shown before.

Normally the anniversary of the Turkish triumph at Smyrna, now known as Izmir, is marked by Turkish troops dressed in period costume who symbolically bayonet actors playing Greek soldiers, throw others into the sea and lustily tear down and trample a Greek flag. This year, there was only a muted ceremony limited to a wreath-laying and playing of the national anthem.

"I have been writing a 'Greek-Turkish' piece almost every Sept. 9 for 25 years now," a columnist, Rauf Tamer, wrote in the Istanbul newspaper Sabah. He added: "I pulled them all out of the archives. I tore them all up and threw them away. I am now starting a new Sept. 9 series. This is the real starting point, a fresh beginning, the first step toward the 21st century."

Last week, President Costis Stephanopoulos of Greece was host of a reception in honor of Turkish

earthquake relief workers, telling them that Greeks "will always remember you with profound feelings of friendship."

The Greek Embassy in Ankara reported that a Turk had telephoned and offered to donate one of his kidneys to a Greek earthquake victim. A Greek had made a similar gesture after the Turkish quake.

Tension between Greece and Turkey has not yet evaporated. Each has recently embarked on a new, hugely expensive military buying spree that unsettles the other.

Turkey has made vague threats against Greek islands in the Aegean Sea. Cyprus, divided since Turks invaded the north in 1974, remains partitioned into ethnic Greek and Turkish sections, and the positions of Cypriot leaders, who are beholden to Athens or Ankara, remain rigid.

Asked last week about these problems, Foreign Minister George Papandreu of Greece replied: "I don't think that all of a sudden everything has been solved. But a climate exists that could allow for a breakthrough on these issues."

Mr. Papandreu's appointment as foreign minister this year was a key factor leading to the change in climate between Greece and Turkey. His predecessor, Theodore Pangalos, was a flamboyant figure who denounced Turks as "thieves and rapists." But he fell from power in the scandal that followed the capture in February of the Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan, who had been hiding in Kenya under the protection of Greek diplomats.

That episode stirred many Turks to emotional denunciations of Greece, and relations seemed to have reached a new low. In retrospect, it may be seen as a positive turning point because it led to the emergence of Mr. Papandreu, a conciliator who evidently believes that he has a chance to change the course of his country's history by ending its enmity with Turkey.

Mr. Papandreu shares much with his Turkish

counterpart, Ismail Cem. Both men are foreign-educated intellectuals who shun demagogic rhetoric. They speak by telephone every few days. In the past, Greek and Turkish foreign ministers often went months without speaking.

Despite their good personal relationship, Mr. Papandreu and Mr. Cem must work within political constraints. Mr. Papandreu's party faces a national election next year, and if he is seen as surrendering too much to Turkey, political enemies may seek to portray him as weak and naïve.

Mr. Cem must deal with militant nationalists in the coalition government he represents. He also faces the harsh reality that in Turkey, important changes in foreign policy can be made only with the permission of military commanders. Whether the commanders are ready to embrace Greece after generations of hostility remains uncertain.

"The most important question is whether there can be change in Turkey, and the key to that is the military and its attitude toward civil society," said Thanos Veremis, a professor of political history at Athens University. "The Turkish military is highly conservative, and it wants to preserve its political power. I frankly can't see how that logjam will break."

Mr. Veremis said Greeks would respond most positively to a statement from Turkey that it harbors no designs on Greek islands, especially if the statement came from a senior military commander like General Huseyin Kivrikoglu, chief of the general staff.

"People in Greece don't pay attention to what Turkish politicians say, because we see that they don't count," he said. "But if Kivrikoglu comes out and assures Greece that there's never going to be war over the islands, that would go a long way because we know he's the ultimate arbiter."

■ Athens Quake Killed at Least 122

At least 122 people died in the earthquake last week, provisional figures released by the Greek Health Ministry showed, Agence France-Presse reported Monday.

Un mort dans des bombardements irakiens d'un village kurde

ANKARA, 15 sept (AFP) - L'armée irakienne a bombardé un village kurde du nord de l'Irak au cours du week-end dernier, faisant un tué et un blessé, a indiqué mercredi un responsable kurde irakien à Ankara.

Les bombardements ont visé samedi soir le village de Qingrian, dans le secteur de Kifri, au sud-ouest de la ville de Souleimanieh, contrôlée par l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK), a indiqué à l'AFP le représentant de cette organisation à Ankara, M. Shazad Saib.

"Il s'agissait d'un bombardement mineur, qui n'est pas inhabituel", a toutefois souligné M. Saib, ajoutant que "les bombardements des forces irakiennes et le survol par les avions irakiens à basse altitude des villages se produisent régulièrement et sont une politique systématique" de Bagdad.

L'UPK, dirigée par Jalal Talabani, contrôle la partie est du Kurdistan d'Irak, frontalière de l'Iran, alors que son rival, le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK), tient le secteur proche de la Turquie.

Le Kurdistan échappe au contrôle du régime de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991.

La peine de mort est incompatible avec la modernité

Le moment est-il venu d'ouvrir le débat sur le fonctionnement de la justice et sur la peine capitale en Iran ? Le quotidien *Neshat*, qui avait osé aborder la question, a été interdit.

NESHAT (extraits)

Téhéran

L'article paru dans nos colonnes critiquant la peine capitale comme une des manifestations de la violence [voir ci-contre] a suscité des commentaires agressifs d'une partie de la presse iranienne. Au-delà des réactions passionnelles, n'est-il pas temps d'ouvrir le débat sur cet important sujet de société ? L'Iran est parmi les signataires de la Déclaration universelle des droits de l'homme et la République islamique y a adhéré après la victoire de la révolution (1979). Certains articles de la Déclaration affirment sa prééminence sur les lois en vigueur dans le pays signataire. Les responsables de la République islamique, et à leur tête des oulémas comme l'imam

Khomeiny, n'ont-ils pas été conscients de la contradiction entre la Déclaration et la charia islamique ?

En fait, ce qui distingue une société traditionnelle d'une société moderne réside dans leur vision de la justice. Dans la société traditionnelle, la sentence pénalisante a pour but d'infliger une forme de douleur ou de porter atteinte à l'intégrité physique du coupable. Dans les sociétés modernes où domine l'Etat de droit, les punitions et pénalités ne comportent pas forcément une privation pour le coupable. Le but est de normaliser une situation ou de permettre la réhabilitation du coupable. Dans ce cas, le juge parle de droit et non de châtement, et la mise en application de la pénalité est de la seule responsabilité des institutions définies. C'est

pourquoi on l'appelle une sentence légale. Là se trouve la différence entre violence et pénalisation.

Les paroles du Coran sont intemporelles et cherchent à faire évoluer les sociétés traditionnelles vers de nouvelles aspirations. L'esprit du livre sacré vise la réhabilitation. Nulle part dans le Coran on ne trouve de référence à la peine de mort... Nos diverses références aux paroles de Dieu dans le Livre nous montrent au contraire les diverses possibilités de réhabilitation, car les moyens et les méthodes auxquels nous avons recours reflètent le niveau de développement de la société. Mais notre société a-t-elle atteint une maturité culturelle et éthique suffisante pour sonner le glas de la peine de mort ?

Emadeddin Baghi

Peine de mort

Dans une interview donnée au quotidien *Jomhuri-e eslami*, le chef des tribunaux révolutionnaires, Gholamhossain Rahbarpour, a requis la peine de mort à l'encontre de quatre personnes impliquées dans les troubles du mois de juillet.

Les accusations portées contre les condamnés, dont les noms n'ont pas été divulgués, restent inconnues du public. La presse favorable au président Khatami a vivement condamné ce procédé.

CENSURE

La fermeture du quotidien "Neshat" trouble le pays

Douze jours après la parution dans *Neshat* d'un article qui demandait l'abrogation de la peine capitale, la justice téhéranaise a ordonné la fermeture de ce quotidien, deux mois après celle de *Salaam* (qui avait déclenché la révolte des étudiants). Accusés d'outrage aux commandements de l'islam et aux responsables du régime, les journalistes de *Neshat* devront comparaître devant la justice. Lancé il y a six mois, *Neshat* rassemblait les équipes des deux quotidiens interdits : *Jamé-e et Tous*. A travers ses 150 premiers numéros, ce quotidien avait pu mobiliser un vaste public partisan des réformes engagées depuis l'élection du président Khatami. Pour le quotidien iranien *Kayhan*, publié à Londres, des rumeurs concernant la fermeture de *Neshat* circulaient déjà depuis plusieurs semaines. Les propos tenus dans ce journal et les analyses présentées étaient en effet considérés comme dérangeants pour les

conservateurs du régime. Le coup de grâce a été donné par l'ayatollah Khamenei, chef spirituel de la République islamique. Lors d'un récent rassemblement, il avait violemment pris à partie la presse et "les apostats". *Kayhan* considère que "cette nouvelle vague d'attaques contre les journaux indépendants semble être un mauvais signe pour l'avenir". Par ailleurs, les responsables du ministère de la Culture (proche du président Khatami) ont qualifié d'illégal la fermeture imposée par la justice, rapporte le quotidien *Khoradad*. Selon le quotidien *Hamchahri*, l'Association de défense de la presse, récemment fondée à Téhéran et qui rassemble des personnages comme Faiza Rafsandjani (fille de l'ex-président iranien), a également condamné l'interdiction du quotidien, soulignant les illégalités commises dans la procédure. L'équipe rédactionnelle de *Neshat* vient de lancer un nouveau journal, *Akhbar*. Le bras de fer continue...

COURRIER INTERNATIONAL N° 463

DU 16 AU 22 SEPTEMBRE 1999



Dix morts dans des accrochages entre soldats turcs et rebelles kurdes



DIYARBAKIR (Turquie), 15 sept (AFP) - 12h07 - Dix séparatistes kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués dans des affrontements avec les soldats turcs dans le sud-est anatolien, ont indiqué mercredi des responsables militaires.

Les accrochages ont eu lieu lors d'une opération de routine près de Yuksekova, dans la province de Hakkari, qui borde l'Irak et l'Irak.

Le communiqué ne donne pas la date de l'affrontement ni de bilan côté turc.

Le PKK, qui combat pour un état séparatiste depuis 1984, s'est engagé il y a deux semaines à déposer les armes pour revenir sur la scène politique, après des appels à la paix lancés par le leader emprisonné et condamné à mort Abdullah Ocalan.

L'armée turque rejette la proposition de retrait du PKK

ANKARA, 16 sept (AFP) - 16h46 - L'armée turque a rejeté jeudi la proposition des rebelles kurdes de se retirer de Turquie, estimant que cette mesure était insuffisante pour mettre fin à 15 ans de conflit, et les a de nouveau appelés à se rendre.

"Le retrait de quelque séparatistes kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) dans le nord de l'Irak est une opération qui se répète tous les ans avant l'hiver", a déclaré l'état-major des armées turques dans un rapport mensuel consacré à la lutte contre le PKK.

"La différence cette année est que la date de retrait a été avancée et présentée autrement", note ce rapport cité par l'agence Anatolie.

Le PKK a annoncé fin août qu'il allait retirer ses forces du territoire turc, sans mentionner où il se replierait, suivant un appel de son chef Abdullah Ocalan, condamné à mort fin juin par la justice turque.

La formation kurde a ensuite déclaré qu'elle allait mettre fin à 15 ans de lutte armée pour un Etat kurde indépendant et se transformer en une organisation politique.

Mais l'armée turque a souligné que son retrait de Turquie était insuffisant pour mettre fin au conflit qui a fait plus de 31.000 morts.

"Le retrait du territoires turc vers le nord de l'Irak ou autre part ne diminuera pas la menace", a estimé l'état-major dans son rapport.

Il ajoute que le PKK a deux options: soit se rendre aux forces de sécurité afin de pouvoir bénéficier d'une loi sur les repentis, soit se "faire neutraliser" par l'armée.

"L'armée turque va continuer sa lutte contre le terrorisme pour instaurer la paix et la sécurité de la nation", conclut le rapport.

.....

Abdullah Ocalan a dormi à la belle étoile après le séisme



ISTANBUL, 16 sept (AFP) - 16h45 - Le chef rebelle kurde Abdullah Ocalan a dormi deux nuits à la belle étoile sur son île prison d'Imrali (ouest) après le violent séisme du 17 août qui a ravagé le nord-ouest de la Turquie, a indiqué jeudi l'un de ses avocats.

Lors des secousses à 12H02 GMT, les gardes ont conduit leur prisonnier hors de sa cellule vers un endroit plus sûr, a précisé Niyazi Bulgan, cité par l'agence Anatolie.

Le chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) a ensuite campé pendant deux jours et deux nuits avec ses gardes à l'extérieur jusqu'à ce que le danger soit passé.

Quelques heures après le sinistre, le PKK s'était inquiété du sort de son chef et avait demandé aux autorités des nouvelles de sa santé, sans obtenir de réponse.

Trois jours plus tard, le chef rebelle publiait un communiqué par le biais de ses avocats dans lequel il présentait ses condoléances "les plus sincères" à la Turquie.

Me Bulgan a en outre déploré un article paru dans un journal turc laissant entendre que le séisme, qui a fait plus de 15.500 morts, aurait été une bonne occasion de se débarrasser d'Ocalan en silence.

"Comment une idée pareille peut elle même être évoquée dans un Etat de droit?", a demandé M. Bulgan. "L'Etat est responsable de la sécurité des prisonniers et des détenus aussi bien que de ses citoyens", a-t-il indiqué.

Ocalan a été condamné à mort fin juin pour trahison et tentative de diviser la Turquie par la justice turque.

Le PKK s'est engagé le 1er septembre à déposer les armes et à ne plus jamais recourir à la lutte armée en promettant de retirer ses forces du territoire turc "d'ici à la fin de l'année", conformément à un appel de son chef.

Le PKK a lancé en 1984 une lutte armée pour la création d'un Etat kurde indépendant dans le sud-est anatolien à majorité kurde. Les violences liées à la rébellion ont fait plus de 31.000 morts.

.....



Ouverture à Ankara du procès d'un haut responsable présumé du PKK

ANKARA, 16 sept (AFP) - 16h10 - Le procès d'un haut responsable présumé de la rébellion kurde, Cevat Soysal, capturé en juillet en Moldavie par des agents turcs, s'est ouvert jeudi devant la cour de sûreté de l'Etat (DGM) d'Ankara, a indiqué la chaîne de télévision privée NTV.

Le parquet a requis la peine de mort contre Soysal, 37 ans, pour trahison et séparatisme, au terme de l'article 125 du code pénal.

Selon l'acte d'accusation, Soysal, qui bénéficiait de l'asile politique en Allemagne, était responsable de la branche européenne du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) et responsable de l'entraînement des militants.

Il a ordonné l'attentat le plus sanglant commis en Turquie après la capture du chef du PKK Abdullah Ocalan, une attaque à la bombe

contre un centre commercial à Istanbul qui avait fait 13 morts le 13 mars, selon l'acte d'accusation.

Le document affirme que des centaines d'attentats à la bombe, incendies, grèves de la faim et tentatives d'attentat suicide ont été perpétrés en Turquie sous ses ordres.

Ocalan avait été capturé mi-février au Kenya et ramené en Turquie par un commando turc. Il a été condamné à mort fin juin pour trahison et séparatisme. La sentence doit être examinée par la cour de Cassation en octobre.

Sa capture avait été suivie par une vague d'attentats dans les grandes villes turques qui avait fait plus de 20 morts.

D'importantes mesures de sécurité avaient été déployées jeudi autour du tribunal pour l'arrivée de Cevat Soysal, qui est resté dans une voiture pendant que les soldats écartaient les nombreux journalistes présents. Un soldat a même pointé son arme vers un cameraman pour le dissuader de filmer, selon les images diffusées par NTV.

Soysal, qui souffre d'une hépatite B, était apparu extrêmement affaibli et tenant à peine sur ses jambes lorsqu'il avait comparu fin juillet devant un procureur de la DGM d'Ankara.

Ses avocats en Allemagne ont déposé plainte contre la Turquie auprès de la Cour européenne des droits de l'Homme, soulignant qu'il avait été capturé dans des conditions illégales.

Le chef de la diplomatie allemande Joschka Fischer a demandé à Ankara d'enquêter sur les accusations de torture sur la personne de Cevat Soysal portées par sa femme.

+++++

Iraqi Kurds vow to implement U.S.-backed peace

Reuters - 06:29 a.m. Sep 17, 1999 Eastern

ANKARA, Sept 17 (Reuters) - Two squabbling Iraqi Kurdish parties which between them control northern Iraq reaffirmed their commitment on Friday to a Washington-sponsored peace deal they signed a year ago.

Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) of Jalal Talabani promised to implement the agreement signed last September 17 which has so far done little to improve cooperation between them. The pact was intended to end years of intermittent clashes between the two parties and move them towards sharing power and revenues in the mountainous enclave outside Baghdad's control since the 1991 Gulf War.

"Both sides express their commitment to all parts of the agreement and promise to implement them in order to bring peace and stability in Iraqi Kurdistan," a spokesman for the KDP quoted a joint statement issued by the parties after a meeting of their leaders as saying. They agreed to strive towards freer trade and movement between their zones of control, the reduction of forces on the ceasefire line and curbing negative propaganda.

The United States wants a united north Iraq as a bulwark against the Baghdad government of President Saddam Hussein.

But instead of implementing confidence-building measures and holding elections in July this year the two Kurdish parties have traded accusations while refraining from open violence.

The PUK has said Barzani's group is not sharing revenues from a lucrative trade in illicit diesel it conducts with Turkey in violation of U.N. sanctions on Iraq. The KDP has said Talabani's men are not doing enough to honour a promise to "deny sanctuary" to Abdullah Ocalan's Kurdistan Workers Party (PKK) Turkish Kurd rebels.

Ocalan, sentenced to death by a Turkish court for treason in June, has ordered his rebels to stop fighting and leave Turkey. Their most likely destination is northern Iraq where their presence could upset the delicate peace between the Iraqi Kurds and lead Turkey into further incursions to hunt them down.

Northern Iraq is shielded from attack by Baghdad by U.S. and British warplanes which patrol the Kurdish-held zone and a slice of Baghdad-controlled territory above the 36th parallel.

+++++

Turkish writer freed, 79-year jail term suspended

Reuters - 04:30 a.m. Sep 16, 1999 Eastern

ANKARA, Sept 16 (Reuters) - Turkish authorities released writer Ismail Besikci from prison overnight after a recent amnesty law suspended the 79 years remaining on his sentences imposed for books, articles and speeches on the Kurdish problem.

State-run Anatolian news agency said Besikci, 62, was let out of Bursa prison late on Wednesday, benefiting from a press amnesty law approved at the beginning of the month. The law suspends the prison terms for three years.

"This postponement law, from the point of view of freedom of thought and of the press, is shameful," the agency quoted Besikci as saying on his release. "For three years you won't think, you won't write."

Sociologist Besikci has spent 18 years of his life in jail at different times. He was convicted on 52 separate charges for violating Turkey's tough laws on publishing articles deemed to support Kurdish separatism. As well as his lengthy jail terms, he was fined eight billion lira (\$17,500) for the offences.

Turkey, fighting a bitter war with Kurdish rebels in the mountains of the southeast, strictly bans education and broadcasting in Kurdish and restricts cultural expression for the country's some 12 million Kurds.

Ankara has often been criticised for violations of freedoms of speech and abuses of human rights, seen by a number of European countries as the main obstacle to it becoming a candidate for membership of the European Union.

+++++

Crackdown on freedom continues in Iran

DFN - Sept 14, 1999

(DFN) (September 14, 1999) In recent days, conservatives seem to be gaining the upper hand in the struggle to advance freedom and democracy in Iran.

Four leaders of the protests at Tehran University were reportedly sentenced to death. Several days earlier, a liberal newspaper re-opened after being closed for the third time.

Four leaders sentenced to death

Four leaders of student protests at Tehran University several months ago will be executed for their role in the demonstrations, according to a leading Iranian judge. Leaders of student protests are sentenced to death, and a liberal newspaper re-opens under a new name. In an article that appeared on September 12, Judge Gholamhossein Rahbarpour told the Iranian conservative daily Jomhuri-ye Eslami that the four were convicted their role in the July protests.

The demonstrations began on July 7, when students from Tehran University staged demonstrations to protest the banning of Salam. The ban was imposed one day after Salam published an article describing a former Iranian official's plan to introduce amendments to the Iranian Press Law that would restrict freedom of the press.

Six days of bloody rioting followed, leaving at least three people dead and dozens injured.

Rahbarpour also said that 1,000 suspects had been handed over to the Islamic Revolutionary Court, which was originally created to punish collaborators of the government that existed in Iran before the 1979 Islamic revolution.

Neshat returns as Akhbar

On September 4, authorities shut down the liberal newspaper Neshat after it published a controversial article calling for the abolition of the death penalty. The article was written by Hossein Baqerzadeh, a London-based human rights activist. The newspaper reopened on September 9 under the new name Akhbar-e-Eqtasad, or Economic News. Akhbar is the fourth name for the newspaper, which first appeared as Jameah shortly after the May 1997

election of reformist President Mohamed Khatami. In its previous three shutdowns, the paper was closed for printing controversial articles. The conservative newspaper Jebheh reported that it would donate 100 million rials (US\$33,000) for the revolutionary execution of Baqerzadeh if any ranking cleric issued a fatwa, or religious edict, against him for questioning fundamentalist Islamic principles.

Uncertain future

With several hundred student protestors still in custody and liberal and moderate newspapers facing threats from conservative clerics, the future of freedom in Iran looks grim. Several Iranian officials have indicated that those responsible for the bloody July demonstrations would be dealt with harshly.

Conservatives still control key Iranian institutions, including parliament. Reformers are hoping to gain control of parliament in next year's elections. After their victory in Iran's first municipal elections last February, many liberals believed an electoral victory in 2000 was imminent, but the crackdown on reformers shows that conservatives will not go quietly.

+++++

Turkey, Italy mend fences after rift over Ocalan

AFP - Sep 16, 1999

ANKARA, Sept 16 (AFP) - Turkey said Thursday that it had made up with NATO ally Italy after months of tension and a war of words over Rome's stance on Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan. "In our recent past, we had some problems, but we have overcome them," Turkish Foreign Minister Ismail Cem told a press conference here after meeting his Italian counterpart Lamberto Dini. "We will now pursue our relations onto new horizons."

"It is our common intention to open up our relations, especially in the political field," Dini agreed.

A bitter diplomatic feud erupted between Ankara and Rome when Italian authorities refused to extradite Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan, who remained in Rome from November 1998 to January 1999.

The dispute had repercussions on commercial ties, with angry Turks boycotting Italian goods and Ankara issuing oblique warnings to keep Italy out of lucrative tenders.

+++++

Iraq rails against US report

AFP - Sep 15, 1999

BAGHDAD, Sept 15 (AFP) - Iraq slammed as futile propaganda a US report blaming President Saddam Hussein for his people's sufferings as the permanent UN Security Council members met in London Wednesday to discuss sanctions against Iraq. Deputy Prime Minister Tareq Aziz said here that the US report is intended to keep the sanctions in place and pave the way for a new attack.

The report is really "the continuation of futile US propaganda which should not convince anyone ... because the US charges have been unmasked."

An Iraqi parliamentary official denounced the US report as a lie.

Khaled al-Duri, who heads parliament's committee on Arab and international relations, said the report was "only a pack of baseless lies and coincides with the London meeting" of the five permanent Security Council members.

Duri told Agence France-Presse that "this new US media campaign, which reminds us of the one that preceded the war" in 1991 in which Iraq was driven out of Kuwait, "is aimed at imposing a new UN resolution against Iraq."

"The Iraqi people cannot accept the British plan or any other plan which would not lead to the removal of the embargo." The United States is "heading toward new aggression under the pretext that Iraq does not respect the international resolutions," he added. On Monday, a US State Department report accused Saddam of being a war criminal chiefly responsible for the suffering of the Iraqi people by diverting humanitarian supplies intended to ease the effects of sanctions.

The US report defended the UN sanctions, which have been in place since the 1990 invasion of Kuwait, and warned that Iraq would revert to the production of weapons of mass destruction if the embargo was lifted. Officials of the permanent Security Council members -- Britain, China, France, Russia and the United States -- agreed in London Wednesday that their foreign ministers would meet next week on the sidelines of the UN general assembly in New York. "Progress was made," a British Foreign Office spokesman said. "Eventual success is not certain," he added.

20 Years After Revolution, Iranians Look for Economic Improvement

By Afshin Molavi
Washington Post Service

TEHRAN — Ali Abrishami, a fourth grade teacher, recently asked a group of students how they viewed their economic future in Iran. The responses were bleak. "I'm afraid of rising prices," one boy said. "I don't think I will find a job," said another. A third said simply, "I don't want to grow up."

These expressions of concern from a group of middle-class 10-year-olds reflect Iran's bitter economic reality: a stagnant economy, persistent inflation, high unemployment, a weak currency and low wages. And the concerns are not limited to schoolchildren.

Viewed from abroad, Iran often seems to be a country worried mostly about Islamic causes. But two decades after the shah fell and Ayatollah Ruhollah Khomeini set up an Islamic republic here, interviews and discussions with Iranians all over the country show a broad and intense desire for economic improvement.

Despite Iran's oil wealth, which brought in \$15 billion last year and accounts for 80 percent of the country's hard currency earnings, the economy has declined over the past 20 years. Economists blame the costs of the Iran-Iraq War of 1980-88, government mismanagement, a shaky oil market and international isolation. Unlike Iran's Arab neighbors across the Gulf, whose small populations ensure a high standard of living, Iran's population of 70 million strains the state-dominated economy.

The level of frustration is high, and political leaders have heard the message. President Mohammed Khatami regularly refers to the "sick" economy and pledges major reforms. Ayatollah Ali Khamenei, who took over from Ayatol-

lah Khomeini as supreme leader, always includes calls for economic rejuvenation in his speeches.

The Khatami administration is working on a reform plan to be presented to Parliament next year, pledging to privatize inefficient state-run industries, reduce red tape for the private sector, encourage foreign investment and boost nonoil exports. But Iranian economists say the task is daunting.

"We need major surgery to improve our economy," said Fariborz Raisdana, an economist and commentator in Tehran. "Unless the government is prepared to take radical steps, we will remain mired in our current state of stagflation."

The numbers are grim. Inflation is officially estimated at 20 percent, while wages are stagnant. Unemployment hovers at about 15 percent, and the country needs to create an estimated 1 million jobs a year to keep up with the growth of the population, half of which is under 21. Meanwhile, red tape chokes the private sector; inefficient, government-run factories stagnate; tough restrictions limit foreign investment; and business corruption rises.

"The problems are so deep that we will need a bulldozer to get through the mess," Mr. Raisdana said.

Government subsidies on basic foods and gasoline cushion some of the financial blows to the average Iranian, and a network of government- and mosque-based charitable organizations help the poor. Nevertheless, as the government debates how to reform the economy, the average Iranian struggles, often holding two or three jobs and sometimes resorting to underground or illegal economic activities to survive.

Ali Nikpur, a 25-year-old college graduate, is living on the economic edge.

His day begins at 7 A.M., buzzing through the clogged streets of Tehran in a worn, broken-down 1977 Iranian-made car, searching for paying passengers. By 9 A.M., he goes to work in a Tehran pharmacy, working until the afternoon. After a short rest, he is back on the streets, his car straining against the traffic and noise and heat.

"When I get home at night, I just stare at the wall," Mr. Nikpur said. "I am so tired and so frustrated that I can't even read or listen to the radio. I worry all the time about paying my bills. I don't think I will ever have enough money to get married. What kind of life is this?"

Other young Iranians, however, thrive in the wheel-and-deal environment created by what one economist called a "bazaar economy." The young trader with a cell phone, motorbike and pocket calculator has become a familiar figure.

Many well-connected businessmen have accumulated massive wealth over the years through real estate and currency speculation and trading, prompting criticism from economists, such as Bijan Khajepur. "Much of this wealth has been created by abusing the system," he said.

Mr. Khajepur, however, is more concerned with deterioration of the middle class. "In 18 of the past 20 years, the average middle-class family sold off assets, such as gold or carpets or property, in order to survive," he explained. "This is the most serious aspect of the economic crisis."

■ Fewer State Monopolies

Iran will end its state monopoly in several sectors of the economy, including communications, railroads, tobacco and the postal service, Mr. Khatami announced Wednesday, Agence France-Presse reported.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, SEPTEMBER 16, 1999

IRAQ SHELLS KURDISH VILLAGE IN NORTHERN IRAQ, ONE DEAD : PUK

ANKARA, Sept 15 (AFP) - Iraqi troops shelled a small Kurdish village in northern Iraq over the weekend, killing one man and and injuring another, a northern Iraqi Kurdish source here said Wednesday.

The shelling took place late Saturday in the village of Qingerian, in the Kifri district southwest of Suleymaniya, in territory controlled by the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), its Ankara representative Shazad Saib told AFP.

"It was a small shelling, in fact," Saib said. "It is not unusual: shelling by Iraqi forces or Iraqi jets buzzing villages are regular occurrences. It is Iraq's systematic policy."

The PUK, headed by Jalal Talabani, controls a portion of northern Iraq -- which slipped from Baghdad's control after the Gulf war -- along the Iranian border and is one the frontline with Iraqi government-controlled territory.

The PUK's rival, the Kurdistan Democratic Party (KDP) of Massoud Barzani, controls an area close to the Turkish border.

The two parties, which have been fighting for control of the mountainous region since 1991, last year signed a peace deal under US auspices to set up a transitional government and hold elections.

KURDISTAN DEMOCRATIC UNION MET WITH AMERICAN DELEGATION

Kurdish Media
Sep 17, 1999

SULAYMANIYE, Kurdistan (KM) - Kurdistan conservative Party Radio reported on Wednesday that an American delegation met with the representatives of Kurdistan Democratic United (KDU) parties on Tuesday.

The coalition of KDU parties was formed after the third round of civil wars in south Kurdistan in Iraq. It consists of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), Social Democrats party, Workers Party, Conservative Party and the Democrats. The coalition is formed to strengthen them against the coalition of groups under KDP.

The radio added on Wednesday that the meeting which was held on Tuesday lasted for 3 hours. The Washington Peace Accord, integrity of Iraq, and implementation of UN 986 and the future of Saddam were discussed with the American delegation.

Talabani, the secretary general of PUK, has recently proposed that the 7% minimum threshold in the Kurdish Parliament be removed. This will increase the chance of the smaller parties to join the parliament and bring forward a more democratic atmosphere to the Kurdistan parliament.

"A major source of concern in Kurdistan democratic process is that the two main parties in the Parliament have access to vast financial revenues compared to the other parties, and this puts the other smaller parties in a disadvantage." Commented a Kurdish analyst.

"The Kurdistan parliament should work on a mechanism to dedicate some funds for the MPs in the parliament and the parties competing in the election. This further reduces the influence of the outside states in the internal affairs of Kurdistan until the necessary democratic culture and its institutions are grown gradually in Kurdistan." Added the analyst.

TRADE THROUGH HABUR ON BUREAUCRATIC HOLD

SAADET ORUC
Ankara - Turkish Daily News
September 16, 1999

The transportation of Iraqi crude oil through the Habur border crossing is facing bureaucratic barriers, regional sources told the Turkish Daily News. As a result of red tape from local administrators in Silopi, in the district of Sirnak, more than 4,000 trucks are waiting in queues in Habur, in the Zakhu district of northern Iraq.

The Iraqi crude oil is being given to Turkey to pay off Iraqi debts to Turkish transporters.

"Local bodies are interfering in Habur. Not only bureaucrats, but gendarmerie, police, military officials and all authorities in the town are meddling in the work being done at the border," a businessman in Habur remarked to the TDN.

Top officials in Silopi however, told the TDN that a circular released by the Turkish Ministry of Finance has limited the amount of diesel which can be brought in from northern Iraq.

"Anything in excess of the limit is being confiscated by the Turkish Treasury. So, we can do nothing other than implement the Turkish regulations," said a top state official in Silopi, who asked not to be named.

"There is heavy traffic at the Habur border, all carrying diesel, fuel oil and crude oil. There are legal regulations for this traffic. The Finance Ministry circular limiting the diesel trade is one of these. A truck can only bring 550 liters of diesel from northern Iraq, and the rest of it is confiscated by the Treasury. On the other hand, the facilities constructed by the Turkish Petroleum Company (TPAO) started to function on Sept. 1," the top official in Silopi briefed the TDN in a telephone interview.

.....

Turk army says Kurd rebel pullout annual event

Reuters - 07:42 a.m. Sep 16, 1999 Eastern

ANKARA, Sept 16 (Reuters) - Turkey's army said on Thursday Kurdish rebels were trying to disguise their annual pullback to winter hideouts as a move to bring peace and said the only way to stop the fighting was for the rebels to lay down their arms. After being sentenced to death by a Turkish court for treason, Abdullah Ocalan ordered his Kurdistan Workers Party (PKK) guerrillas to withdraw from Turkey and halt their armed campaign for Kurdish self-rule.

The PKK say they are complying with the order, but reserve the right to self-defence.

"The withdrawal of some PKK militants to northern Iraq is an action the organisation carries out every year before winter," Anatolian news agency quoted a Turkish military report as saying.

"There is an attempt to present this year's change...as something different," it said. The PKK has mountain hideouts and stores in the mountains of the neighbouring Kurdish-held enclave of northern Iraq.

The PKK leadership says it has renounced a violent campaign for Kurdish self-rule that has cost more than 30,000 lives -- rebel, soldier and civilian -- since 1984. It aims to return to Turkey as a peaceful and legitimate political force.

But the Turkish General Staff said the only way to end the conflict was for the guerrillas to lay down their arms and surrender under a limited amnesty. "The sole condition for completely ending terrorism is for all terrorists to lay down their arms and surrender under the anti-terrorism law," the report said.

The army also promised to continue anti-rebel operations "with the same belief and conviction."

.....

Des prisonniers kurdes demandent à bénéficier de la loi d'amnistie



ANKARA, 18 sept (AFP) - 11h34 - Plus de 300 militants du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, séparatiste) ont demandé à bénéficier de la récente loi d'amnistie partielle, a affirmé samedi un quotidien turc.

Selon Cumhuriyet (centre-gauche) 342 rebelles du PKK détenus dans les prisons de Diyarbakir et Mardin (sud-est), ont déjà soumis leurs demandes et les responsables estiment qu'il y aura encore plus des requêtes dans ce sens dans les mois à venir.

Parmi les détenus souhaitant bénéficier de la loi d'amnistie, figure Semdin Sakik, un ancien assistant du leader du PKK Abdullah Ocalan, et son frère Arif, affirme Cumhuriyet. Les frères Sakik ont été condamnés à mort en mai pour haute trahison et une décision de leur procès en appel est en attente.

La loi adoptée fin août par le parlement prévoit une amnistie pour les rebelles kurdes prêts à se rendre à condition qu'ils n'aient pas participé à des combats contre les forces turques, et qu'ils aient révélé aux autorités turques des informations vitales pour combattre le PKK.

Toutefois, la loi, qui sera en vigueur pour six mois, exclut toute mesure de clémence pour les responsables du PKK de haut rang, dont Abdullah Ocalan, condamné à mort pour haute trahison, et les frères Sakik.

Cumhuriyet affirme qu'une commission qui sera formé par des responsables du ministère de l'Intérieur examinera les requêtes et décidera des bénéficiaires.

Dans un communiqué diffusé par ses avocats, après une visite à leur client sur l'île prison d'Imrali (ouest), Abdullah Ocalan a appelé vendredi le parlement turc à élargir cette loi de façon à ce qu'elle touche tous les militants de son parti. "Une amnistie générale doit être proclamée afin de réaliser la paix sociale et nationale", a-t-il souligné dans ce texte.

Ocalan a réaffirmé que le PKK était "sincère" dans son engagement de mettre un terme à la lutte armée, qu'il a menée dans le sud-est anatolien depuis 1984.



Abdullah Ocalan réclame une "amnistie totale" pour les militants du PKK

ISTANBUL, 17 sept (AFP) - 15h41 - Le chef rebelle kurde Abdullah Ocalan a appelé vendredi le parlement turc à élargir une amnistie partielle récemment adoptée, de façon à ce qu'elle touche tous les militants de son Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

"Le cadre de la loi d'amnistie doit être élargi. Une amnistie totale doit être adoptée pour une paix nationale et sociale", a déclaré le chef du PKK dans un communiqué diffusé par ses avocats, après une visite à leur client sur l'île prison d'Imrali (ouest de la Turquie).

"Le parlement (...) doit remplir sa tâche historique concernant cette question, l'une des plus fondamentales de la Turquie", a-t-il indiqué.

Une loi adoptée fin août par le parlement prévoit une amnistie pour les rebelles kurdes prêts à se rendre à condition qu'ils n'aient pas participé à des combats avec les forces turques, et elle exclut ses cadres dirigeants.

Ocalan a affirmé que le PKK était "sincère" dans son engagement de mettre un terme à la lutte armée. "Les activités du PKK ont diminué de 90%. Ceci montre combien le PKK est sincère dans ses déclarations", a-t-il précisé.

Le PKK a annoncé fin août qu'il allait retirer ses forces de Turquie, répondant à un appel de son chef, condamné à mort fin juin par la justice turque.

Le PKK a ensuite déclaré qu'il allait mettre fin à ses 15 ans de lutte armée en faveur d'un Etat kurde indépendant et se transformer en une organisation politique.

"D'importants préparatifs sont en cours pour éliminer l'atmosphère de conflit armé (...) Le PKK est prêt à faire les pas nécessaires pour entrer dans un cadre légal", a ajouté Ocalan.

L'armée turque a toutefois souligné que son retrait de Turquie était insuffisant pour mettre fin au conflit, qui a fait plus de 31.000 morts depuis 1984.

"Le retrait de quelques séparatistes kurdes du PKK dans le nord de l'Irak est une opération qui se répète tous les ans avant l'hiver", a déclaré jeudi l'état-major des armées turques dans un rapport consacré à la lutte contre le PKK.

"La différence cette année est que la date de retrait a été avancée et présentée autrement (...) Le retrait du territoire turc vers le nord de l'Irak ou autre part ne diminuera pas la menace", estime le rapport.



Un millier de manifestants kurdes défilent pour la libération d'Ocalan

STRASBOURG (France), 18 sept (AFP) - 15h40 - Un millier de manifestants, selon la police, dont quelque 650 femmes et enfants, ont manifesté samedi à Strasbourg (est) pour réclamer la libération du chef rebelle kurde Abdullah Ocalan, leader du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste).

Les manifestantes ont salué la création du Parti des femmes travailleurs du Kurdistan (PJKK), après l'arrestation d'Abdullah Ocalan, condamné à mort fin juin pour trahison et séparatisme par la justice turque.

Les femmes, vêtues de robes traditionnelles multicolores, ont manifesté dans le calme accompagnées de nombreux enfants dans des landaus. sous les banderolles réclamant la "liberté pour Ocalan", la "paix au Kurdistan", mais aussi une "solution politique pour Ocalan" et "Halte aux massacres".

Osman Ocalan, frère du chef du PKK et l'un des commandants du groupe, a annoncé mardi soir sur la chaîne de télévision pro-kurde Medya-TV qui émet de Bruxelles, que le PKK s'engageait à déposer les armes et à ne plus jamais recourir à la lutte armée.

Le gouvernement et l'armée turcs ont rejeté toute négociation avec le PKK et n'ont pas réagi à son appel ni aux déclarations de son frère.

Arrestation de Kurdes soupçonnés de préparer des attentats à Istanbul

ISTANBUL, 20 sept (AFP) - 16h49 - La police anti-terroriste d'Istanbul a annoncé lundi l'arrestation de quatre rebelles kurdes soupçonnés d'avoir préparé des attentats à la bombe en cas d'exécution de leur chef Abdullah Ocalan.

Trois suspects ont été arrêtés après une descente de police dans une cache dans le quartier de Bagcilar (partie européenne) à Istanbul, et un quatrième dans la province de Tunceli (sud-est), a indiqué l'agence Anatolie.

Les attaques à la bombe devaient être perpétrées en cas de confirmation de la sentence de mort rendue contre Ocalan, chef du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), pour trahison et séparatisme.

La sentence doit être examinée par la cour de Cassation le 7 octobre. Si elle est confirmée, le parlement devra se prononcer.

La police a saisi des plans indiquant comment construire un explosif et plusieurs éléments de fabrication autrichienne permettant d'assembler un système d'allumage à distance, et des bombes.

D'après le communiqué de la police, l'un des suspects a été entraîné dans un camp à l'étranger avant d'être envoyé en Turquie pour mener des attaques.

Basé à Diyarbakir (sud-est), il avait été blessé lors d'une escarmouche avec les forces de sécurité turques et s'était replié à Istanbul pour y être soigné et poursuivre ses activités.

Une série d'attentats à la bombe a été perpétrée dans les semaines qui ont suivi l'arrestation d'Ocalan mi-février.

Sept séparatistes kurdes tués lors d'affrontements avec l'armée turque



DIYARBAKIR (Turquie), 19 Sept (AFP) - 10h31 - Sept rebelles séparatistes kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués lors d'affrontements avec l'armée kurde dans le sud-est anatolien, ont rapporté dimanche des sources de sécurité.

Selon des responsables militaires au quartier-général de l'armée turque à Diyarbakir, les combats ont éclaté lors d'une opération de routine dans les provinces rurales de Diyarbakir, Hakkari et Batman (sud-est) et dans la province de Bitlis (est).

Deux rebelles du PKK ont également été capturés, selon les mêmes sources qui n'ont pas précisé la date de cet engagement ni les pertes de l'armée.

Plus de 31.000 personnes ont été tuées depuis que le PKK, dont le leader Abdullah Ocalan est emprisonné et condamné à la peine de mort, a pris les armes en 1984.

En août, le mouvement avait annoncé son retrait de Turquie et son intention de déposer les armes à la suite d'un appel de son chef à rechercher une solution démocratique au conflit en cours depuis 15 ans.

Abdullah Ocalan, condamné à mort par la justice turque le 29 juin attend dans une prison de haute sécurité du nord-ouest du pays que son appel soit examiné.

Onze immigrés clandestins kurdes expulsés de Croatie

ZAGREB, 22 sept (AFP) - 16h11 - Onze immigrés clandestins kurdes, originaires de Turquie, ont été expulsés de Croatie après leur arrestation près de Vrgorac (100 km au sud de Split) non loin de la frontière avec la Bosnie, a indiqué mercredi la police citée par l'agence Hina.

Les Kurdes ont été interpellés mardi après-midi alors qu'ils circulaient à bord d'un fourgon immatriculé en Bosnie, a précisé la police.

Les immigrés clandestins étaient arrivés le 19 septembre d'Istanbul à Sarajevo, d'où ils ont été ensuite transférés, via Mostar (sud de la Bosnie), en Croatie par un passeur, selon cette source.

Abdullah Ocalan appelle un groupe du PKK à se rendre



ISTANBUL, 22 sept (AFP) - 14h48 - Le chef rebelle kurde Abdullah Ocalan a implicitement appelé un groupe de son Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) à se rendre aux forces turques pour démontrer la sincérité de son engagement à mettre fin à la lutte armée.

"J'appelle un groupe du PKK à se rendre avec ses armes et à rejoindre la République démocratique en signe de bonne volonté pour prouver que le PKK n'est pas opposé aux efforts démocratiques", a déclaré le chef du PKK dans un communiqué daté de lundi et diffusé mercredi par ses avocats, après une visite à leur client sur l'île prison d'Imrali (ouest).

"Cet effort que fera le PKK (...) pour démontrer que sa décision de mettre fin à la lutte armée est sincère (...) est un pas symbolique pour la paix et une solution démocratique", a-t-il précisé.

Abdullah Ocalan appelle le PKK à une reddition partielle "symbolique"



ISTANBUL, 22 sept (AFP) - 17h21 - Le chef rebelle kurde Abdullah Ocalan a implicitement appelé un groupe de son Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) à se rendre aux forces turques pour démontrer la sincérité de son engagement à mettre fin à la lutte armée.

"J'appelle un groupe du PKK à se rendre avec ses armes et à rejoindre la République démocratique en signe de bonne volonté pour prouver que le PKK n'est pas opposé aux efforts démocratiques", a déclaré le chef du PKK, dans un communiqué diffusé mercredi par ses avocats après une visite à leur client sur l'île prison d'Imrali (ouest).

"Cet effort que fera le PKK (...) pour démontrer que sa décision de mettre fin à la lutte armée est sincère (...) est un pas symbolique pour la paix et une solution démocratique", a-t-il précisé.

Le PKK a annoncé fin août qu'il allait retirer ses forces de Turquie, répondant à un appel de son chef, condamné à mort fin juin par la justice turque pour trahison et séparatisme.

Le PKK a ensuite déclaré qu'il allait mettre fin à ses 15 ans de lutte armée pour un Etat kurde indépendant et se transformer en organisation politique.

Ocalan n'avait jusqu'ici lancé aucun appel à une reddition, implicite ou explicite, à ses rebelles.

Toutefois, Dogan Erbas, l'un de ses avocats, a indiqué à l'AFP que la déclaration de son client n'était pas nécessairement un appel à une reddition.

"Le retour de membres du PKK en Turquie est un pas pour encourager l'Etat turc à élargir la portée de la loi d'amnistie afin qu'elle couvre également les militants du PKK", a-t-il notamment précisé.

"Une fois la loi d'amnistie modifiée, tous les membres du PKK rentreront en Turquie", a ajouté Me Erbas.

Les militants du PKK qui reviendront en Turquie "ne se rendront pas comme des criminels, mais pour faire une déclaration politique", a-t-on indiqué de source proche du PKK.

Une loi d'amnistie adoptée par le parlement turc fin août exclut spécifiquement les auteurs de crimes commis contre l'Etat, et donc les rebelles du PKK.

Le président Suleyman Demirel a opposé son veto à cette loi le 1er septembre. Elle doit être débattue une nouvelle fois après la rentrée parlementaire le 1er octobre. Mais aucun changement ne devrait intervenir dans les dispositions concernant les crimes contre l'Etat.

Une autre loi adoptée fin août par le parlement prévoit une amnistie pour les rebelles kurdes prêts à se rendre, à condition qu'ils n'aient pas participé à des combats contre les forces turques, et elle exclut ses cadres dirigeants.

L'armée turque avait souligné que le retrait du PKK de Turquie était insuffisant pour mettre fin au conflit, qui a fait plus de 31.000 morts depuis 1984.

"Le retrait de séparatistes du PKK dans le nord de l'Irak est une opération qui se répète tous les ans avant l'hiver (...) La différence cette année est que la date de retrait a été avancée et présentée autrement", avait déclaré l'état-major des armées, appelant purement et simplement les rebelles du PKK à se rendre.

Ce dernier appel d'Ocalan apparaît comme une réponse à l'armée et une tentative de lancer la balle dans son camp, dans le dialogue que l'organisation tente d'établir avec elle, estiment les analystes.

Deux avocats d'Abdullah Ocalan élus à la direction d'un parti pro-kurde



ANKARA, 22 sept (AFP) - 17h44 - Deux avocats du chef rebelle kurde Abdullah Ocalan ont été récemment élus à la direction du parti pro-kurde de la démocratie du peuple (HADEP), menacé d'interdiction par la justice turque, a indiqué mercredi un communiqué du parti.

Niyazi Bulgan et Mahmut Sakar, défenseurs du chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), ont été élus respectivement aux postes de vice-président et de secrétaire général de ce parti dimanche dernier.

Ahmet Turan Demir, président par intérim et secrétaire général du parti, a été élu président du parti, en remplacement de Murat Bozlak, interdit d'activités politiques pour au moins trois ans après une condamnation à un an de prison pour séparatisme.

M. Bozlak, avec 15 autres membres du HADEP, avait été libéré de prison en juillet après avoir été emprisonné pendant huit mois pour soutien au PKK.

Le HADEP fait l'objet depuis fin janvier d'une procédure d'interdiction pour "liens organiques" avec le PKK, lancée par le procureur de la Cour de cassation Vural Savas.

Plusieurs membres du HADEP ont déjà été condamnés par des tribunaux pour liens présumés avec le PKK, dont la rébellion armée déclenchée en 1984 dans le Sud-Est à majorité kurde pour y créer un Etat kurde indépendant a fait près de 31.000 morts.

Le HADEP a remporté en avril plusieurs mairies dans l'Est et le Sud-Est, dont celle de la plus grande ville de la région, Diyarbakir, ainsi que Van, Agri, Siirt, Hakkari, Batman et Bingol.

Ocalan, condamné à mort pour trahison et séparatisme, a implicitement appelé un groupe du PKK à se rendre aux forces turques pour démontrer la sincérité de son engagement à mettre fin à la lutte armée, dans un communiqué diffusé mercredi par ses avocats.

Le PKK a annoncé fin août qu'il allait retirer ses forces de Turquie, répondant à un appel de son chef.

Il a ensuite déclaré qu'il allait mettre fin à ses 15 ans de lutte armée pour un Etat kurde indépendant et se transformer en organisation politique.

UN Headquarters to witness rift between Baghdad and Iraqi opposition

- The representatives of the Iraqi opposition will be given a photo opportunity and a brief audience with U.S. President Bill Clinton in New York since the Iraqi opposition is considered the real representative of the Iraqi people
-

SAADET ORUC

Ankara - Turkish Daily News

==September 20, 1999

The U.N. General Assembly is expected to witness the widening of the longstanding rift between the Iraqi opposition and the central Iraqi government in Baghdad when the Iraqi opposition groups are welcomed in New York with the red-carpet treatment.

The Iraqi opposition -- including Iraqi Kurdish groups the Kurdistan Democratic Party (KDP), led by Massoud Barzani, and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), led by Jalal Talabani -- will take part in the opening session of the General Assembly. They will be "representing Iraqi people" and will be received by U.N. Secretary-General Kofi Annan and U.S. Secretary of State Madeleine Albright.

The representatives of the Iraqi opposition will be permitted a photo opportunity and a short audience with U.S. President Bill Clinton, reliable sources told the Turkish Daily News. While the Iraqi opposition will be treated as the new representative of the Iraqi people during the U.N. meeting, Iraq will give priority to Arab diplomacy, sources said.

Talabani himself is to represent his PUK organization in New York, while the KDP is to be represented by leading party member Nechirvan Barzani, son of Massoud Barzani, and is to be accompanied by the KDP's Hossayn Zebari, who was in Ankara two days ago.

In New York, the Iraqi opposition will be represented by Ahmet Chalabi of the Iraqi National Congress (INC), delegates from the Supreme Council of Islamic Revolution in Iraq (SCIRI), Muzaffer Arslan of the Turkomans and Sharif Hussein, a leading name within the Iraqi opposition.

US diplomats in charge

Recently U.S. diplomats had a series of meetings with the Iraqi opposition. At a meeting in London with the opposition groups, senior U.S. officials debated the future of the Iraqi people. Afterward, during a four-day tour of northern Iraq, diplomats from the U.S. State Department and the U.S. Embassy in Ankara met with leaders of the PUK and the KDP. The U.S. officials left northern Iraq last Friday.

Ecevit's Washington visit

Meanwhile, Iraq is closely following the developments related to the visit being paid by Prime Minister Bulent Ecevit to Washington. Iraq expects Ecevit to debate the implementation of Article 50 of the U.N. charter with U.S. and U.N. officials.

"The Undersecretariat of Foreign Trade [DTM] and Turkish Foreign Ministry accelerated efforts for Article 50. The increase in the volume of Turkish imports from Iraq is on the agenda," Iraqi sources said.

However, signals from the Clinton administration run counter to Iraqi expectations. Washington does not give priority to Iraqi affairs in debates with the head of the Turkish government since it does not want to cast a shadow over the new atmosphere of Turkish-American relations.

Iraqi diplomats in Ankara told the TDN that the relief provided by Baghdad to Turkey after the earthquake, \$10 million-worth of Iraqi crude oil, improved relations between Ankara and Baghdad.



Iraq Balking At UN Plans For System to Inspect Arms

By Douglas Jehl
New York Times Service

BAGHDAD — In a statement and in remarks by a senior official, the government of President Saddam Hussein has indicated that it is unwilling to go along with even the most generous of several proposals aimed at establishing a new UN weapons-inspection system.

The tough stance complicates efforts by the UN Security Council's five permanent members to agree on a plan to entice Iraq to allow renewed inspections of its weapons programs.

Speaking this week, more than 10 months after the last weapons inspectors left Iraq, Tariq Aziz, Iraq's deputy prime minister, warned that any plan that might emerge from the ongoing discussions might at best subject Iraq to "bad compromises."

"What we need is a serious easing of sanctions or a complete lifting of sanctions, and this has not been done," Mr. Aziz said.

He said he believed that not even proposals being floated by France and Russia, Iraq's closest friends on the Se-

curity Council, could satisfy that Iraqi demand.

Iraq has not yet played a part in the discussions, which began last week in London and will continue in New York this week around the opening session of the UN General Assembly.

Even so, the message from the Iraqi government Monday suggested that Iraq may see itself in a position of strength as American concerns about Baghdad's weapons programs are overshadowed by weariness elsewhere over nine years of economic sanctions against Iraq.

A statement issued after a meeting of the Revolutionary Command Council, of which Mr. Saddam is chairman, warned that any proposal that did not grant Iraq its demands would "definitely be rejected."

At least according to published reports, the plans offered by France and Russia would go a long way toward satisfying Iraqi concerns. In return for Baghdad's agreement to new inspections, those reports have said, France and Russia have proposed that most or all sanctions against Iraq be lifted immediately.

Those sanctions, which include a strict economic embargo, were imposed after Iraq's invasion of Kuwait in 1990 and have been kept in place ever since despite protests from the Baghdad government that they should have been lifted long ago. The Gulf War in early 1991 ended the Iraqi occupation of Kuwait.

But, without offering a clear explanation, Mr. Aziz said he feared that even the French and Russian proposals might prove to be nothing more than "sugar-coated."

He dismissed as "hostile to Iraq" a

plan backed by Britain with the apparent support of the United States. That plan would offer Iraq limited relief from sanctions as a reward for agreeing to allow entry to weapons-inspections teams.

■ Reporter Wounded in Air Raid

A Swedish journalist was slightly wounded Tuesday in southern Iraq when a missile apparently fired by a Western warplane landed within 45 meters of the car in which he was riding with a colleague and two Iraqi guides, The New York Times reported from Baghdad.

The journalist, Jan Arell of the Gothenberg Post, said that the attack had been preceded by sounds of nearby Iraqi anti-aircraft fire and that he had earlier witnessed explosions apparently caused by munitions dropped from Western planes.

In the United States, American military spokesmen confirmed that American and British warplanes had been in action over southern Iraq early Tuesday afternoon, about the time that Mr. Arell was wounded.

The U.S. Central Command said the aircraft had been attacking Iraqi radar sites in response to what it said had been a series of Iraqi violations of the no-flight zone in southern Iraq.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

SEPTEMBER 22, 1999

KURD REBLES TO SEND «PEACE» GROUP TO TURKEY

Reuters - Sept. 23, 1999

By Daren Butler

ISTANBUL, Sept 23 (Reuters) - Kurdish guerrillas said on Thursday they would send a group to Turkey to seek a peaceful solution to their conflict with the Turkish state, in line with a call by condemned leader Abdullah Ocalan.

"We are sending a peace and democratic solution group to Turkey with letters by our central committee to the Turkish Republic authorities," the Kurdistan Workers Party (PKK) leadership said in a statement faxed to Reuters.

Ocalan, under a death sentence in a Turkish jail, called on Wednesday for a group of rebels to surrender with their weapons to Turkish authorities to show their commitment to peace after 15 years of conflict in which more than 30,000 people have died.

He had previously asked his guerrillas to stop fighting and leave the country, but stopped short of asking them to surrender their weapons. The rebels, at large in the mountains of southeast Turkey and northern Iraq, said they were complying with his orders but would continue to fight in self-defence.

The Turkish military has said the rebel pullout is only a routine annual withdrawal and vowed to continue its fight against the guerrillas.

Turkish Prime Minister Bulent Ecevit said on Thursday he would welcome a guerrilla surrender.

"If the armed militants in the mountains deliver themselves to justice, we would regard that as a positive development," Ecevit was quoted as telling reporters by Anatolian news agency.

He said the guerrillas would be met with tolerance. An amnesty bill passed by parliament last month only grants pardons to rebels who have not taken part in armed attacks.

Ocalan was sentenced to death by a Turkish court in June for orchestrating the PKK's fight for self-rule in the mainly Kurdish southeast of the country.

The rebel leader is being held on a top security prison island awaiting an appeals court verdict on his death sentence. If the penalty is upheld, parliament and the president must rule on the verdict.

Turkey dismissed his calls for peace and an end to the conflict during the trial as a bid to save his own neck.

PKK CALLS ONN TURKEY TO WELCOME KURDISH REBELS

Reuters - Sept. 24, 1999

ISTANBUL, Sept 24 (Reuters) - Kurdish rebels called on Turkey on Friday to welcome a group of guerrillas who will be sent to Turkey as a goodwill gesture showing their commitment to peace.

The Kurdistan Workers Party (PKK) agreed this week to comply with a call by condemned leader Abdullah Ocalan for a group of rebels to surrender to Turkey with their arms.

Ocalan previously had called on his rebels to abandon a 15-year armed struggle for self-rule in the mainly Kurdish southeast and leave Turkey, but stopped short of asking them to surrender their weapons.

The PKK's suggested welcome is likely to be laughed at by the Turkish establishment, which has so far refused to deal with a group which it calls "terrorist."

"At the very least there should be some kind of welcome, or some clearing the way for the group for this step to be successful," said Duran Kalkan, a top PKK commander, in a statement faxed to Reuters by the Kurdish DEM news agency.

The PKK has so far fallen in line with all of Ocalan's demands, made from an isolation island prison. The rebel chief was sentenced to death by a Turkish court in June for his part in the 15-year conflict, which has killed more than 30,000 people.

``We believe all of Turkey's people will show interest in this group, will become one with them and support all of its work,'' said Kalkan.

Turkish Prime Minister Bulent Ecevit said he would welcome a guerrilla surrender but that the rebels would be subject to legal prosecution. An amnesty bill passed by parliament last month only grants reprieves to militants who have not taken part in armed attacks.

``We believe that these (Ecevit's) positive statements will be translated into practical terms at the highest political level,'' said Kalkan.

Ocalan's peace plea gets mixed response

23 Sep 1999 United Press International

ANKARA, Turkey, Sept.23 (UPI) -- The call of the jailed Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan to his rebels to surrender has received mixed responses Thursday both at home and abroad.

Turkish Prime Minister Bulent Ecevit told reporters in Ankara, ``It is a positive development.''

Ocalan, leader of the Kurdistan Workers Party (PKK), asked of his followers through his lawyers that ``a group of them should hand themselves in with their arms as a display of good will.''

Attorney Hatice Korkut read out a statement from Ocalan Wednesday in which he said a group of rebels coming to Turkey to surrender ``would prove the sincerity of an earlier call to the guerillas to permanently hold their armed struggle against Turkey.''

Another positive response arrived from Brussels, where the PKK's so-called Presidential Council issued a statement saying that it agreed to their leader's call. The statement said a group of PKK rebels would soon come to Turkey carrying a letter addressed to some Turkish leaders, the private NTV said, quoting the Council's statement.

``If they surrender, the rebels would get every kind of tolerance within the legal framework,'' Ecevit said.

Meanwhile, certain groups within the PKK expressed displeasure with Ocalan's call. Cemil Bayik, one of the influential members of the PKK termed the call a ``wrong tactic,'' while Ayfer Kaya, a woman militant once close to Ocalan also expressed her objection, NTV said.

At home, Professor Mumtaz Soysal, former foreign minister, said Ocalan's call was an ``international plot'' cooked up by certain groups which have been supporting the PKK for years.

KURDISH REBEL CHIEF OCALAN URGES PARTIAL SURRENDER

Reuters - Sept. 22, 1999

By Pelin Turgut

ISTANBUL, Sept 22 - Condemned Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan called on Wednesday for some of his Kurdistan Workers Party (PKK) guerrillas to lay down their arms and surrender to Turkey to show they were serious about peace.

"As there is no longer an obstacle to democratic steps,...I call on one PKK group to come to Turkey with their arms as an expression of goodwill," Ocalan said in a statement faxed to Reuters by his lawyers.

He did not mention how big the group should be.

"This would be a symbolic step for the PKK in the name of peace and a democratic solution," said Ocalan.

Previously Ocalan had called on his rebels to stop fighting and leave the country, but fell short of asking the guerrilla group he formed in 1978 to surrender its weapons.

PKK commanders still at large in the mountains of southeast Turkey and northern Iraq have said they are complying with Ocalan's earlier orders, but have reserved the right to self-defence.

Turkey's powerful army has said it is deeply suspicious of the rebel group's pullout claim and has vowed to fight on. Intermittent clashes have continued in the rugged countryside of the mainly Kurdish southeast.

"This step is quite important in terms of proving that the decision to end the armed struggle is not just words," said Ocalan, who is the sole inmate at a top security island jail.

Turkish security officials who believe they have the upper hand in the fight against the PKK said they wanted to see the rebels' next move.

"We have to wait and see. Exactly where or when they are to surrender is unclear," said one official who declined to be named. "Whether they will come from northern Iraq, or inside Turkey, no one knows."

Senior military officials in the southeast have said only top commanders had withdrawn while the PKK has said a full pullout could take until the new year due to ongoing military operations and the huge distances between remote guerrilla units and any border.

Ocalan was sentenced to death for his part in the 15-year-old conflict in which more than 30,000 people have died. His case is now at the appeals stage.

During his trial, the 51-year-old rebel chief sought to portray himself as a peacemaker capable of bringing his guerrillas down from the mountains in exchange for vaguely defined cultural rights.

Ocalan later called on parliament to pass an amnesty bill allowing PKK militants to surrender without fear of lengthy legal reprisal.

If the death verdict against him is upheld, both parliament and the president must approve the sentence for it to be carried out. Turkey's western allies have made clear they would not like to see Ocalan hanged.

IRAQ CONDEMNS U.S. MEETING WITH KURDS IN NORTH

Reuters - Sept. 23, 1999

BAGHDAD, Sept 23 (Reuters) - The Iraqi government condemned on Thursday a visit to northern Iraq by U.S. officials and said their meetings with Kurdish leaders there were irresponsible interference in Iraqi affairs.

The Iraqi News Agency INA quoted a Foreign Ministry spokesman saying it had heard that "diplomats from the U.S. State Department and from the American Embassy in Ankara infiltrated into the north of Iraq on September 12, 1999, and met leaders of the Kurdish groups for four days."

"The government of the Republic of Iraq reasserts its strong condemnation to this irresponsible American behaviour which is part of a series of aggressions and flagrant interferences into Iraq's internal affairs," the spokesman said.

U.S. sources confirmed that two U.S. diplomats travelled to northern Iraq in mid-September for talks on reconciliation between the (Kurdish) parties there and the humanitarian situation.

The Iraqi spokesman expressed regret that the U.S. diplomats entered the country from Turkey and accused Turkey of acting in contradiction to its professions of respect for Iraq's sovereignty.

Two squabbling Iraqi Kurdish parties which between them control northern Iraq reaffirmed their commitment last week to a Washington-sponsored peace deal they signed a year ago.

Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) of Jalal Talabani promised to implement the agreement signed last September 17 which has so far done little to improve cooperation between them.

The pact was intended to end years of intermittent clashes between the two parties and move them towards sharing power and revenues in the mountainous enclave outside Baghdad's control since the 1991 Gulf War.

The United States wants a united north Iraq as a bulwark against the Baghdad government of President Saddam Hussein.

Northern Iraq is shielded from attack by Baghdad by U.S. and British warplanes which patrol the Kurdish-held zone and a slice of Baghdad-controlled territory above the 36th parallel.

TEHRAN SLAMS «FOREIGN» TROOPS IN GULF ON ANNIVERSARY OF IRAN-IRAQ WAR

AFP - Sept. 22, 1999

TEHRAN, Sept 22 (AFP) - Reformist President Mohammad Khatami slammed the "foreign" military presence in the Gulf Wednesday as Iran commemorated its bloody eight-year war with Iraq but troops at the anniversary parade failed to perform the traditional trampling of US and Israeli flags. Commanders paraded an array of military hardware including two new surface-to-surface missiles, but Khatami insisted that Iran's efforts to develop its own military industries were "a factor for stability and security in the region."

"We not only do not need a foreign presence to establish security in the region, but consider it the root cause of disputes and confrontations," Khatami said in his address to the annual parade in Tehran's Freedom Square marking the anniversary of the start of the war on September 22, 1980.

"Foreigners do not seek the security of regional countries, and this very imposed war (the Iran-Iraq war) and others in various corners of the world are the result of the illegitimate presence of big powers," the president said in a clear reference to US and British bases in Bahrain, Kuwait and Saudi Arabia.

Khatami stressed that Iran's development of its military industries was no threat to any of its neighbours and was intended to meet external threats not to suppress the Iranian people.

Iran's armed forces are "the vanguard of security and stability in the region," Khatami said, adding that Tehran hoped to start weapons exports to "friendly countries" soon as well as meeting all its own needs.

Commanders displayed two new surface-to-surface missiles -- the Zaylzal and the Shahab-3 -- to the sound of martial music played by a military band.

It was the first time that Iran had shown the Zaylzal missile and officials have yet to give any information about its range or other technical specifications.

Announcing the weapons to be displayed on Sunday, Brigadier Gholamhossein Gheibpour said only that the missile had been developed by the elite

Revolutionary Guards "after four and a half years of research and without any foreign assistance."

Iran first announced that it had successfully tested the Shahab-3 in July last year sparking intense concern in Israel and the United States.

The missile has a range of 1,300 kilometers (800 miles) sufficient to reach targets in Iran's archenemy Israel.

For the first time since the annual anniversary parades began in 1990, Iranian troops did not trample Israeli and US flags.

Air-raid sirens sounded across Iran at 2:15 p.m. (0945 GMT) the exact hour that Iraqi warplanes bombarded Iran 19 years ago, setting off a conflict that left hundreds of thousands dead and maimed on both sides.

The sirens marked the official start of "Sacred Defence Week," seven days of prayers and military parades dedicated to remembering the war.

But from the families of the "martyrs" who make pilgrimages to Iran's countless military cemeteries to mourn their dead to the thousands of disabled still seen hobbling the pavements, few have ever forgotten it.

Iran and Iraq have yet to sign a peace treaty and, despite an ostensible warming of ties, the two remain at odds over the return of prisoners of war and diplomatic relations remain at the level of charge d'affaires.

Iran's newspapers regularly lash out at Iraqi President Saddam Hussein, blaming him for the continuing suffering of the Iraqi people by bringing on the UN sanctions still in place over Baghdad's 1990 invasion of Kuwait.

The English-language Kayhan International on Wednesday called for a speedy return of Iran's POWs.

"We do not expect Saddam Hussein to turn humanitarian overnight and release the few thousand Iranian detainees still lingering in his dungeons when he is holding an entire nation of Iraqi Moslems hostage under the most miserable conditions for the past 20 years," it said.

"Nonetheless, as a nation which enacted epics during the eight years of Sacred Defence to singlehandedly defeat the better armed and better supplied aggressor, we want our captive citizens home without much delay," the paper said.

The paper called on the UN to see to it that Iraq's ruling Baath party pays for "all the destruction he (Saddam Hussein) caused to the Iraqi and Iranian Moslems."



Le PKK annonce une reddition "symbolique" après l'appel d'Ocalan

ANKARA, 23 sept (AFP) - 14h35 - Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a annoncé jeudi qu'il enverrait en Turquie un groupe de militants avec un message de paix pour les autorités, suivant ainsi l'appel à une reddition "symbolique" de son chef Abdullah Ocalan.

"Nous enverrons un groupe pour la paix et la démocratie, porteur de lettres du comité central (du PKK) pour les autorités de la République turque, suivant l'appel du président Abdullah Ocalan", a déclaré le Conseil de commandement du PKK dans un communiqué diffusé par l'agence DEM, reçue à Ankara.

Le Conseil ne précise ni quand, ni d'où viendrait ce groupe de militants.

"Nous espérons que cette mesure marquera une étape importante dans le règlement de nos problèmes, en paix avec l'Etat et l'opinion publique turcs et de façon démocratique", ajoute le communiqué.

Abdullah Ocalan a appelé à une reddition partielle "symbolique" du PKK en demandant qu'un groupe de militants se rende aux autorités turques, pour prouver la sincérité de son engagement à mettre fin à la lutte armée qu'il a entamée il y a 15 ans, dans un communiqué diffusé mercredi par ses avocats.

"J'appelle un groupe du PKK à se rendre avec ses armes et à rejoindre la République démocratique en signe de bonne volonté pour prouver que le PKK n'est pas opposé aux efforts démocratiques", avait-il déclaré.

Son appel a été salué jeudi par le Premier ministre turc Bülent Ecevit, qui a qualifié de "positive" une reddition des rebelles.

"Si les militants armés dans la montagne abandonnaient les armes et se rendaient à la justice, ce serait un développement positif", a déclaré M. Ecevit à la presse, soulignant qu'ils bénéficieraient de la "tolérance" des forces turques.

"Nous encourageons déjà cela (NDLR: une reddition)", a-t-il ajouté, rappelant l'adoption récente d'une loi sur les repentis.

Cette loi prévoit une amnistie pour les rebelles à condition qu'ils n'aient pas participé à une action armée contre les forces turques, ne soient pas des dirigeants de haut rang, et livrent des informations décisives sur le PKK.

Le PKK a entamé le mois dernier un retrait de Turquie, puis annoncé qu'il mettait fin à sa lutte armée pour se transformer en organisation politique.

Le Conseil de commandement a réitéré cet engagement.

"Notre parti a indiqué dans ses communiqués qu'il n'avait pas l'intention de recommencer la guerre et qu'il était déterminé à régler tous les problèmes de façon pacifique", a-t-il souligné.

Le PKK, créé en 1978 par Abdullah Ocalan, a déclenché en 1984 une rébellion armée en vue d'instaurer un Etat kurde indépendant dans le sud-est anatolien à majorité kurde. Les violences liées à cette rébellion ont fait quelque 31.000 morts.

Ocalan a été capturé en février au Kenya et ramené en Turquie pour y être jugé. Il a été condamné à mort fin juin pour trahison et séparatisme. La cour de cassation doit examiner en octobre la sentence.

vendredi 24 septembre 1999,

Affaire Öcalan - Le Conseil de l'Europe crée une commission

STRASBOURG, 24 septembre - Le bureau de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a décidé vendredi de créer une commission "ad hoc" pour suivre les futurs développements du procès Öcalan.

Cette commission, qui sera présidée par le président de l'assemblée, Lord Russell-Johnston, un Britannique libéral, prendra le relais de la commission ad hoc précédemment constituée pour suivre le déroulement du procès lui-même.

Celui-ci s'est déroulé devant la cour de sûreté turque, sur l'île d'Imrali, du 31 mai au 29 juin.

Dans un rapport adopté le 3 septembre, la commission parlementaire avait estimé que le procès du leader séparatiste kurde avait été "conforme au droit turc" mais plus politique que judiciaire.

Les parlementaires exprimaient leur préoccupation concernant la condamnation d'Abdullah Öcalan à la peine capitale, une peine dont le Conseil de l'Europe demande l'abolition.

La condamnation du chef du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) fait actuellement l'objet d'un recours devant la Cour suprême. /GR/EJ

REUTERS

Dizayee: We invited Turkish MPs to refute claims over N. Iraq

Ankara - Turkish Daily News 25 September, 1999, Copyright © Turkish Daily News

Safeen Dizayee, the representative of the Kurdistan Democratic Party (KDP) in Ankara, declared that the visit paid by a group of Turkish parliamentarians was organized by his party to refute the claims that a Kurdish state is being established in northern Iraq.

"We have been uneasy over the claims that an independent state is being established in our area. We invited the Turkish deputies to let them see the reality with their own eyes," Dizayee said.

Six deputies from the Motherland Party (ANAP), Virtue Party (FP) and Democratic Left Party (DSP) went to the KDP-controlled area in northern Iraq on Thursday.

Dizayee said that 4 million people live in northern Iraq and asserted that the establishment of a police organization to maintain stability in the region is very natural.

The KDP representative also invited journalists to see the area so that they could better understand the reality of the situation and convey a more accurate picture to the public.

The six deputies who are visiting northern Iraq at the invitation of KDP leader Massoud Barzani include Hasim Hasimi of the FP, Sabgetullah Seydaoglu of ANAP, Nurettin Dibek of ANAP, Macit Piruzbeyoglu of ANAP, Mustafa Kemal Tugmaner of the DSP and Mir Dengir Firat of the FP. All six parliamentarians are from cities in southeastern Turkey.

Le Parlement kurde en exil rejoint le Congrès national du Kurdistan



BRUXELLES, 26 sept (AFP) - 19h20 - Le Parlement kurde en exil (PKE), basé à Bruxelles, a décidé dimanche de rejoindre le Congrès national du Kurdistan (CNK) créé en mai dernier, a-t-on appris auprès de l'un de ses responsables.

La proposition de rejoindre le CNK a été adoptée à une forte majorité par le PKE réuni à Bruxelles en assemblée générale, a indiqué ce responsable.

Créé le 12 avril 1995 à La Haye, le PKE est considéré par Ankara comme l'émanation en Europe du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes de Turquie), dont le chef Abdullah Ocalan a été condamné à mort le 28 juin par un tribunal turc.

Le regroupement au sein du Congrès national du Kurdistan était l'un des objectifs du PKE et figurait explicitement dans ses statuts depuis sa création en 1995, a-t-on souligné au Parlement kurde.

Le PKE avait mis en place en 1997 un comité préparatif à la création du Congrès national, qui a entrepris des consultations avec des représentants des partis politiques kurdes, des associations culturelles et des personnalités. La création du CNK a été officiellement proclamée le 26 mai à Amsterdam (Pays-Bas).

Selon le responsable du PKE, la grande majorité des courants politiques kurdes de Turquie sont représentés au sein du CNK. Pour l'instant, il est prévu que cette organisation poursuive ses activités à Bruxelles.

Turquie: Ankara et le PKK restent sur leurs positions



ISTANBUL (AP) -- Abdullah Ocalan, chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a une nouvelle fois prévenu mardi que "la violence pourrait échapper à tout contrôle" si la Turquie n'acceptait pas de négocier avec son parti. Mais l'armée turque a répondu qu'elle le "combattra jusqu'à la mise hors d'état de nuire du dernier terroriste".

28 septembre
1999, 18h33

En signe de bonne volonté, un groupe d'une vingtaine de combattants du PKK du nord de l'Irak se dirige est actuellement en chemin vers la Turquie pour se rendre dans les prochains jours.

Abdullah Ocalan, qui attend en prison que soit examiné son appel concernant sa condamnation à mort pour trahison, a enjoint la Turquie de réagir positivement à ce geste d'ouverture, réaffirmant dans un communiqué rendu public par ses avocats que "tout le PKK est prêt à rendre les armes dans un contexte politique et légal convenable".

"L'opinion publique se rend bien compte que chaque fois qu'une organisation terroriste est sous pression, elle emploie cette tactique pour gagner du temps et revient ensuite rapidement à une violence encore plus forte", a répondu l'armée dans un communiqué.

Le PKK, qui a annoncé un cessez-le-feu le mois dernier, est tenu pour responsable de la mort de 37.000 personnes en 15 ans de lutte pour l'indépendance kurde.

Attack On Kurdish Writer Selahattin Celik (translated by ATS)

Kurdistan-Rundbrief - Aug 25, 1999

The Kurdish journalist, author, and politician Selahattin Celik, who now lives in Cologne, Germany, was attacked and injured by four men on August 17, 1999.

Selahattin Celik has lost two siblings and three cousins as martyrs in the Kurdish national liberation struggle. He himself has written for several Kurdish publications, such as 'Serxwebun', 'Berxwedan', 'Toplumsal Dirilis', 'Ozgur Gundem', 'Yeni Ulke', 'Ozgur Ulke', and 'Ozgur Politika'. Because of his support for the Kurdish liberation struggle, Selahattin Celik spent time in a German prison from 1988 to 1990 after the infamous first 'Dusseldorf Kurdish Trial'. In 1993, he published the book "Murders Of Journalists In Kurdistan", and in 1994 the book "Expensive Truth: A Report On Ozgur Gundem 1993", which was published by the Kurdistan Human Rights Project in London and the GNN-Verlag in Cologne. In 1995, Celik wrote "The History Of August 15th" about the history of the Kurdish ARGK guerrilla army. He also published, in Turkish, "The Death Machine Of The Turkish Contra-Guerrilla", and the interview book "I Can Walk Now, Too" (German 1993, Greek 1997). In 1997, the Turkish book "Criminal State", about the background to the so-called 'Susurluk' scandal, was released, with Greek, German, and English versions following in 1998. In 1997, GNN-Verlag in Stuttgart published a collection of texts called "Germany's Turkey Policy And Its Effects In Kurdistan" (featuring an introduction by Yasar Kaya, the President of the Kurdistan Parliament in Exile). This book featured a text by Celik entitled "German-Turkish State Policy Against The Kurdish Liberation Struggle". Many other of his writings have appeared in other books. In February 1999, Mesopotamien-Verlag in Cologne finally published a German version of his book "The Death Machine Of The Turkish Contra-Guerrilla".

Before this attack on Selahattin Celik, there were reports of threats being made against him. While he was in Berlin, a police car from Cologne suddenly appeared outside the house where he was staying, apparently to warn him.

On the evening of August 17, between 8 and 9 PM, during a phone conversation with Hans Branscheidt (medico international), four people forced their way into his home and beat him. He suffered a broken nose, a damaged eye, fractures, and bruises all over his body. Police are now said to be investigating the incident.

Selahattin Celik, who also worked for a time with the Kurdish TV station MED-TV, was known for his vocal and critical positions, and his criticisms of mistakes, errors, and weaknesses in Kurdish politics. So the attack on him, according to those familiar with the Kurdish situation, could have something to do with the present serious discussions within the Kurdish movement about the future course of Kurdish politics.

Silence Is Not Useful

So far, no Kurdish tendency has claimed responsibility for the attack on Selahattin Celik. It's not clear who was really behind this action. It should be kept in mind, however, that several intelligence agencies are eager to find ways to weaken, defame, and discredit the Kurdish side. In any case, the results of this action are not good. Such actions make it more difficult to have the necessary discussions about the future of the Kurdish movement. It's a known fact that Selahattin Celik was not in favor of the present course of Kurdish politics, in fact he is very opposed to it. He has not said so in public, but rather individually to those who have asked him.

For these reasons, it is not helpful for Kurdish organizations to be silent about this attack. They must take a position and speak out strongly against such incidents.

There Must Be A Consensus Against Intimidation And Violence

There is a real danger of fists, assaults, and violence being used during this very difficult situation as the Kurdish side undergoes heavy discussions. This must be avoided. At the present time, the Kurdish side needs a free discussion.

Those in positions of responsibility are called upon to meet their responsibilities and create a consensus among the Kurdish public against such acts of intimidation and violence.

The chairman of the PKK himself, Abdullah Ocalan, has stressed in his statements over the past months the significance of a democratic solution to the Kurdish question. As part of this democratic solution, there must also be a democratic and open discussion about differences in opinion concerning the future path of Kurdish politics among the Kurds themselves.

(Translated by Arm The Spirit from 'Kurdistan-Rundbrief' #17/12 - August 25, 1999)

Kurd "parliament" merges with new grouping

Reuters - Sep 27, 1999

By Ferit Demir

TUNCELL, Turkey, Sept 27 (Reuters) - A Kurdish "parliament" that Turkey accuses of acting as a mouthpiece for Kurdish rebels said on Monday it had merged with a new wider grouping which it called the national congress.

Meetings of the "parliament in exile" in Europe had caused tension between the host countries and Turkey, which argued the group should be barred as a front for the armed guerrillas of the "terrorist" Kurdistan Workers Party (PKK).

The move came amid apparent changes in the policy of the rebels, who say they have abandoned violence in favour of winning peaceful political legitimacy.

The parliament said in a statement faxed to Reuters on Monday that it had passed "a resolution handing over its mission and all material and spiritual assets to the Kurdistan National Congress."

The congress first met in May this year and acts as a wide umbrella grouping for a range of small Kurdish groups and parties, most of them supportive of the PKK.

The congress does not include the two biggest Iraqi Kurdish parties.

The PKK says it is withdrawing from Turkey, most probably to the Kurdish enclave of northern Iraq, where it plans to meet to formalise its new non-violent stance.

A senior Kurdish rebel commander said a group of rebels who are to hand themselves over to Turkey as a goodwill gesture affirming that change would do so in the next few days.

PKK leadership council member Riza Altun gave few details of how and where the handover would take place in a telephone interview with the Kurdish Medya TV channel late on Sunday.

"To prove our political determination we are sending a group to Turkey. It is important that the group we have sent and the letters we gave will reach their destination. The group we have sent is about to reach its goal," Altun told the Europe-based satellite channel.

The PKK agreed last week to comply with a call from condemned leader Abdullah Ocalan for a group of rebels to surrender to Turkey with their arms.

Duran Kalkan, another member of the leadership council, told a Kurdish newspaper that the letters had been sent to Turkey's political and military leaders.

"We are sending letters to the Turkish president, the prime minister, the general staff and the parliament speaker...they contain our wish and desire to unite with a democratic, peaceful Turkey that solves its problems in a democratic framework," Kalkan told the Ozgur Bakis newspaper.

Turkey regards the rebels' new peaceful policy with deep suspicion, pointing to earlier failed ceasefires. Prime Minister Bulent Ecevit has urged all the guerrillas to surrender.

The country's powerful military categorically refuses any negotiations with a group it classes as terrorist and whose leader it has condemned to hang for treason and murder.

The rebels have bases in the Kurdish enclave of northern Iraq and any delegation is expected to arrive in Turkey from there.

Altun said the move was a unilateral gesture to show the PKK's determination to abandon its armed struggle for Kurdish self-rule in southeast Turkey in favour of peaceful politics.

"This is not a process of dialogue started with the other side. This is a unilateral process started on Abdullah Ocalan's order. We started this process for Turkey and Kurdistan, for a democratic effort," he said.

More than 30,000 people, the majority of them PKK rebels, have died in 15 years of fighting between security forces and the guerrillas.

Ocalan was captured in February and sentenced to death by a Turkish court after a trial for treason. He is appealing against the sentence.

Rights group blames Turk govt for jail death

Reuters - Sep 27, 1999

By Mert Ozkan

ANKARA, Sept 27 - Turkish human rights activists on Monday blamed government neglect for what they called the massacre of 11 leftist rebel prisoners at a jail in the capital at the weekend.

The violence on Sunday has spread to jails across the country where other political prisoners are holding more than 100 guards hostage. It was the latest example of jail unrest that calls into doubt the government's ability to control the population of Turkey's overcrowded and outdated prison system.

"What happen at the Ankara central prison was a massacre," the Human Rights Association (IHD) said in a statement signed by other rights and labour groups. "The government is responsible for the savage killing of 11 people and the serious injury of tens of others," said the statement, read out to hundreds of protesters in central Ankara.

The Justice Ministry said that wardens intending to carry out an early morning search of cells at Ankara's Ulucanlar jail on Sunday were confronted by armed prisoners behind barricades. "They attacked prison staff and security forces with guns, petrol bombs and gas canisters to which they had attached hoses to use like flame-throwers," a ministry statement said.

GENDARMERIE STORMED CELL BLOCK

The 11 inmates were killed when armed gendarmerie forces stormed the cell block. Witnesses heard gunfire and saw clouds of teargas billowing out of the jail in an Ankara suburb.

Weapons retrieved from the prison included a Kalashnikov automatic rifle, seven handguns, two silencers, two handgrenades with explosives for making more and numerous wooden sticks and knives, Anatolian news agency said.

The IHD statement said the violence was the result of official neglect that left the political prisoners living in overcrowded and badly-equipped dormitories while other inmates had access to luxuries in their blocks.

Convicted members of far-left groups in jails across Turkey seized wardens in protest against the violence in Ankara and a transfer policy aimed at separating perceived trouble-makers. Lutfu Demirkapi, head of the IHD's Ankara branch, told Reuters 114 hostages were being held in jails across Turkey.

The Justice Ministry said 93 wardens had been seized. Hostage-taking and hunger strikes are common protests for political prisoners who often stage coordinated action against the prison regime. Demirkapi said authorities had dispersed to other jails the leftists they hold responsible for Sunday's lethal clashes.

Most Turkish prisoners, even those convicted of crimes related to political violence, are held in large dormitories in old and dilapidated buildings. Mobile phones and weapons often find their way into jails, making coordinated protests common.

Day-to-day running of the blocks is often in the hands of gangs of inmates.

ECEVIT - VIOLENCE A PLANNED RESPONSE

Prime Minister Bulent Ecevit said the Ankara violence had been a planned response by prisoners to government attempts to stamp its authority on the jail population. "The state must impose its authority, whatever the cost," he said.

Sunday's violence came on the third anniversary of riots in a Diyarbakir jail in which 11 jailed Kurdish rebels died.

Government plans to convert prison dormitories to smaller cells to limit communication between prisoners are proceeding very slowly and are opposed by the inmates. President Suleyman Demirel earlier this month vetoed an amnesty that would drastically reduce the prison population, leaving some 11,000 most political prisoners behind bars.

Parliament is expected to debate the bill again after it reconvenes on October 1.

Blasphemous play aggravates Iranian rift

BBC - Sep 27, 1999

About two million students are enrolled at Iranian universities

By regional analyst Sadeq Saba The Iranian President, Mohammad Khatami, has indirectly accused his conservative opponents of having a hand in the publication of an allegedly blasphemous play in order to make political gains.

He told a cabinet meeting that the printing of anti-Islamic material was a great injustice to his reform programme. The play is seen as being insulting to the 12th Imam - one of the holiest figures in Shi'ite Islam.

Two students were arrested following its publication in the campus magazine Mowj (Wave) last week. But conservatives were quick to blame Mr Khatami's policy of encouraging press freedom for the appearance of such material.

President Khatami questioned the motives of those who created a furore over the issue. He made it clear that he shared conservatives' anger about the play being offensive but he asked why such provocative material was published in the first place and why it was immediately given widespread circulation across the country.

'Part of a plot'

Mr Khatami suggested that his opponents may have been involved in the publication of the play in order to undermine his government.

During the past few days conservatives have increased their pressure on Mr Khatami by calling on him to put an end to what they described as attacks by the press against the tenets of Islam.

Supporters of Mr Khatami fear that the publication of the play may have been part of a plot by hardliners to shut down the pro-reform press in the run-up to next February's crucial general elections.

Mr Khatami warned that his opponents were even willing to exploit religious sanctities for their own political gains.

He urged Iranian journalists to be careful in their writings and not to give any excuse to those who were planning to wage war against the government and create tension in society.

With both factions in the Iranian leadership focused on the importance of the press in shaping public opinion ahead of elections, press freedom is now becoming the central issue in the power struggle between reformists and conservatives.

+++++

Western Military Aircraft Bomb Northern Iraq

Reuters - Sep 27, 1999

BAGHDAD (Reuters) - An Iraqi military spokesman said Western planes bombed a civilian target in northern Iraq Monday, but the U.S. European Command said the aircraft had attacked anti-aircraft batteries after being fired on.

The Iraqi spokesman, quoted by the official Iraqi News Agency, said U.S. and British aircraft flew 22 sorties over northern Iraq at 12:15 p.m. local time, and had bombed a civilian target. He did not mention any casualties.

The United States' European Command, based in Germany, said in a statement its planes had bombed anti-aircraft batteries north of the city of Mosul in self-defense after being fired on. All allied aircraft returned safely, it said, and damage to the Iraqi sites was being assessed.

In the south of Iraq, the Baghdad spokesman said, Iraqi units fired surface-to-air missiles and anti-aircraft guns at "enemy crows" and forced them to retreat to bases in Kuwait and Saudi Arabia.

U.S. and British planes patrol no-fly zones over Iraq's north and south. The exclusion zones were imposed by the West after the 1991 Gulf War over Kuwait to protect opponents of President Saddam Hussein.

The raid was the latest in a series of clashes -- the last was Saturday -- involving American and British military aircraft and Iraqi air defenses. The clashes began after Baghdad said in December that it would not recognize the no-fly zones.

Ocalan warns Turks to respond to peace bid

Reuters - 06:53 a.m. Sep 28, 1999 Eastern

DIYARBAKIR, Turkey, Sept 28 (Reuters) - Condemned Kurdish guerrilla leader Abdullah Ocalan warned on Tuesday that the rebel conflict in southeast Turkey could spiral out of control if Turkish authorities failed to respond to peace moves.

Ocalan last week called on a group of Kurdistan Workers Party (PKK) rebels to surrender to Turkey with their weapons to prove their commitment to peace.

It was the latest in a series of statements issued by the rebel chief from his solitary island prison cell, including an order for his rebels to end their armed struggle for self-rule.

Turkey refuses to deal with Ocalan, or his PKK, which it deems "terrorist" and has failed to issue a clear response to each of the conciliatory gestures and has instead vowed to press on with their military campaign against the group.

A Turkish court sentenced Ocalan to death in June for leading a 15-year armed struggle for Kurdish self-rule which has cost the lives of some 30,000 rebels, soldiers and civilians.

Awaiting an appeals court ruling on the verdict, Ocalan has tried to portray himself as the only man able to negotiate an end to the war in return for vaguely defined cultural rights.

"In the event that the irresponsible policies of Turkish society and the state continue, there may be developments which no one will be able to control," Ocalan said in a statement faxed to Reuters by his lawyers.

CLEAR RESPONSE WANTED

Ocalan now wants Turkey to spell out how it will respond to the group of PKK rebels who are due to surrender as a goodwill gesture, lawyer Dogan Erbas said.

"In order that new tension is not created, everyone should acknowledge our peace efforts and a suitable legal and political framework be set up," Ocalan said.

A senior Kurdish rebel commander said on Monday they would comply with the latest order for a group to surrender in the next few days. The rebels are expected to arrive from bases they hold in the Kurdish enclave of northern Iraq.

An amnesty bill for Kurdish rebels recently passed by Turkey's parliament grants reprieve only to those guerrillas who did not take part in armed attacks.

CLASHES CONTINUE

PKK field commanders say they are carrying out Ocalan's orders to abandon the armed struggle and retreat from Turkey but periodic clashes have broken out in the rugged mountains of southeast Turkey and north Iraq.

Troops have killed five rebels in two days of clashes in the southeast, emergency rule authorities said on Tuesday.

The emergency rule governor's office in the southeastern regional capital Diyarbakir said four rebels had been killed in the extreme southeast of Turkey close to the borders of Iraq and Iran. The other PKK militant died in the town of Simak.

One more rebel surrendered and another was captured alive in separate incidents. There was no mention of military casualties.

Elsewhere in the mainly Kurdish southeast, three civilians were killed when their tractor hit a mine close to the border with Iraq. Another three were injured in the incident, a Turkish security official said. The PKK planted the mine, he said.

+++++

Turkey prison siege enters third day

Reuters - Sep 28, 1999

ANKARA, Sept 28 - Turkey's prisons siege entered its third day on Tuesday with armed leftist inmates holding dozens of guards hostage in jails across the country in protest at the killing of 11 of their comrades.

The stand-off follows months of simmering unrest in Turkey's jails over the state's efforts to bring the overcrowded jails fully under its control and shift prisoners into smaller cells from the present large dormitories.

Prisoners were holding 72 guards in seven jails and had barricaded themselves at a dozen other prisons, the Justice Ministry said. Negotiators talked with the prisoners on Monday evening and said they were hopeful of an end to the protests before daylight, but on Tuesday no visible progress had been made. Newspapers showed pictures of masked prisoners wielding clubs and making victory salutes minutes before barricading themselves in at an Ankara jail on Sunday.

Three men held up a banner. "Revolutionary prisoners will never surrender," it said. The Hurriyet newspaper said the three were among 11 prisoners killed later on Sunday when gendarmerie troops stormed the barricades erected in the jail by the leftists. A Kalashnikov automatic rifle, seven handguns, two hand grenades and explosives were retrieved from the dormitory.

Other newspapers showed pictures of prison dormitories decked out in flags and regalia of banned extreme left-wing groups. Turkish human rights activists blamed government neglect for the "massacre" of the 11 prisoners on Sunday when gendarmes stormed their jail block after armed fighting broke out between prison guards and more than 100 inmates.

The justice ministry and the Ankara prosecutor's office have launched separate probes into the violence, Anatolian said. It said autopsies on the 11 dead were being carried out. Hostage-taking and hunger strikes are common forms of protest for political prisoners who often stage coordinated action against the prison regime.

Most Turkish prisoners, even those convicted of crimes related to political violence, are held in large dormitories in old and dilapidated buildings. Mobile phones and weapons are often smuggled into jails, making coordinated protests common. Day-to-day running of the blocks is often in the hands of gangs of inmates with leftist, far-right, mafia and Kurdish prisoners each running their own blocks.

ANKARA, 28 septembre - Soixante douze gardiens étaient toujours retenus en otages mardi dans sept prisons turques, au troisième jour d'un mouvement de protestation des détenus politiques.

Des détenus appartenant à la mouvance d'extrême gauche ont déclenché des mutineries dans plusieurs prisons à la suite d'une émeute dimanche dans la prison d'Ulucanlar, à Ankara, au cours de laquelle onze prisonniers ont été tués.

Les autorités turques ont engagé lundi soir des négociations avec les mutins mais aucun signe d'apaisement n'était perceptible mardi. /SL

+++++

Turk troops kill five Ocalan Kurd rebels

Reuters - 05:30 a.m. Sep 28, 1999 Eastern

DIYARBAKIR, Turkey, Sept 28 (Reuters) - Turkish troops have killed five Kurdish rebels loyal to jailed guerrilla chief Abdullah Ocalan in two days of clashes in the mountains of the southeast, emergency rule authorities said on Tuesday.

Fighting broke out despite an order by Ocalan telling his Kurdistan Workers Party (PKK) rebels to abandon their armed struggle for Kurdish home rule and leave the country.

PKK field commanders say they are complying with the order, but reserve the right to fire in self defence. Turkey says it will not let up in its 15-year-old battle with the guerrillas. The emergency rule governor's office in the southeastern regional capital Diyarbakir said four rebels had been killed in the extreme southeast of Turkey close to the borders of Iraq and Iran. The other PKK militant died in the town of Sirnak.

One more rebel surrendered and another was captured alive in separate incidents. There was no mention of military casualties. Ocalan was condemned to death by a Turkish court in June for leading the PKK's armed campaign in which more than 30,000 rebels, soldiers and civilians have been killed since 1984.

Awaiting an appeals court decision on the verdict, Ocalan ordered the PKK to stop fighting and demanded a group of guerrillas turn themselves in to Turkey as a sign of goodwill to back up his call for peace. A senior Kurdish rebel commander said on Monday they would comply with the latest order in the next few days. The rebels are expected to arrive from bases they hold in the Kurdish enclave of northern Iraq.

Elsewhere in the mainly Kurdish southeast, three civilians were killed when their tractor hit a mine close to the border with Iraq. Another three were injured in the incident, a Turkish security official said. The PKK planted the mine, he said.



L'armée turque poursuit son incursion dans le nord de l'Irak contre le PKK

DIYARBAKIR (Turquie), 29 sept (AFP) - 13h13 - Des milliers de soldats turcs poursuivaient mercredi une incursion dans le nord montagneux de l'Irak pour combattre les rebelles du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a-t-on appris auprès de sources de sécurité locales à Diyarbakir (sud-est).

Ces sources n'ont pas précisé le nombre de soldats engagés mais selon le quotidien de centre-gauche Cumhuriyet, 5.000 hommes participent à l'opération, lancée depuis trois différents points à la frontière.

Les soldats sont appuyés par des hélicoptères et des "protecteurs de village", miliciens kurdes pro-gouvernementaux armés par l'Etat, selon le journal. Des peshmergas du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) du chef kurde irakien Massoud Barzani aident les forces turques, selon Cumhuriyet.

Le PDK est l'allié de l'armée turque depuis mai 1997 contre le PKK dans le nord de l'Irak.

L'armée turque lance fréquemment des opérations contre les rebelles du PKK dans le nord de l'Irak, qui utilisent comme base arrière cette région échappant à l'autorité de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe en février 1991, et contrôlée par les Kurdes d'Irak.

Le PKK a entamé le mois dernier un retrait de Turquie, puis annoncé qu'il mettait fin à la lutte armée pour se transformer en organisation politique.

Selon la presse turque, plusieurs groupes rebelles se sont retirés vers le nord de l'Irak.

L'état-major de l'armée turque a réitéré sa détermination à pourchasser le PKK "jusqu'à ce que le dernier terroriste ait été neutralisé", dans un rapport rendu public mardi, en réponse aux offres de paix du chef du PKK Abdullah Ocalan.

Ocalan, condamné à mort fin juin pour trahison et séparatisme par la justice turque, a mis en garde mardi contre des "développements incontrôlés" s'il n'obtient pas de réponse à ses propositions.

Le PKK a lancé en 1984 une rébellion armée pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie. Les violences liées à cette rébellion ont fait près de 31.000 morts.



Le PKK refuse l'appel de l'armée à la reddition

ISTANBUL, 29 sept (AFP) - 13h52 - Le parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) a rejeté mercredi l'appel de l'armée turque à une reddition sans condition, ajoutant qu'il avait fait assez de concessions et n'irait pas plus loin.

"Prenant nos sacrifices pour de la faiblesse, l'armée et l'Etat turcs veulent nous forcer à capituler", a déclaré le Conseil de commandement du PKK dans un communiqué diffusé par l'agence pro-kurde DEM, reçue à Istanbul.

"Si nous sommes prêts à faire des sacrifices pour la paix et la démocratie, nous refusons de capituler. Nous avons toujours refusé et nous refuserons toujours", ajoute le communiqué.

"L'état-major turc préfère la guerre à la paix, la capitulation à la liberté, la pression à la démocratie, et persiste dans sa politique destructrice", a ajouté le PKK.

L'état-major des armées turques a catégoriquement rejeté mardi les propositions du PKK pour un règlement négocié au conflit vieux de 15 ans, et a appelé les rebelles à se rendre sans condition.

Elle a qualifié ses propositions et celles de son chef Abdullah Ocalan de "propagande diffusée par l'organisation terroriste pour se sortir de l'impasse".

Le PKK "a toujours utilisé ce genre de tactiques pour gagner du temps et redoubler ses attaques", a ajouté l'armée, en allusion aux précédents cessez-le-feu proclamés par le PKK, suivis par de nouvelles violences.

"C'est pourquoi les forces armées turques sont décidées à continuer la bataille jusqu'à ce que le dernier terroriste soit neutralisé", a ajouté l'état-major, pour qui la seule solution est une reddition complète et sans condition du PKK.

L'armée a spécifiquement exclu toute négociation avec une délégation de rebelles qui doit venir en Turquie négocier les conditions d'une reddition avec les autorités.

La délégation s'est mise en route la semaine dernière mais a apparemment rencontré des difficultés avant même d'arriver à la frontière, selon des sources proches du PKK.

Le groupe devait venir du nord de l'Irak, base arrière du PKK, mais l'armée turque a lancé lundi une incursion dans cette région qui échappe au contrôle de Bagdad. L'incursion se poursuivait mercredi.



Conflit kurde: le PKK et l'armée turque durcissent le ton

ANKARA, 29 sept (AFP) - 16h11 - Les rebelles kurdes ont durci le ton mercredi en réponse à un appel de l'armée turque à une reddition sans condition, laissant peu d'espoir qu'un règlement du conflit vieux de 15 ans soit à portée de main.

"Prenant nos sacrifices pour de la faiblesse, l'armée et l'Etat turcs veulent nous forcer à capituler", a déclaré le Conseil de commandement du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), dans un communiqué diffusé par l'agence pro-kurde DEM.

"Si nous sommes prêts à faire des sacrifices pour la paix et la démocratie, nous refusons de capituler. Nous avons toujours refusé et nous refuserons toujours", a ajouté le communiqué, rompant avec le ton conciliant adopté tous ces derniers mois.

Le chef du PKK Abdullah Ocalan avait la veille mis en garde contre "des développements incontrôlés" si ses offres de paix n'étaient pas prises au sérieux par l'Etat turc, dans un communiqué diffusé par ses avocats.

Le même jour, l'état-major des armées appelait le PKK à une reddition sans condition et rejetait catégoriquement comme de la "propagande" ses propositions de paix et celles d'Ocalan, condamné à mort pour trahison.

"Les forces armées turques sont décidées à continuer la bataille jusqu'à ce que le dernier terroriste soit neutralisé", a affirmé l'état-major.

Joignant le geste à la parole, l'armée turque a lancé lundi une incursion dans le nord de l'Irak pour combattre les rebelles du PKK qui utilisent comme base arrière ce territoire échappant au contrôle de Bagdad.

C'est également du nord de l'Irak qu'est attendue une délégation des rebelles qui doit se rendre symboliquement aux autorités turques porteuse d'un "message de paix", suivant un scénario tracé par Ocalan depuis l'île-prison d'Imrali (ouest).

Un haut responsable du PKK avait signalé dès dimanche que la délégation avait rencontré des difficultés avant même d'atteindre la frontière de la Turquie.

Mais même si elle arrive en Turquie, l'armée a fait savoir qu'elle refuserait toute négociation avec la "délégation terroriste", estimant que sa reddition relève également de la "propagande".

L'état-major a clairement énoncé dans ses dernières déclarations que sa position traditionnelle n'avait pas bougé d'un iota: refus de négocier avec les "terroristes", solution purement militaire au conflit qui déchire le sud-est à majorité kurde et a fait au total quelque 31.000 morts.

D'ailleurs, au cours du mois de septembre, les affrontements entre le PKK et les forces de sécurité dans l'est et le sud-est ont suivi leur rythme habituel et 38 rebelles ont été tués, alors que le PKK avait annoncé un retrait de Turquie et un arrêt des combats à partir de septembre.

Devant la multiplication des annonces et propositions d'Ocalan et du PKK pour une solution négociée au conflit ces dernières semaines, le gouvernement de Bulent Ecevit avait quant à lui adopté une attitude attentiste.

Mais l'armée a mis les points sur les i.

Reste à voir le traitement qui sera réservé à la délégation du PKK attendue en Turquie --si elle y arrive-- en principe dans les jours à venir, et dans tous les cas avant le 7 octobre, date à laquelle la cour de cassation entamera l'examen de la sentence de mort rendue contre Ocalan.

Ses avocats pourraient en effet faire valoir cette initiative comme preuve du repentir de leur client, et demander à ce que la sentence soit commuée en une peine de prison à vie.

Prises d'otages dans les prisons turques

72 gardiens sont aux mains des mutins. La révolte des prisonniers a fait 10 morts.

Des dizaines de gardiens étaient retenus en otages hier soir dans plusieurs prisons turques, après une mutinerie au cours de laquelle au moins dix détenus d'extrême gauche ont été tués dimanche à Ankara. Selon la chaîne de télévision NTV, plus de 70 gardiens étaient aux mains des mutins. Les prisons touchées sont celles d'Umraniye et de Bayrampasa à Istanbul, de Bartin (nord), de Cankiri (centre), de Canakkale, de Gebze (nord-ouest) et de Bergame (ouest).

Ces révoltes ont éclaté après des affrontements dimanche entre détenus et forces de sécurité dans la prison Uculanlar à Ankara. Les autorités parlent de 10 détenus tués et 18 blessés, dont 7 gendarmes. La télévision NTV affirme qu'il y a eu 12 morts. Selon le ministère de la Justice, les prisonniers auraient tiré des coups de feu et lancé des cocktails Molotov pour s'opposer à une perquisition des gendarmes qui les soupçonnaient de creuser un tunnel pour s'évader. L'Associa-

tion des droits de l'homme (IHD) affirme que les prisonniers demandaient des lits supplémentaires pour un quartier de détention surpeuplé quand les forces de l'ordre sont passées à l'attaque.

Groupes armés. Les détenus en révolte, pour la plupart liés à des groupes armés d'extrême gauche, réclament le renvoi des responsables de la prison d'Ankara, l'arrêt des transferts de prisonniers et l'abandon des plans du gouvernement visant à incarcérer les détenus en cel-

lules individuelles, au lieu de salles accueillant jusqu'à 60 personnes. «Des individus habitués à utiliser les prisons comme des repaires d'iniquité réagissent aux efforts menés pour garantir l'autorité de l'Etat; ce dernier doit imposer son autorité, quel qu'en soit le coût», a déclaré le Premier ministre turc, Bulent Ecevit (nationaliste de gauche). **Téléphones portables.** Des détenus appartenant aux organisations de la gauche radicale turque sont régulièrement à l'origine de mouvements de

violence, pour dénoncer leurs conditions de détention et le transfert des détenus qui vise à les séparer les uns des autres. Les mutineries avec prise d'otages sont courantes dans les prisons turques où les détenus introduisent apparemment avec facilité des armes et communiquent entre eux avec des portables. La semaine dernière, un règlement de comptes entre mafieux armés à Bayrampasa avait fait 7 morts ●

D'après AFP, Reuters

L I B E R A T I O N 2 8 S E P T E M B R E 1 9 9 9

Turquie : mutinerie sanglante dans les prisons

LE WEB DE
L'Humanité

La violence explose derrière les barreaux

28 Septembre 1999

Les affrontements ont déjà fait 10 morts et 18 blessés. Les affrontements se sont répandus comme une traînée de poudre dans des établissements pénitentiaires aux conditions de vie sordides.

Des dizaines de gardiens - 66 selon la chaîne de télévision NTV - étaient toujours retenus en otages lundi dans plusieurs prisons de Turquie après une mutinerie sanglante. Au moins dix détenus politiques appartenant à des groupes d'extrême gauche ont été tués dimanche à Ankara, où ont commencé les affrontements. Ils se sont ensuite répandus comme une traînée de poudre à travers tout le pays.

Les prisons touchées sont celles d'Umraniye et Bayrampasa, à Istanbul, de Bartin (nord), Cankiri (centre), Canakkale et Gebze (nord-ouest) et de Bergame (ouest), selon le ministère de la Justice qui donnait, dimanche soir, le chiffre de 93 gardiens pris en otages. Le bilan officiel des émeutes était alors de 10 morts et 18 blessés.

Toujours selon le ministère, les affrontements ont éclaté à Ankara lorsque les prisonniers ont tiré des coups de feu et lancé des cocktails Molotov pour s'opposer à une perquisition des gendarmes qui recherchaient des armes cachées dans les cellules avant un transfert de prisonniers.

L'Association des droits de l'homme (IHD) affirme au contraire que les incidents font suite à des manifestations de détenus qui exigeaient des lits supplémentaires pour un quartier de détention surpeuplé. " Les prisonniers ont été attaqués à cause de leur demandes humanitaires ", a déclaré le chef du bureau de l'IHD à Ankara, Lutfi Demirkapi. Selon lui, il s'agit d'un " massacre " et la plupart des corps ont reçu de telles blessures qu'ils sont difficilement identifiables. Les familles n'ont pu voir les victimes et demandent l'autopsie des corps.

Les détenus mutinés réclament le renvoi des responsables de la prison d'Ankara et des soins médicaux pour les prisonniers blessés, a indiqué Yucel Sayman, du barreau d'Istanbul. Ils réclament aussi l'arrêt des transferts de prisonniers et l'abandon des plans du gouvernement d'incarcérer les détenus en cellules individuelles, au lieu de salles accueillant jusqu'à 60 personnes, comme c'est le cas actuellement.

La Turquie compte 62 000 détenus répartis dans 600 prisons surpeuplées, où les conditions de détention sont sordides et insalubres pour l'immense majorité des détenus. Les grèves de la faim et les mutineries y sont fréquentes. Ces derniers temps, les prises d'otages se multiplient, témoignant de la gangrène maffieuse de plus en plus profonde du système turc. Les maffieux - qui bénéficient de complicités dans certains secteurs de l'Etat et dans les services secrets - sont devenus les véritables maîtres des prisons turques. Ils y introduisent à leur guise de la drogue et des armes, dirigent leurs réseaux de leurs cellules et communiquent entre eux avec des téléphones portables. La semaine dernière, un règlement de compte entre deux bandes maffieuses rivales avait fait sept morts à la prison de Bayrampasa, à Istanbul.

Les règlements de compte peuvent également être politiques, les organisations armées d'extrême gauche perpétuant leurs activités en prison, avec réunions, séances d'entraînement..., etc. Le plus souvent, les uns et les autres obtiennent la

coopération des gardiens - très mal payés par l'administration - en leur graissant la patte ou en menaçant de s'en prendre à leur famille. Le journal Cumuriyet racontait récemment la découverte, dans l'appartement que s'était fait construire en prison un chef maffieux, d'un véritable arsenal comprenant une dizaine de revolvers, des grenades et d'un coffre-fort contenant 5 milliards de livres turques et de la drogue.

Hier, à Istanbul, les hommes d'une unité d'intervention de la gendarmerie, vêtus de gilets pare-balles et équipés de boucliers, sont entrés dans l'enceinte de la prison d'Umraye après que les mutins, qui détiendraient 14 gardiens, eurent accroché sur le bâtiment un drapeau rouge frappé d'une étoile. Dimanche soir, des représentants de deux organisations non gouvernementales avaient rencontré les mutins de Bayrampasa, autre prison de la ville, pour négocier la libération des gardiens.

Le ministère de la Justice a reconnu qu'il ne contrôlait plus ce qui se passe dans les prisons. Selon la presse, c'est précisément sa volonté de restaurer une situation plus " normale " qui aurait mis le feu aux poudres.

Françoise Germain-Robin



L'incursion en Irak se poursuivra jusqu'au bout, assure un ministre turc

ANKARA, 30 sept (AFP) - 16h20 - Le ministre turc de la Défense Sabahattin Cakmakoglu a confirmé jeudi une incursion de l'armée turque dans le nord de l'Irak contre les rebelles kurdes de Turquie et ajouté qu'elle se poursuivrait "jusqu'à ce que les caches terroristes soient neutralisées".

"Cette opération se poursuivra (...) jusqu'à ce que les caches terroristes soient neutralisées dans la région", a-t-il indiqué à la presse, soulignant qu'il existait dans le nord de l'Irak une vacance du pouvoir "propice aux activités terroristes".

Quelque 5.000 soldats turcs ont lancé lundi une incursion dans le nord de l'Irak depuis trois différents points à la frontière pour combattre les rebelles du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), selon des sources de sécurité locales.

Les soldats sont appuyés par des hélicoptères et des "protecteurs de village", miliciens kurdes pro-gouvernementaux armés par l'Etat, selon ces sources. Des peshmergas du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) du chef kurde irakien Massoud Barzani aident les forces turques.

L'armée turque lance fréquemment des opérations dans le nord de l'Irak, utilisé par le PKK comme base arrière depuis que la région, à présent contrôlée par les Kurdes d'Irak, a échappé à l'autorité de Bagdad à la fin de la guerre du Golfe en février 1991.

M. Cakmakoglu a en outre rejeté les appels à la paix lancé par le chef du PKK Abdullah Ocalan depuis son île prison d'Imrali (ouest), estimant qu'ils n'étaient "pas sincères".

"Le PKK s'est engagé dans un spectacle de repentir qui n'est pas sincère alors qu'il doit rendre compte du sang versé", a-t-il ajouté.

Le PKK a entamé le mois dernier un retrait de Turquie, puis annoncé qu'il mettait fin à la lutte armée pour se transformer en organisation politique.

L'armée turque a réitéré sa détermination à pourchasser le PKK "jusqu'à ce que le dernier terroriste ait été neutralisé".

Ocalan, condamné à mort fin juin pour trahison et séparatisme par la justice turque, a mis en garde mardi contre des "développements incontrôlés" s'il n'obtient pas de réponse à ses propositions.

Le PKK a lancé en 1984 une rébellion armée en vue de créer un Etat kurde dans le sud-est anatolien à majorité kurde. Les violences liées à la rébellion ont fait quelque 31.000 morts

proAsile

la revue de France Terre d'Asile

semestriel - Septembre 1999 N° 2

Les réfugiés kurdes en France : Intégration et modes de vie

Par

Shirin Mohseni *

Les premières vagues de migrations kurdes vers la France remontent aux années 1965-1970. Il s'agit alors de travailleurs originaires de Turquie arrivés dans le cadre des accords bilatéraux conclus entre la France et la Turquie en 1965. A cette vague d'immigrés se sont ajoutés des groupes successifs de réfugiés politiques venus de Turquie, d'Irak, d'Iran et de Syrie. Le déclenchement de la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) à partir de 1984, suivi de la destruction des villages par l'armée turque, la guerre irano-irakienne (1980-1988), les bombardements chimiques au Kurdistan irakien (1988-1989), l'écrasement des révoltes de la population irakienne en 1991 après la guerre du Koweït, déplacent aussi de nombreuses familles kurdes vers l'étranger. La part des Kurdes en exil en France ne cesse d'augmenter. Selon l'Institut kurde de Paris, sur les 110 000 kurdes vivant actuellement en France, 80% sont originaires de Turquie dont environ 15 000 sont réfugiés politiques. Les 20 % restant sont originaires d'Irak, d'Iran et de Syrie¹. Si près d'un tiers de ces Kurdes résident en région parisienne, des communautés sont également présentes en Alsace, en Normandie, dans le Nord et dans le Massif central. Les kurdes sont surtout représentés dans les secteurs du bâtiment (45%), de la construction automobile et des pièces détachées (20%), de la confec-

tion (15%), des activités agricoles (10%), du commerce et de la restauration (5%). Les activités commerciales, de confection et de restauration employant des Kurdes sont concentrées dans la région parisienne, tandis que les Kurdes sont présents dans le secteur de la construction surtout en Normandie et de l'industrie forestière dans les régions du Centre².

Comment ces Kurdes se sont-ils adaptés à la société française ? Une étude générale de l'intégration de toutes les populations kurdes est une tâche difficile. Elle nécessiterait des recherches approfondies sur les différentes générations de migrants qui se sont succédées depuis plus de 20 ans. En effet les motifs de départ, les conditions de l'accueil en France, la situation familiale, le niveau socio-culturel, l'âge, ont une forte influence sur les modes d'adaptation à la société française. Les réfugiés kurdes irakiens, rescapés des bombardements chimiques en Irak constituent un des exemples d'intégration des Kurdes en France. Deux traits caractérisent ces réfugiés. D'une part ils sont arrivés ensemble dans un cadre organisé par le gouvernement français, d'autre part ils sont composés de familles nombreuses, issues dans leur majorité du milieu rural. Le choix de familles nombreuses par les autorités françaises s'explique par la volonté de venir en aide aux enfants, les

plus menacés par les maladies, et de faciliter l'intégration des familles par le biais de leurs enfants, considérés comme ayant une capacité d'adaptation plus forte.

Un exemple d'intégration : Le cas des réfugiés kurdes irakiens.

Ces familles vivaient depuis un an en Turquie sous des tentes entourées de barbelés, dans des conditions précaires. A la suite de la visite de Mme Mitterrand dans ces camps en avril 1989, la France décide de les accueillir sur son sol. Entre août et avril 1991, 76 familles (environ 600 personnes) arrivent en France dans le cadre d'un programme d'accueil. Un dispositif d'accueil et d'insertion est mis en place pour faciliter leur intégration. Après avoir vécu quelques mois dans les centres provisoires d'hébergement, les familles sont orientées vers différentes villes. Malgré la dispersion initiale, jugée utile pour leur intégration, la plupart ont préféré par la suite se déplacer vers des régions où se trouvaient leurs proches. Ainsi, la majorité des familles vivent aujourd'hui au Sud d'une ligne allant de Clermont-Ferrand à St-Giron en passant par Albi, Montauban, Bordeaux, Angoulême. C'est au travers de leurs pratiques quotidiennes de logement, de cuisine et d'habillement (durant les années 1990-1998) que nous avons étudié leur intégration en France.

Ces pratiques mettent en évidence les manières dont les réfugiés s'adaptent à deux espaces de vie différents et montrent comment ils arrivent à aménager et à concilier les deux modèles culturels, d'un côté leur culture et leurs normes traditionnelles et de l'autre la culture et les normes modernes de la société d'accueil.

Le rôle de la communauté dans le maintien et la perpétuation des traditions n'est pas négligeable : les mariages entre kurdes, soigneusement organisés, en sont une des manifestations les plus manifestes. Parallèlement c'est grâce à la communauté et à l'entraide entre ces membres que beaucoup de familles réfugiées ont pu vaincre les difficultés de l'exil, trouver un travail, un logement et surmonter des problèmes financiers. Contrairement, donc, à l'idée reçue selon laquelle vivre en collectivité pourrait nuire à l'intégration des familles, cet aspect collectif de leur vie a évité l'isolement et la marginalisation des familles les plus démunies. Cela a également entraîné une certaine concurrence ou une émulation : acquisition d'appareils électroménagers, achat d'une voiture, etc., deviennent les signes valorisés de la réussite sociale. La communauté joue donc un rôle ambivalent dans l'intégration : elle exerce sur ses membres des contraintes en vue de perpétuer les traditions kurdes, et les encourage à participer au système de consommation de la société française entraînant ainsi des changements dans les modes de vie. L'accueil que les réfugiés ont reçu à leur arrivée a joué un rôle important dans les relations avec leur entourage. Reconnaissants de leur accueil, ils évoquent en contrepartie le respect qu'ils doivent aux coutumes françaises. Parallèlement, ils essaient de valoriser leur propre image en affichant leur intégration à la société française. Le souci de ne pas "paraître étrange" a poussé les réfugiés à modifier rapidement les éléments de leur culture qui s'exposaient à l'extérieur et les distinguaient. C'est le cas des habitudes vestimentaires qui changent assez rapidement chez la majorité d'entre eux. Par contre les comportements alimentaires, comme tout ce qui est protégé par l'espace intérieur, et qui sont donc moins visibles changent plus lentement.

Adaptation et identité

Ces changements n'aboutissent cependant pas à une adoption totale des normes de la société d'accueil. Par exemple en s'habillant à l'européenne, les Kurdes se distinguent toujours des Français par leur manière de porter les vêtements et par le choix des formes et des couleurs. En d'autres termes, en empruntant un élément culturel nouveau, les réfugiés l'ont remanié ou retouché selon le modèle de leur culture. "Ample, large, long, flottant" deviennent pour les réfugiés des traits caractéristiques des "vêtements kurdes" qu'ils opposent aux "serré, étroit, court, moulant" qualifiant les "vêtements français". Ces changements évoquent la stratégie menée par l'étranger pour se montrer intégré aux yeux de l'autre, tout en préservant discrètement son identité en s'attachant à des normes qui sont a priori invisibles pour l'autre.

Ces changements ne se réalisent pas de manière homogène mais sous une forme différenciée suivant l'âge, le sexe, la situation sociale et

leur statut dans la communauté des réfugiés concernés. Les différenciations sont plus marquées encore entre les générations. Les jeunes souhaitent se rapprocher des Français de leur âge et se différencient de plus en plus de leurs parents. Cependant cette attirance envers le "nouveau monde" ne les conduit pas à renier forcément leur identité d'origine. On remarque souvent que des adolescents qui préféreraient parler le français à la maison changent d'attitude, lorsqu'ils ont fondés eux-mêmes une famille, et emploient le kurde avec leurs propres enfants. Ainsi, ces jeunes malgré les changements qu'ils souhaitent apporter à leurs traditions, se sentent encore liés à leur culture d'origine. Leur attachement à la société française n'en est pas moins grand. La France est le pays où ils vont vivre le restant de leur vie. La plupart pensent entamer une procédure de naturalisation, certains l'ont déjà fait et sont devenus Français. Comme disaient ces jeunes kurdes : ils sont devenus des "Kurdes de France". Ce sentiment est aussi perceptible chez les jeunes Kurdes originaires de Turquie, d'Iran ou de Syrie. Le regroupement familial accéléré par

la détérioration de la situation politique au Kurdistan et l'arrivée des réfugiés politiques ont changé le schéma de l'immigration kurde. D'une part les travailleurs kurdes qui étaient arrivés seuls dans le but de rentrer au pays dès qu'ils auraient constitué un pécule, ont abandonné, une fois rejoints par leur famille, le projet initial de retour. D'autre part la diaspora kurde devient plus politisée et affiche de plus en plus son identité kurde. Cette situation a influencé les modalités d'intégration des familles kurdes.

L'étude de la vie quotidienne des familles souligne la complexité du processus d'intégration à la société d'accueil. La dualité est partout présente : la communauté aide et freine à la fois l'intégration, les habitudes vestimentaires s'occidentalisent tout en conservant une touche kurde... Les réfugiés montrent ainsi que malgré les emprunts, ils se distinguent de la société d'accueil en affichant les particularités dans leurs modes de vie. De même, lorsqu'ils ont l'occasion de rentrer au Kurdistan, ils affichent leur "distinction". L'intégration des réfugiés donne-t-elle naissance à une nouvelle identité ou porte-t-elle en elle le germe d'une double appartenance ? Il est sans doute encore trop tôt pour répondre à cette question, les modes de vie des réfugiés ne cessent d'évoluer.

* Chercheur en ethnographie

1 - Source Institut kurde de Paris. Ces estimations datent de 1998. Evaluer le nombre des Kurdes reste une tâche assez difficile, car cette identité ne figure sur aucun des documents officiels dont dispose les Kurdes. Malgré la mention de l'origine kurde sur la carte de résident depuis quelques années par l'OFPPA, estimer leur nombre reste une tâche difficile. Les chiffres varient considérablement selon les sources (60 000 à 110 000).

2 - BOZARSLAN, 1998, "Le groupe kurde", Hommes et Migrations, n°1212, p. 26

INTERNATIONAL PEN Writers in Prison Committee

HALF-YEARLY CASELIST

To 30th June 1999

TURKEY

Killed

Suleyman YETER: Died in custody, reportedly as a result of torture on the night of 6/7 March 1999. He and his colleague Bayram Namaz (see below under "Threatened/Briefly detained/Attacked") along with three others were arrested on 5 March 1999. They were taken from the offices of the newspaper they worked for - Dayanisma - and placed in neighbouring cells at the Anti-Terror Branch of Istanbul Police Station. The next day, Yeter relayed from his cell to Namaz that he had been stripped and beaten, sprayed with cold water and forced to lie on ice. That night, Namaz and the other detainees heard the cries of some one under torture; on the following morning the Fatih State Prosecutor reported that Yeter had died in custody. Lawyers were allowed to inspect his body on March 8 and saw marks on his body which they believed had been caused by torture. Yeter and Namaz were among 15 detainees whose claim that they had been tortured in detention on a previous occasion - in early 1997 - was being officially investigated, after a State Security Court Forensic Institute issued a report confirming their story. Yeter had faced several detentions and threats as a result of this investigation. His wife reported that on the occasion of his last detention, police said, "This time you are released alive, but the next time you will not manage to survive." On March 24 1999, the Istanbul Bar Association expressed concern that Yeter's death was in direct retaliation for his attempt to bring to justice those who had tortured him in 1997. The Human Rights Association reported that the autopsy revealed that he died of suffocation after suffering intense pressure and damage to the neck area.

Killed: Case Concluded

Metin GÖKTEPE: age 27. Journalist for leftist newspaper 'Evrensel'. Detained in Istanbul on 8 January 1996 when he was covering the funeral of two political prisoners who were beaten to death in custody. Medical reports confirm Göktepe was himself beaten to death. Fifteen police officers were suspended from police duty around 25 January 1996 after an investigation by the Ministry of Interior Affairs. Around 8 February 1996 it was agreed to launch a trial against fourteen of the officers who had been dismissed. Eleven police officers were eventually indicted of which five were on 19 March 1998 found guilty of manslaughter and sentenced to seven and a half years in prison each; the other six were acquitted.

This verdict was then overturned by the Supreme Court which ruled that the trial had been flawed. A retrial took place Afyon Heavy Penal Court, consisting of several hearings. The last hearing on 6 May 1999 found that six of the police officers accused were guilty of "involuntary homicide" (manslaughter) - not of murder. Five were sentenced to seven-and-a-half years in prison (Murat Polat, Suayip Mutluer, Saffet Hizarci, Fedai Korkmaz and Metin Kusat) and one, Seydi Battal Kose, who was the senior officer on whose orders the beating took place, received 7 years in prison. With remission and pre-trial detention the time actually served will be around 18 months. The verdict will be appealed.

Disappeared

Nazim BABAĞLU

Profession: Journalist for *Özgür Gündem* in Urfa office. **Date of Disappearance:** 12 March 1994 **Details of disappearance:** After he went to Siverek district to cover a story. Newspaper says their Urfa office was called by a man who told them to send a reporter to Siverek to cover an event. The man, Murat Yöğünlu, was interrogated by Babağlu's father at Siverek police station and denied ringing the newspaper. Yöğünlu reported to have disappeared since this and there are fears for his safety. *Özgür Gündem* newspaper reported that Urfa governor had said he would form a special investigation team to look into Babağlu's disappearance, but governor's assistant denied any knowledge of this. Reports suggest no police investigation has been initiated into the disappearance. **Honorary member of:** English PEN.

Kidnapped

Konca KURIS (f): pro-Islamist feminist writer. Reportedly kidnapped in Mersin on 16 July 1998. Police suspect Hezbollah militants as Kuris has been the focus of criticism within fundamentalist Muslim circles for her reformist views. Thought to still be detained as of 20 July 1998 but since then no news of her whereabouts. WiPC still seeking clarification of her situation.

Main cases

Ismail BESİKÇİ

Profession: Sociologist and writer, mainly on Kurdish issues. **Date of Arrest:** 6 October 1993 **Sentence:** Has had an accumulated total of at least 40 years in sentences for a number of offences ratified. More than 30 years' worth of sentences are currently under appeal. **Details of trial:** Charges relate to at least 35 books and articles on Kurdish issues deemed to be in contravention of the Anti-Terror Law. Over 105 trial proceedings are said to have been initiated against him. Individual sentences range from heavy fines which carry prison terms as a penalty for non-payment to 12 1/2 years in prison. Majority of convictions are for prison terms of around two years. **Recent trials:** On 7 October 1997 Besikçi was sentenced to another year in prison for his book "Human Rights Panorama in Turkey" published by the Human Rights Association in 1995. The Supreme Court upheld this sentence, thus finalising it on 22 July 1998. **Professional details:** Originally a sociologist at Ankara University until dismissed in 1970 for publication of "The System in Eastern Anatolia, Socio-Economic and Ethnic Foundations" and subsequent imprisonment. Author of numerous books and articles on Kurdish issues challenging Turkish government role in Kurdish areas. **Place of detention:** Bursa Prison **Previous political imprisonment/problems:** Served four years of a 13-year sentence passed in 1970 for articles on Kurdish issues. Again imprisoned from 1979 to 1981 for "promoting separatism" in his writing. He was again detained from 1982 to 1991 for further writings about the Kurdish issue. **Honorary member of:** American, Finnish, Canadian, and Swedish centres

Yilmaz ODABASI:

Dob: 1961 **Profession:** Writer and Poet; has owned a bookshop in the past and has made a TV documentary and acted as a journalist on several occasions. **Date of Arrest:** March 12 1999 **Sentence:** One year and six months' imprisonment **Expires:** With remission, is due for release in about November 1999. **Details of arrest:** Arrested after his final appeal was turned down. **Details of trial:** Tried for "insulting Mustafa Kemal Atatürk, the founder of the Turkish Republic" in his volume of poetry, *Dus ve Yasam* (Dream and Life). Sentenced twice for this book; once in 1998 to 18 months in prison - but this sentence was overturned on appeal; and again by the Civil Court no. 2 in Ankara, where he also received 18 months and this time his appeal was unsuccessful. A second trial has reportedly been initiated on charges of disrupting the peace during a court hearing in which he allegedly insulted the court members. He received a 7-month term on 14 September 1998 under this charge. The final outcome of this verdict is still unclear. **Professional details:** Odabasi is a prolific poet with several titles to his name and he has won several prizes and awards for his work. **Place of detention:** Bursa Prison **Health Concerns:** No known health concerns. **Treatment in Prison:** No reported mistreatment. **Previous political imprisonment/problems:** Detained after military coup of 1980; also sentenced in 1987 to 8 years in prison for his membership in the Socialist Party but the sentence was overturned by the Supreme Court. In 1994, he served several months in prison in Ankara for his book Seyh Said Isyani. **Other details:** Moved to Ankara in 1993 but was born in the province of Diyarbakir in the south-east. **Honorary member of:** Swedish PEN.

Esber YAGMURDERELİ

Dob: c. 1945 **Profession:** Playwright and lawyer **Date of Arrest:** 1 June 1998 **Sentence:** 16 years and 10 months, one month of which served before execution of the sentence suspended on 9 November 1997 until 8 November 1998. Suspension rescinded on 18 January 1998 and he was ordered to return to prison. Lived in hiding before being re-arrested and returned to jail on 1 June 1998. **Details of trial:** Sentenced to 10 months in prison on 26 June 1997 for a speech he made at an IHD human rights meeting in Istanbul on 8 September 1991. In his speech, Yagmurdereli talked about Kurdish prisoners and oppression and the Kurdish struggle for democracy and freedom. He was charged under the 'Anti-Terror Law' with 'disseminating separatist propaganda'. Sentences quashed in early 1995, but appeal court overturned this decision and ratified the original sentence in mid-May 1995. An appeal against this decision was overruled on 25 August 1997, and again by the Supreme Court on 16 September 1997. As the new "offence" broke the conditions of his release from a previous term of political imprisonment, he will have to also serve the remaining 16 years as well. He was imprisoned on 20

October 1997 but three weeks later, on 9 November, he was temporarily released on "health grounds" for a year, to return on 8 November 1998. On 18 January 1998, the Chief Prosecutor announced that Yagmurdereli's medical reports had been reviewed and he was not longer considered to be in poor health. His immediate return to prison was ordered. Yagmurdereli lived in hiding until his return to prison on 1 June. Previous political imprisonment: Yagmurdereli was imprisoned from March 1978 to August 1991 on a life sentence. Professional details: Practiced as a lawyer in the 1970s in Samsun when he became known for his defence of political prisoners. Editor of a number of political and cultural magazines. Wrote short stories and a play about censorship in Turkey. **Place of detention:** Çarşiri Prison, near Ankara **Other details:** Has been blind since the age of ten. In November 1997, minor heart ailment and bronchitis diagnosed. **Honorary member of:** Swedish, Slovak, Norwegian, Czech, San Miguel and German PEN Centres.

Investigation cases

Celal Aslandogan: Editor-in-chief of the journal *Ozgur Gelecek*. Detained in Istanbul during a raid on the newspaper's office on 16 March 1999 in connection with an article he wrote in the 39th issue of the journal. He was remanded in custody by the Istanbul SSC on 17 March 1999. Four other staff members of the paper are also thought detained - Kamil Tas, Muharrem Yigitsoy, Betül Kılıcaslan, and Ufuk Balçık.

Zelal ARSLAN: reporter for *Ikede Gndem*. Arrested 17 November 1998 at the Mersin branch of the newspaper. WiPC seeking further details.

Erdiñç ASLAN: Antakya Bureau Chief *Kurtulus*. Arrested 3 February 1998 under Article 32 (3) of the law on public meetings and demonstrations. Arrested following a speech he made on 2 February at a meeting protesting the killing of another *Kurtulus* reporter in January 1998. Claims to have been ill treated upon arrest. Currently awaiting trial at Hatay E Type prison.

Cevat AYATAÇ, Ömer BÜYÜKTİMUR: reporter and editor-in-chief of *Söz* arrested c. 27 May 1998 in Ankara re articles said to insult the Ankara State Security Court Public Prosecutor.

Medeni AYHAN: Sentenced to 2 years in prison and a fine of TL 500,000,000 by the State Security Court No. 2 in Ankara for "propaganda of separatism" in an article appearing the review *Ozgur Bilim*, of which he is chief editor. He was convicted under Article 8.1 of the anti-terrorism law. After the sentence's confirmation by the Court of Cassation, he was sent to Ankara prison on the 10 March 1999.

Mesut BOZKURT: Journalist for *Atilim*. Arrested 19 June 1995 under Article 168 (2) of the Penal Code. Sentenced on 17 October 1996 to 12 years 6 months. Accused of membership of an illegal organization. Only evidence said to be possession of copies of the journal, although said not to be illegal. In Sakarya Prison as of March 1998.

Huseyin Çetin: Staff member of the Mersin Representative of the journal *Ozgur Halk*; detained in a raid on the office of the journal on 18 June 1999 and on 21 June 1999 remanded in custody.

Hasan DENİZ: editor of the daily *Ozgur Bakis*. Arrested on 4 June 1999 when the Istanbul State Security Court charged him with violating Article 169 of the TPA for aiding an illegal organisation and ordered his immediate arrest. He was sent to Istanbul's Umraniye Prison. The charges stem from an article in the paper on 3 June 1999 entitled "PKK gives Support to Ocalan's Project" which reported on a statement issued by the PKK in which Ocalan calls for a peaceful solution to the struggle between the PKK and the Turkish state.

Erdal DOĞAN: Journalist for *Alinteri*. Arrested 10 July 1995 under Article 168 (2) of the Penal Code. Sentenced on 23 January 1996 to 12 years 6 months. Accused of membership of an illegal organization, the Revolutionary Communists Union of Turkey, for which *Alinteri* is seen as a mouthpiece. As of March 1998, was last heard of in Bursa Prison, but no updates on current situation.

Ahmet ERDOĞAN: Owner and chief editor of the local newspaper *Uc Eylul* in the Dursunbey District of Balıkesir. In May 1999, the Supreme Court upheld a sentence of 5 months and 25 days for "insulting for Mayor Mehmet Filiz" from the Welfare Party. He was imprisoned on 20 May 1999 in order to serve the sentence.

Serpil GÜNES (f): former editor of *Alinteri*, now defunct. Imprisoned 9 September 1996. Convicted under Article 7 of the Anti-Terror Law with "propagandizing on behalf of an outlawed organization" and Article 312 of the Penal Code of "inciting racial hatred" for articles published in his paper. Is also charged under Article 168 of the Penal Code for "membership of an outlawed organization", she was not subject to the amnesty for editors of 15 August 1997 and remained in Usak Prison. The WiPC is seeking an update to her situation.

Mehmet GÜVEL: journalist for *Isçi Harket*. Arrested 1 August 1995 under Article 168 (2) of the Penal Code. Sentenced on 17 December 1996 to 18 years and 9 months. Accused of membership of an illegal organisation, the Revolutionary People's Liberation Party-Front. The court admitted that the charges were based solely on material seized. Güvel additionally sentenced for being a leading member of the Front

with "special administrative duty to the organisation". Claims to have been tortured while in detention. In Bayrampasa Prison as of March 1998. The WiPC seeking clarification of his situation.

Kamber İNAN: Journalist for *Kurtulus*. Arrested 21 July 1995 under Article 168 (2) of the Penal Code. Sentenced on 17 December 1996 to 12 years 6 months. Accused of membership of an illegal organization, the Revolutionary People's Liberation Party-Front. Case currently under appeal to the Supreme Court. Evidence against him said to be based on statements made under alleged torture, and his work for his newspaper. Believed held in Afyon Prison.

Eylam KAPLAN, Ayse OYMAN, Ali Kemal SEL: Correspondents, Malatya, for *Ülkede Gündem*. Arrested 19 November 1998 with around 12 others following raids on the newspapers offices. Only these remained detained; in February 1999, the trial against them was launched. They are accused of 'disseminating separatist propaganda' under Article 8 of the Anti-Terror Law. Prosecuted with them is Abdullah OYMAN, the Malatya Representative of *Ozgur Halk*, who is not under arrest.

Serpil KAPLAN, Nurettin TEMEL: reporter and editor-in-chief of *Mücadele Birliği*. Arrested on 28 September 1998 following a previous brief detention on 26 September as they reported on a demonstration of mothers of the disappeared. Not clear if held for any length of time.

Nabi KİMRAN: reporter for *Atilim*. Imprisoned in August 1997 on charges under Articles 7 and 8 of the Anti-Terror Law and Article 312 of the Penal Code for news articles published while editor of the paper. The charges suspended under the August 1997 decision not to penalize editors of articles. However also charged with "membership of an outlawed organization" under Article 168 of the Penal Code, he was not freed with others under the August 1997 amnesty and remains detained in Sakarya Prison. Specifically accused of membership of the Marxist Leninist Communist Party and possessing a fake identity card.

Ahmet KIZILTAŞ: editor-in-chief of the Islamic *Akit*. Arrested 12 October 1998 with two other editors on charges of "inciting religious hatred". The other two were freed. As of 15 October, Kiziltas was still detained. The charges are said to relate to articles protesting the decision to ban headscarfs in universities, and for their participation in these demonstrations. Not clear if subsequently released or still detained pending an outcome of his case.

Selma KUBAT, Aynur KORUC: owners of *Devrimci Gençlik* and *Kurtulus* respectively. Arrested on 7 October 1998 during a police raid on Kurtulus's offices where some 22 other journalists and staff were also detained.

Yalçın KÜÇÜK: writer and researcher. Arrested on 29 October 1998 as he returned to Turkey after living for some years in France. i) Currently held in Ankara Merkez Kapalı Prison to serve a 2-year sentence on

charges not yet clear to the WiPC. Known for his outspoken support for the PKK. ii) Charged with "disseminating separatist propaganda" on 30 November 1998 at the Ankara State Security Court No. 2. for two speeches he made, one on Med TV. On 22 March 1999, he was sentenced to 7 years and 6 months in jail for "easing the activities of the PKK by naming its acts as a sacred struggle and thus making propaganda for the organisation." Told the court that he had not received an indictment and was unaware that charges were pending against him on his return to Turkey. iii) Convicted on 5 February 1999 for insulting 'Mustafa Kemal Atatürk, the founder of the Turkish Republic' in an article published in the April-May 1994 issue of the journal *Markisist Damar*. The trial was held at Ankara Penal Court of First Instance No. 2. iv) Convicted on 14 May 1999 in connection with a speech broadcast on MED TV on 19 November 1995 and sentenced to 1 year and 4 months in prison and fine of TL 137,000,000 under the Anti-Terror Law for "disseminating separatist propaganda".

Hatice ÖDEMİS (f): foreign news reporter for *Ülkede Gündem*. Arrested c. 14 October 1998 by the Istanbul Security Directorate from whom she was applying to extend the expiry date of her passport. Arrested re an arrest warrant issued in absentia.

Hakan OGUZ: former editor-in-chief of *Kizil Bayrak*. In prison on remand in April 1998 by a military court for an article entitled "Don't Do Military Service, Don't Kill Your Brothers". Not clear if still detained.

Bülent ÖNER, Fatma HARMAN(f) and Mesut BOZKURT: Journalists for *Atilim* in Mersin. Each sentenced to 12 years and six months in prison on 17 October 1996 under article 168 of the Penal Code. Accused of being members of an illegal organisation, the Marxist-Leninist Party. Were originally detained on 15 June 1995. Indictment against them included posting placards protesting the kidnap and killing, allegedly by police, of a leading member of the MLP, distributing leaflets and documents seized from the *Atilim* offices. Öner is in Kırkları Prison, Adana, Bozkurt and Harman are in Sakarya prison.

Salih ÖZÇELİK: journalist arrested in Urfa on 16 April 1998 and sent to prison on finalisation of a 10 month and 20 day prison term passed for an article published in the now defunct *Azadi*. WiPC is seeking further details.

Hasan ÖZGÜN

Profession: Reporter for *Özgür Gündem* in Diyarbakir. **Date of Arrest:** 9 December 1993 **Sentence:** 12 1/2 years. **Details of trial:** Reported to have been formally charged at Diyarbakir State Security Court with 'membership of an armed group'. Reportedly sentenced on 16 January 1996 to 12 and a half years in prison for membership of the PKK under Art. 168/2 of the Penal Code. Defence alleged little firm evidence was produced at trial regarding allegations that Özgün had arranged medical treatment for PKK guerrillas or had communicated with PKK prisoners in detention. Part of the evidence said to relate to interview with PKK leader published in *Özgür Gündem*. Defence says the interview was run in other Turkish newspapers without charges being brought. Sentence of 12 and a half years was upheld on appeal around 23 October 1996. **Health:** In November 1997 there were reports that Özgün was having health problems including a stomach ulcer and possible TB. **Place of detention:** Aydın E Type prison. **Other:** On 10 February 1998, representatives of the German organization Assistance for Journalists, had their request to meet Özgün in prison rejected. With remission, he have been released, taking into account his pre-trial detention, but the WiPC has received no confirmation.

Ayten ÖZTÜRK (f): Owner and chief editor of *Kurtulus*. Arrested 13 October 1997 under Article 169 of the Penal Code for aiding an illegal organization. Sentenced on 10 December 1997 to four years and six months. Indictment presented to her in absentia on 10 June 1997 when she was in hiding. She surrendered to the police on 13 October. Conviction said to be based solely on statements she made allegedly under torture, and her work for her newspaper. Case currently before the Supreme Court on appeal. In Ankara Central Closed Prison as of March 1998.

Yazgül Güder ÖZTÜRK (f): Reporter for *Kurtulus*. Arrested 21 July 1995 under Article 168 (2) of the Penal Code. Sentenced to 12 years 6 months. Accused of membership of an illegal organization. Conviction said to be based solely on statements she made allegedly under torture, and her work for her newspaper. In Bayrampasa Prison as of March 1998.

Sultan SEİK (f), Ferhat AKAY, Mukkaddes ELİK (f), Zabit ILTEMUR, Cuma MERAL, Asiye Gzel ZEYBEK (f): journalists and writers arrested 21 February 1997 during a demonstration protesting alleged links between mafia and government. Secik is also Executive Board member of the Istanbul Branch of the Progressive Journalists' Association. Formally charged on 7 March 1997. Zeybek, editor-in-chief of *Atilim*, is specifically accused under Article 168 of the Penal Code with connections with the Marxist Leninist Communist Party. The indictment dated from 21 June 1994 accused her of running and distributing the MLCP journal *İşçinin Yolu*. During a trial hearing on 8 October 1997, Zeybek claimed to have been raped while under interrogation at the Istanbul Security Directorate Political Department. On 24 October 1997, 8 policemen were brought to trial on charges of raping Zeybek. As of March 1998 Zeybek was reportedly still in pre-trial detention at Gebze Prison, but since then there have been no updates on this case; the WiPC is seeking clarification of whether they are still detained and/or charged.

Fatma SESLİ: Staffer for Kizil Bayrak detained during a police raid on her house, and then remanded in custody by Adana SSC on 24 May 1999 to serve a 3 month prison sentence that she had received previously. Currently in Kurkcüler Prison.

Nureddin SIRIN: journalist for the Islamic weekly *Selam*. Sentenced 18 December 1998 by the Istanbul State Security Court No 1 to 20 months in prison under Article 312 of the Penal Code. Accused of "inciting hatred and racial discrimination" for an article published July 1997 which allegedly called for Islamists to support Kurds even if they are not Muslim. The article was entitled, "We have to be with the Oppressed, even if they are Atheists." On 18 December 1998 the trial concluded and he is reported to be in Bandırma Prison.

Turan TASCİ: Izmir representative of the journal *Kurtulus*. Trial commenced against him on 15 April 1999 at Izmir Penal Court of First Instance. He was accused of "threatening the police officers when they wanted to carry out a search in the office and keeping illegal documents in the office." As of April 1999, was reported to be on remand at Mugla Prison, but his date of arrest not known.

Sakine TOPOGLU (f): journalist for *Özgür Gündem*. Arrested 11 April 1995 under articles 6, 7 and 8 of the Anti-Terror Law for publications in her newspaper, now closed. Also accused of membership of the PKK under article 168 of the Penal Code and was thus not eligible for release in August 1997 with changes to the Anti-Terror law. Held in Malatya Prison.

Özgür TÜZÜN: journalist for *Özgür Halk* had his 4-year and 6 month sentence on charges of insulting Atatürk upheld by the appeal court. Linked to an article entitled "The Republic crumbling in its 73rd Year"

published in June 1996. Tzn is detained in Barzin prison on other charges.

Nuray YAZAR: Editor in chief of fortnightly *Proleter Halkın Birliği* (Proletarian People's Union). Arrested by police on 24 June 1999 on orders of the prosecutor of the state security court who confirmed a sentence she had been given *in absentia* to one year, three months and ten days imprisonment. Presently in Barkirkoy jail for women and children.

Hatun YILDIRIM (f): editor of *Partizanin Sesi*. Sentence of 2 years 6 months ratified on 18 January 1997.

Nazan YILMAZ (f), Sadik ÇELİK: Journalists for *Kurtulus*, Zonguldak. Arrested 29 December 1995 under Article 168 (2) of the Penal Code. Sentenced on 17 October 1996 to 12 years 6 months. Accused of membership of an illegal organization. Supporters claim there is no evidence to back this charge. Charges against Çelik based on his own confession with no other supporting evidence. Yılmaz was last heard of in Sakarya Prison, Çelik in Bursa Prison.

Mehmet Can YÜCE: author of article published in *Ozgür Halk* in January 1994 received a two year prison term and TL 40 m. fine for the article on 27 April 1997. Already in prison for another offence since the late 1980s. Author of several books and columnist for *Özgür Politika*.

Free, but either sentenced and awaiting imprisonment, or sentenced pending appeal, or free but facing charges:

Huseyin ALATA: owner and editor-in-chief of *Newroz* sentenced to one year and 11 months around 8 March 1997 for articles in his newspaper.

Fatih ALTAYLI and Dogan SATMIS: A columnist and the chief editor respectively of the daily *Hurriyet*. A trial was launched against them by the Ankara Public Prosecution office, demanding prison terms between 6 months and 3 years on accusations that Altayli had insulted the members of the Supreme Election Board in one of his articles.

Ercan ATAY: editor in chief of local paper *Batman*. Sentenced to two years in prison on 20 June 1997 for publishing a copy of a speech made by a trade unionist in 1993. The trade unionist was sentenced to one year in prison.

İsmet BAKAC: In February 1999, a trial was launched against Bakac, the Diyarbakir representative of the daily *Ulkede Gundem* on charges of "acting in contravention of the State of Emergency Law." The charges are based on his putting the daily into circulation in Diyarbakir, from where it had been banned under the State of the Emergency provisions.

Diran BAKAR and Yetvart OZUZUN: Chief editor and columnist respectively of the weekly *Agos*, a journal published in Armenian in Istanbul. Trial opened on 26 February 1999 in Istanbul State Security Court for "disseminating separatist propaganda" in the November 13 issue, where Ozuzun criticised the Law on Property Tax. Indictment demands 1 to 3 years in jail.

Vedat BAKIR: Sentenced to 20 months' imprisonment and this sentence was upheld by the Supreme Court on 3 June 1999. He is expected to go to jail on 7 July 1999 to serve his sentence. Bakir is the News Director of Radyo Karacadag which broadcasts in Urga. He was sentenced by Diyarbakir SSC under Article 8 of the Anti-Terror Law in connection with a speech he delivered on MED TV.

Oral ÇALISLAR: writer/journalist on trial under Article 8 of the Anti-Terror Law for disseminating separatist propaganda in his book *The Kurdish Problem: Interviews with Öcalan and Burkay*. The trial - which started in 1995 - had previously ended in an acquittal but this verdict was overturned by the Supreme Court. The prosecutor again asked for 1-3 years in prison and the trial resumed on 23 March 1999 with the State Prosecutor once more claiming Calislar had violated Article 8/1 of the

Anti-Terror Law. The second trial concluded on 18 May 1999. Calislar was sentenced to 1 year and 10 months in prison (another report says 13 months) and fined TL 111,111,000 under Article 8 of the Anti-Terror Law; the charges against Erdoglu, the chief editor who was also being tried, were dropped. ii) alislar also on trial with four others for two articles entitled *Real Gangs Out* and *Long Live Justice* published in *Cumhuriyet* in January 1998. They are charged with reporting on a case that was still sub judice.

Özgür CEBE: journalist for *Emek*. Standing trial for an article published on 23 March 1998. On 10 September 1998, the Diyarbakir State Security Court held a hearing of the charges against him under Article 312 of the Turkish Penal Code for "inciting people to enmity". On 3 December the court hearings were postponed until 30 December in order to ascertain whether Cebe was indeed the author of the article which led to the charges. Also, as the Diyarbakir representative of Evrensel daily, was detained for some hours on 24 January 1999 on the grounds that he "insulted and made unfounded accusations" against the Diyarbakir Governor. Once released, Cebe stated that he had been threatened while in detention.

Gulsum CENGİZ: Poet and writer, sentenced to 2 years' imprisonment by Istanbul SSC on 21 May 1999 for having incited the people to "hatred and enmity" in an article she wrote which was published in the now

defunct paper Emek on 21 March 1998. The editor and owner of *Emek* were also fined (see under Ahmet Ergin below).

Vedat CETIN: Sentenced to 1 year and 8 months in prison and a fine of 2,500,000 in a trial that ended 15 May 1999. He was charged in connection with his article "Women Should be Free" in the (now closed down) daily *Gündem* on 10 March 1998.

Abdurrahman DİLİPAK: Islamist writer and journalist, who is being tried along with two lawyers in Malatya under Article 159 of the TPC for "insulting the court" during a meeting. He was also charged with "inciting the people to enmity" in an interview published in *Le Figaro*. The Istanbul SSC had acquitted him but the Supreme Court overturned this decision.

Koray DUZGOREN: Sentenced to 2 months in prison and a fine of TL 1,520,000 for his connection with the ninth booklet of the "Freedom to Thought" campaign. His trial ended on 9 March 1999 at the Military Court of General Staff Office. The sentence was confirmed on 25 May and on 21 July 1999 he was ordered to go to prison. WİPC is confirming whether or not he has been detained. He is also facing charges under Article 159 of the TPC for a statement he made at a meeting in Sanliurfa on 20 December 1998 that torture methods inherited from the Ottoman empire are systematic in Turkey.

Zeynel ENGIN: Editor-in-Chief and owner of the journal *Halkın Günü*, sentenced to 10 months' imprisonment and fined 2,300,000 for "disseminating separatist propaganda and praising illegal organisations". Four articles published in his paper were cited as evidence. The trial ended at Istanbul SSC on 16 June 1999 and the journal was ordered closed for one month. He was also sentenced to 6 months' imprisonment by the state security court no. 3 for publication of an article in 16 August 1998 edition of the paper.

Muzaffer İlhan ERDOST

Dob: 1932 **Profession:** Writer and publisher. Author of *Uc Sivas* (Three Sivas) and about 19 other titles, including poems and non-fiction. **Date of Arrest:** Not yet arrested, but his arrest is imminent. His sentence was ratified in March 1999. The Chief Prosecutor of the Supreme Court appealed against the sentence, but the General Penal Board of the Supreme Court again upheld the sentence on 20 April 1999. **Sentence:** 12 months in prison and a fine of 100 million Turkish lira. **Expires:** Not yet known. **Details of trial:** He was convicted of "spreading propaganda which questions the indivisible integrity of the Turkish State" under the Anti-Terror Law. His sentence was ratified by the Supreme Court of Appeal despite reservations expressed by the Attorney-General's office on his case. The charges were based on his book *Three Sivas*, which examined three occasions in recent history when there were killings of civilians in the town of Sivas. **Professional details:** Erdost is one of Turkey's most prominent opposition activists in the literary arena. Many of his books question the Turkish authorities' human rights record. He has written columns in many newspapers. **Previous political imprisonment/problems:** Erdost was imprisoned for three years during the 1970s for his publishing activities with Sol Publishing House. In 1980, he was re-imprisoned with his brother, the director of Onur Publishing House and witnessed his brother being beaten to death (see extract in the PEN anthology *This Prison Where I Live*).

Bilgesu ERENUS: A trial was launched against Bilgesu Erenus, a writer, along with his publisher, Hseyin evirgen, on the charge that "people were incited to hatred and enmity" in Erenus's book *A scenario Dersim 38*. A hearing was held on April 7 1999 at the Istanbul State Security Court, and the prosecutor called for a sentence for them of between 2 and 6 years' imprisonment under Article 312 of the Turkish Penal Code.

Ahmet ERGIN: Editor-in-chief of the daily *Emek*. 1.) Sentenced to 20 months in prison and fined TL 2,000,000 under Article 312 of the Turkish Penal Code for "inciting people to enmity" in a news story published in the 23 July 1998 issue of the paper. 2.) Also sentenced to 2 years in prison for a story published on 6 July 1998, but this sentence was commuted to a fine, then the fine was reprieved on 24 March 1999. 3.) Also on trial for a story published in *Emek* covering a statement made by the lawyer Zeki Ruzgar after Ruzgar had had his house raided by police in Adana on 28 January 1998. A hearing of this trial took place on 16 March 1999, but was adjourned to 22 April. 4.) Sentenced to 20 months for a story published on 8 August 1998 issue of the paper, but this was also commuted to a fine. The story in question was entitled "Kurdish Workers in Detention in the Black Sea". 5.) In May 1999, sentenced to 6 months' imprisonment and fined TL 135,712,500 in another trial connected to articles published in *Emek* on 5 December 1997. 6.) Fined TL 590,000,000 for a story written by poet-writer Gulsum Cengiz in *Emek* on 21 March 1990 in a trial that ended on May 21 1999 in which Cengiz and the *Emek* paper were accused of inciting the people to "hatred and enmity." 7.) Sentenced to 5 months' imprisonment and fined 118,037,000 for an article published in *Emek* on 11 July 1998 in a trial

that concluded on 25 May 1999. This sentence was commuted to a fine. **Ali EROL:** Former editor-in-chief of *Evrensel*. Sentenced to two years in prison and fine on 16 August 1996 for articles, 'Preparations for Mass Extermination' and 'Police Oppression in Kurdish Areas', published on 27 November 1995. Accused of 'inciting racism'. This makes a total of over 7 years in prison arising from nine separate cases. In early July 1997, a court acquitted Erol of charges levied for an article published in March 1996. Has some 28 other sentences against him awaiting court decision. Has left Turkey and living in Britain. Winner of 1997 Hellman Hammet Award for Free Expression.

Andrew FINKEL: British freelance journalist based in Istanbul. Charged with "insulting state institutions" under Article 159 TPA because of an article he wrote entitled "Sırmak 1998" in the February 1998 issue of *Sabah* magazine regarding military operations in the south-east. He was indicted on 10 June 1999. The next hearing is not until 16 November 1999; the prosecutor was seeking a prison term of 6 years.

Dino FRISULLO: Italian journalist, originally sentenced to 1 year's imprisonment and a fine by Diyarbakir State Security Court for "inciting people to hatred and enmity." The Supreme Court overturned the original verdict and a retrial was launched at the same court in June 1999.

Dr Haluk GERGER

D.o.b: 1948 **Profession:** Journalist, writer, political scientist **Details of trial:** i) Sentenced to 20 months in prison under Article 7 of the Anti-Terror Law on 6 October 1995 for "making terrorist propaganda" re article in 18 December 1993 edition of *Özgür Gündem*. Sentenced reduced to 13 months. On 10 December 1997 his sentence was finalised by the Supreme Court. Released on appeal on 16 September 1998. In March 1999, the Supreme Court again upheld the sentence. The article in question was entitled "Who is the Real Loser of the War?". ii) 20-month sentence related to an article published in 1995 analysing Operation Provide Comfort and the emergency regulations in force in Kurdish areas was finalised on 30 May 1998 and added to the 10-month sentence he was already serving. Released on appeal on 16 September 1998. iii) Another trial launched on 31 March 1998 regarding speeches made to the then Belgium based MED-TV station on 19 November 1995. Charged with "deliberately aiding the PKK". He was acquitted of this charge on 14 May 1999. iv) Trial started on 4 November 1997 alongside Aysel Nur Zarakolu (see below) for book *Letters to the Labourer: The Turkish Order and the Kurdish Question*. Gerger claims that charges linked to articles published 4-5 years before. v) Trial started on 4 June 1998 at Ankara Penal Court on charges related to a speech made by Gerger on 27 May 1997 in Canberra, Australia entitled "Democracy in Turkey and the Kurdish Question". Charged under Article 159 of the Penal Code. vi) On 2 April 1998 the Ankara State Security Court launched a trial against a number of persons, including Gerger, accused of co-operating in the production of a booklet *Freedom to Thought-2* containing writings by Esber Yagmurdereli and others. Terms of up to 7 1/2 years are being sought. **Professional details:** Freelance journalist on nuclear weapons and strategy, the United Nations and international issues. Founding member of Turkish Human Rights Association. **Previous political imprisonment/problems:** Detained from June 1994 to October 1995 for statement expressing solidarity with the families of political prisoners executed in the early 70s. **Honorary member of:** Austrian, Canadian, Norwegian, and Swedish PEN Centres.

Veysi HARMAN: Editor-in-chief of banned *Özgür Ülke*. Sentenced c. 21 March 1997 to two years and four months for article published in the newspaper in November 1994. Not clear if detained. Co-defendants received suspended sentences and fines.

Yasar KAPLAN: Journalist for the daily *Akit*. Arrested on 6 March 1998 for not appearing at a court hearing at Ankara State Security Court. Held in a military prison until 21 April 1998 when he was freed pending trial. On 21 May 1998 a trial started against him under Article 95 (4)(5) of the Military Penal Code and Article 153 of the Penal Code on charges of "destruction of the military relations between the superior and the inferior" and "inciting soldiers to unlawfulness and violating their duty". The charges are based on a speech he delivered on the Comemoration Day of martyrs held at Altınpark, Ankara, on 23 February 1997. On 14 July 1998 he was given a 14-month sentence. On 1 October 1998 he was acquitted of the charges but a sentence of three years is still being asked under Article 312 of the Penal Code, possibly in a related case. In early February 1999, the Supreme Court overturned the 1 October 1998 acquittal. He is believed free pending a retrial.

Adem KARGI, Nadir KAYA: publisher and editor respectively. Trial launched against them in early September 1998 on charges under the Press Law of "publishing statements and documents of an ongoing law case". Charges related to a book entitled *The Flower Staring at the Stars*, a collection of short stories, poems and drawings of Ali Serkan Eroglu, a university student who had committed suicide in December 1997. The defendants face 6 months' imprisonment.

Huda KAYA: A reporter with the weekly newspaper *Selam*, sentenced to 20 months in prison for 'inciting people to hatred and enmity' under Article 312 of the Turkish Penal Code because of one of his articles. The trial concluded on 4 February 1999.

Tuley KOCAK: Editor-in-chief of journal *Ezilenlerin Kurtuluşu İçin İsci* (Worker's Democracy for the Salvation of the Repressed). Remanded in custody on accusations of disseminating separatist propaganda but released on 6 May 1999 at Ankara State Security Court. The trial is continuing, allegedly in camera.

Aydın KORAL: journalist for the pro-Islamic *Selam*. Sentenced to 20 months in prison by the Istanbul State Security Court on 24 November 1998 for an article published May 1997 entitled "Land of Scandals". Charged with "inciting people to enmity" under Article 312 of the Turkish Penal Code. Thought to be free on appeal. Previously sentenced on 5 March 1998 to one year and eight months in prison for an article entitled "Secular-Militarist Oligarchy and Zionism Occupancy of Jerusalem", published in his paper on 16 May 1997. The sentence was subsequently commuted to a fine.

Aydın KORKMAZ: Owner and editor-in-chief of a local newspaper in the Cesme District of Izmir. Sentenced to 18 months in prison by the Izmir State Security Court under Article 312 of the Penal Code in connection with an article he wrote on May Day, 1997. In April 1999 his sentence was confirmed by the Supreme Court and he is due to go to prison in August 1999.

Ahmet ÖNAL: publisher. Sentenced to six months and 18 days with a TL 2,000,800,000 fine on 11 November 1998 for "separatist propaganda". Charges relate to a book published in October 1997. Thought to be free at present.

Ünsal ÖZTÜRK

Profession: Owner of Yurt Publishing House Details of arrest: Has an accumulation of 62 court actions in connection with 41 books published by him between July 1991 and November 1993 deemed to be in breach of the Anti-Terror Law. Served a one year prison term which was completed in December 1996 but was not freed as unable to pay accompanying fine. Freed in March 1997 after his fines were paid by visiting delegation of international writers. **Details of trial:** Two years in accumulated prison terms have been served against him along with sizeable additional fines. Ratification of other sentences against Öztürk still pending. On 26 March 1997, a two year and two month prison term for publishing 15 books by İsmail Besiki was converted into a fine by the Supreme Court, ratified in July 1997. **Professional details:** Books which have led to prosecution include: *State Terror in the Middle East* by İsmail Besiki which led to a 50,9000 lira fine. Publication of Besiki's book *Polluted Concepts: Science, Equality, Justice* led to a six month prison term in a trial in March 1996. A further book by Besiki *An Intellectual, an Organisation and the Kurdish Problem* led to a further huge fine in May 1996. Other huge fines levied against him for further books by Besiki and Yasar Kaya which Öztürk says he is unable to pay so may have to face substitute prison terms.

Erhan PALABIYIK: Owner of the local daily *Demokrat Baykan*, published in Baykan, Siirt. A trial was launched against him in March 1999 on accusations of "insulting police officers" in an article published in the daily. The trial is to be heard at Iskenderun Heavy Penal Court for "security" reason.

Mehmet Salih TASKESEN: Editor-in-chief of the journal *Azadiya Welat*, published in Kurdish. Sentenced to 1 year in jail and a fine of TL 50 million under article 7 of the Anti-Terror Law. The charges were based on a photograph published in the 123rd issue of the journal. The sentence was handed down at Istanbul State Security Court in January 1999.

Ferda ÜLKER, Coskun ÜSTERCI: human rights activists. Trial opened against them in Izmir in early September 1998 for their book *Non-Violent Acts in a Culture of Violence* published by the ILKE-SKD Publishing House run by conscientious objectors. Charged under Article 8 of the Anti-Terror Law and Article 312 of the Turkish Penal Code for "inciting people to enmity". The book was confiscated before distribution.

Sendogan YAZICI: Owner and editor-in-chief of the journal *Ozgurluk Dunyasi*, sentenced to 2 years in prison and fined TL 1,500,000 for "inciting people to enmity" in an article published in the August 1997 issue of the journal entitled "The direction of the development in Kurdish provinces and the labour movement." The trial ended on January 14 1999 at Istanbul State Security Court.

Can YÜCEL: Poet sentenced to one year and two months by Ankara Penal Court of First Instance on 18 March 1998 on accusing of "insulting President Demirel" in a speech made at a meeting in Gazi University. He had previously been sentenced to two years in prison, but this sentence had been overturned previously by the Supreme Court.

Sanar YURDATAPAN

Profession: Composer and peace/freedom of expression activist. Organiser of freedom of expression challenge in the form of a book, *Freedom for Expression in Turkey* which was published in March 1995. Yurdapan and over 1,000 other Turkish intellectuals and writers signed as responsible editors of the book of articles which had been banned or whose authors had been sentenced. Some 184 went on trial for 'disseminating separatist propaganda', including Yurdapan. On 3 November 1997, the trial proceedings were suspended for three years following the application of a law that disallows imprisonment of those who have edited rather than written articles. **Previous political imprisonment/problems:** i) Detained on 15 October 1996 after press conference as part of his peace activities. Charged with being a member of an illegal armed group, apparently on the basis of an interview he gave to the pro-Kurdish Med-TV channel, for a musical score he wrote for a film *The Lead Pencil* and for a petition he signed in *Demokrasi* which condemned an assassination attempt against the PKK leader. Released on 11 November 1996, pending trial. ii) Legal proceedings under Penal Code article 159 are under way against Yurdapan and two others accused of membership of the Collective Work for Peace which in January 1996 went to visit a mass grave of supposed victims of police violence. Accused of "insulting the state security forces" for making a public complaint attributing the deaths to police officials. On 3 February 1998, he was sentenced to ten months in prison on these charges. His final appeal against the sentence was heard on 6 January 1999 and on 24 February 1999 the Supreme Court overturned the original verdict. The trial is now to be reheard at the Istanbul Heavy Penal Court No. 4. iii) Further charged on several counts for a series of Freedom of Expression

booklets which Yurdapan is publishing in order to specifically challenge Turkey's laws restricting freedom of expression. He was charged with for distributing an early edition of the Freedom for Expression booklet and sentenced to pay 650,000 TL (approx 6.5 US \$) which he refused to pay. He was later charged with "insulting the jury" during a previous court hearing re Freedom of Expression booklet when defendants quoted from Kafka's *The Trial* during the hearing. In addition, he has been charged with republishing an article by Saruhan Oluc in Freedom of Thought 16 - the article in question, "Let's Go to the Army!" was published earlier in *İsci ve Politika* journal and earned the author two months in prison last year. On 9 February 1999, he was convicted on this charge and fined TL 1,250,000 and sentenced to two months in prison. v) Trial under way in November 1997 for his role in staging an "illegal demonstration" linked to the Musa Anter Peace Delegation held in September 1997. vi) Accused of "insulting the military" under Article 159 of the Turkish Penal Code because of an interview he gave to the BBC which was transmitted in December 1998. He is to appear before Istanbul's 1st Criminal Court on September 29 1999. **Other details:** Lived in exile in Germany from 1980 to 1991. He was deprived of Turkish citizenship because of his criticism of the government who seized power in the 1980s. Yurdapan was held for four days from 31 August 1998 regarding his freedom of expression activities.

İsmet YURTSEVER: Owner and editor-in-chief of journal *Dayanisma*, sentenced to 1 year and 8 months in prison and fined TL 2,500,000 for "inciting people to enmity." The charges were based on articles published in the 40th issue of the journal. The trial concluded on 12 January 1999 at the Istanbul State Security Court.

Ayse Nur ZARAKOLU (f): Publisher. Has been tried and sentenced to fines on a number of occasions for publishing books which fell foul of the Anti-Terror Law. Currently in the following legal processes: i) Zarakolu sentenced to six months in prison and fine for book *Zagroslar* by Rahmi Batur on 4 October 1995. Appeal in process. ii) Trial to start regarding the seizure in January 1997 of *Disaster of Dersim* by Haydar İsik iii) Trial underway re seizure in January 1997 of *The Cost of Liberty* by the German journalist, Lissy Schmidt, who was killed during the Gulf War. The book is accused of calling for a separate Kurdistan. The two translators - Zeynep Herkmen (f) and Sheyla Kaya (f) - also charged. Trial re-opened in late 1997. iv) Trial to start re seizure in January 1997 of *The Establishment of Turkey and the Kurdish Question* by Dr Haluk Gerger (see above), although previous two imprints allowed. v) Trial started in November 1997 re the publication of Haluk Gerger's *Letters to the Labourer: The Order of Turkey and the Kurdish Problem* which had been published in the early 1990s. vi) Trial continues against Zarakolu and Dogu Perincek (see below) regarding speeches they made to the Human Rights Association. Each had been sentenced to one year and a fine in March 1997, but this had been overturned by the Supreme Court whose decision is currently being contested. This trial continuing as of 9 December 1998. Recipient of the 1997 Hellman/Hammatt award for free expression. Recipient of the 1998 International Freedom to Publish Award at the Frankfurt Book Fair. Honorary member: of Swedish, East German, Danish, Ghana, American, USA West and Canadian PEN.

Ragip ZARAKOLU: Editor-in-chief of *Ozgur Bakis*, married to Ayse Nur Zarakolu above. Trial launched against him on 27 April 1999 at the Istanbul State Security Court on the grounds that he had "disseminated separatist propaganda" in his article published in the now defunct daily *Ulkede Gundem* on 25 June 1998.

Ali ZEREN: editor in chief of *Demokrasi*. On 3 May 1997 he was convicted to a prison term of 20 months plus a fine of TL 700,000 for articles seen to "incite emity" in an article published 9 August 1996. As there was no appeal against the sentence, it was put into immediate effect. Presumed freed at end of this term, allowing for remission, but there are around 40 other court cases that have been initiated against him.

Banned

Faik BULUT: In early July 1999, Bulut's book, co-authored with Mehmet Farac, was confiscated and ordered banned by the Istanbul Penal court of Peace No. 3. The book, *Nick Name: Hezbollah, the Story of Turkey's Hezbollah*, was found to be insulting to the "republic and security forces."

Left the Country

Recep MARASLI: Left Turkey in Juen 1999 to avoid re-imprisonment

IRAN

Killed

Pirouz DAVANI: A politician and editor-in-chief of the newspaper *Pirouz*. He reportedly disappeared at the end of August 1998. In the 28 November edition of the newspaper *Kar e Karagar*, there was a report that there were rumours that he had been "executed." This was confirmed in January 1999, when the Iranian press reported that his body had been found.

The following three writers disappeared and then were found dead within days of each other; subsequently, President Khatami condemned their deaths and established a committee to investigate what had happened. As a result, in January 1999, a rogue element of the police force was found to be responsible for the murders and arrests were made. In June 1999, Saeed Emami, the leading suspect, was himself killed while in detention. Many suspected foul play, speculating that he was killed to prevent him giving detailed evidence about the killings. A paper which reported these events, Salam, was then closed down in early July 1999, sparking student protests. PEN continues to monitor the cases and is calling for the perpetrators to be made to feel the full weight of the law:

Mohamad MOKHTARI: Writer, journalist and poet who was found dead in a morgue in Tehran on 9 December 1998. According to one source, there were signs that he had been strangled. Mokhtari was a signatory to the 1994 Declaration by 134 writers calling for an end to censorship and had recently been questioned by the authorities, with five other writers, about an initiative to set up an association of writers to foster liberal ideas called "Kanoun". Mokhtari was last seen on December 3 going into a local shop; then he disappeared. He was briefly arrested with the other five in October 1998.

Mohammad Jafar POUYANDEH: Essayist and translator of French literature, was found dead on 11 December 1998 after having been

missing for two days. He disappeared while on his way from his office to a meeting on 9 December 1998. According to reports his body was found underneath a railway bridge in a suburb of Tehran. He had apparently been strangled. His family were not informed of his death until 13 December. Pouyandeh, like Mokhtari above, was one of six writers questioned in October in connection with a recent initiative to form a writer's association called "Kanoun".

Majid SHARIF: Writer, aged about 45, found dead on November 24, 1998 after disappearing from his home on 20 November 1998. Advocated a more modern version of Islam as well as being an author of five books, several articles and translator of literary poetry. His family identified him at the morgue but said there was no sign of violence on his body. The official version was initially that he suffered a heart attack, but many colleagues suspected foul play, which subsequently proved true, after those responsible for his death were arrested (see above).

Disappeared

Mohammad Hosein SHAHRAK-PUR TAHMASEB: dob c. 1950. Azerbaijan poet. Reportedly arrested or abducted in November 1996 at Tehran airport, whilst on his way to an Azerbaijan Writers Association congress in Baku marking the 500th anniversary of the poet Fizuli. Shahrak is one of the founding members of the Azerbaijan writers asso-

ciation, which was set up in Iran after the Iranian revolution and banned by the Iranian government in 1981. Shahrak was reportedly detained for 18 months in the mid-80s. Reported to have sympathies with the Azerbaijan Democratic Movement (ADM), an Azeri nationalist organization. Married with two sons and a daughter. His brother, Karim, is thought to be detained in Tabriz Prison, Iran, after being arrested in 1991, held for two years without trial and then sentenced to five years in prison for membership of the ADM. It is thought that Shahrak may also be detained for similar reasons. Honorary member of USA PEN West.

Main Case

Mohsen KADIVAR:

Profession: Islamic scholar, professor of philosophy and author of articles and books. **Date of Arrest:** 27 February 1999 **Sentence:** He was sentenced to 18 months on 21 April 1999. **Expires:** 27 August 2000. **Details of trial:** His trial opened before the Special Court for the Clergy on 14 April 1999. He was accused of "propaganda against the sacred system of the Islamic Republic" "publishing lies" and "confusing public opinion." The charges against him are thought to stem from an article he wrote in the 14 February 1999 issue of *Khordad*, in which he examined the role of the clergy in the government of Iran and expressed concerns regarding freedom of expression. The charges might also spring from a series of essays he wrote questioning the power of the ayatollahs as well as lectures he gave. **Professional Details:** He was a former aide to President Khatami and has lectured and taught at many Islamic universities. **Place of detention:** Believed held at Tehrans Evin prison. **Treatment in Prison:** No reports of his treatment in prison as yet. **Other Details:** Kadivar lives in Tehran. His arrest has provoked nationwide protests from students, other clerics and even individuals close to the government.

Investigation Case

Morteza Firoozi: Aged about 40, editor of English-language newspaper *Iran News*, reported to have been held on a charge of spying for the U.S. since June 1997 according to the Associated Press news agency and RSF. An official newspaper, *Jomhouri Eslami*, reported in its 9 November

1997 edition that Firoozi had been imprisoned for "spying for an eastern country." A month earlier, *Iran News* reported to Agence France Presse that Firoozi had disappeared. In September 1997, the weekly *Kayhan Havai* apparently also reported that he had been arrested for "spying for the United States." On January 28, 1998, the official news agency IRNA announced that he had been sentenced to death. In February, it was reported that the Supreme Court had denied his appeal against the sentence. Then, over the week-end of March 1, 1998, reports appeared in the Iranian press that President Khatami had called for a retrial of his case. On March 18, 1998, AI reported that his death sentence had been repealed and that he was believed to be facing a retrial. However, on May 12, 1998, press reports in Iran indicated that his death sentence had been once again confirmed. Unconfirmed reports suggested he faced death by stoning at any time, and that only the Ayatollah Khamenei had the authority to save him. Then, in mid-June 1998, the official Iranian news agency IRNA reported that, according to the Judiciary Head Yazdi, he was once more to be retried. The Ayatollah Khamenei is said to have ordered the retrial on the advice of the Iranian National Security Council. The WiPC received unconfirmed reports in June 1999 that he had received a custodial sentence of several years, but is still seeking confirmation, clarification and further details.

Hossein KASHANI and Heshmatollah TABARZADI: Director and Editor-in-chief respectively of the weekly newsletter *Hoveyat-e-Khish* (Our Identity). Currently detained in Evin Prison, although the precise charges against them are unclear. Kashani was arrested on 16 June 1999, when he was summoned to a tribunal at the office of the revolutionary prosecutor, questioned, then arrested. Tabarzadi, who is aged 39, was similarly questioned and detained on 17 June 1999. Beforehand, the Ministry of Culture and Islamic guidance had issued a statement saying that *Hoveyat-e-Khish* would be charged for publishing "deceitful and offensive articles." The day before his arrest, Tabarzadi had given a radio interview criticising a wave of recent arrests. *Hoveyat-e-Khish* has only had three issues so far; Tabarzadi was previously the editor of a student newsletter that was banned and had been subject to arrest and banning orders in the past. He is also the president of the Students Association, members of which were detained during a recent protest rally and held for several days.

Brief Detention

Said KAJOLDIN: Journalist with *Djahan e-Eslam*, arrested by security forces while covering a student demonstration on 25 May 1999. Held for a day and a half, then released on bail.

Fereydoun VERDINEJAD: Head of official news agency IRNA. Arrested on 29 May 1999 and released on bail six hours later; unclear if charges will be pressed.

Mohammed Reza ZOHDI: Editor-in-chief of the reformist daily *Arya*, arrested on 29 May 1999 and detained for a day after the armed forces filed a slander complaint against him.

Fined:

Gholam-Hossain ZAKERI: Publisher of *Adineh*, sentenced on February 2 1999 to fines totalling \$1,035 US (9 million rials). *Adineh*, a 14-year-old independent intellectual magazine, had featured such articles as "Why there is no joy in our city, only weeping" and "Weeping is free, laughing is forbidden" which led to charges of Zakeri spreading lies about the government and inciting public opinion against the government and "corrupt" articles. *Adineh's* publication was frozen.

Under a banning order

Mohammed Mahdavi KHORRAMI: publisher of now-defunct daily *Gozarsh-e-Ruz*. On 14 July 1998, he was banned for three years from owning or heading a publication and fined 12 million rials (US\$4,000) for publishing "falsehoods and material and images offending public decency". He was actually detained between June 9 and June 13 1998. The banning order stems partly from a picture and related story he published about teenagers of the opposite sex meeting under watchful eyes.

Ezzatollah SAHABI: A prominent liberal journalist. On 7 December 1998, the BBC reported that a special court dealing with press matters had ruled that he should be banned from writing for one year. He had apparently been found guilty of publishing slanderous articles about the military in the *Iran-e-Farda* magazine.

SYRIA

Main cases

Faysal ALLUSH

Profession: Journalist and political writer. **Date of Arrest:** 1985 **Sentence:** 15 years in prison. **Expires:** 2000 **Details of arrest:** Reported to have been held in Sednaya prison since 1985. Charged with being a member of the illegal Party for Communist Action. **Details of trial:** Sentenced to 15 years in prison by Supreme State Security Court on 28 June 1993. **Place of detention:** Sednaya prison **Honorary member of:** English PEN.

Faraj Ahmad BAYRAKDAR (also spelt BIRQDAR)

D.o.b.: 1951 **Profession:** Poet and journalist **Date of Arrest:** 31 March 1987 **Sentence:** 15 years in prison **Expires:** 30 March 2002 **Details of arrest:** Arrested by Military Intelligence on suspicion of membership of the Party for Communist Action. Held incommunicado for almost seven years. Moved to Sednaya prison in mass transfer of suspected PCA members in early summer 1992. **Details of trial:** Brought before Supreme State Security Court in 1993. Sentenced to 15 years in prison on 17 October 1993. **Professional Details:** Has published two collections of poems, *You Are Not Alone* (1979) and *A New Dance at the Court of the Heart* (1981). **Place of detention:** Sednaya prison **Health Concerns:** Said to have vertebral damage as a result of torture which means he cannot walk unaided. **Treatment in Prison:** Reported in November 1995 to be denied medical care for torture suffered during pre-trial detention. **Previous political imprisonment/problems:** Previously detained in 1984. **Other Details:** Arrested with his wife and brother. His wife is now said to be free, although the situation of the brother is not known. Winner of Hellman/Hammett award 1998. Winner of 1999 American PEN Freedom-to-Write award. **Honorary member of:** English, Malawian, Netherlands and Slovak, and PEN USA West PENs.

Samir al-HASSAN

D.o.b.: 1952 **Profession:** Journalist and editor **Date of Arrest:** 1 April 1986 **Sentence:** 15 years in prison **Expires:** 31 March 2001 **Details of arrest:** Accused of membership of the Party for Communist Action. Other members of his family were also arrested but later released. **Details of trial:** Sentenced to 15 years in prison on 7 June 1994. **Professional Details:** Palestinian journalist with *al-Qaida*, editor with Fatah al-Intifada. **Place of detention:** Thought to have been held first in Fir al-Tahqiq al Askari, an investigation prison in Damascus. Last reported to be in Tadmur Prison, one of Syria's most notorious. **Other information:** Married with one child. **Honorary member of:** Swiss German PEN.

Salama George KAYLA

Profession: Writer and freelance journalist. **Date of Arrest:** 12 March 1992. **Sentence:** 8 years in prison **Expires:** March 2000. **Details of**

arrest: Detained in Damascus on 12 March 1992. It is thought he was held in connection with his journalistic and human rights activities. He had reportedly written an article on censorship in Syria for a Jordanian daily paper. **Details of trial:** Said to have been sentenced in July 1993 to three years in prison. **Professional Details:** Books include: *The Arabs and the Question of Nations* and *Heritage and the Future*. Writes regularly for such magazines as *Al Wahda Al Arabia* and *Dirasat Arabia*.

Treatment in Prison: Said to have been tortured. In July 1998, Amnesty International reported that he and three other prisoners had been transferred to Tadmur Military Prison as a form of punishment. He suffers from high blood pressure. **Other Details:** Palestinian.

Nizar NAYYUF

D.o.b.: c.1955 **Profession:** Writer, sociologist and human rights activist. **Date of Arrest:** January 1992 **Sentence:** 10 years in prison, hard labour and deprivation of political rights **Expires:** January 2002 **Details of arrest:** One of 17 people arrested between December 1991 and January 1992. He reportedly handed himself in 18 days after his wife and three-year-old daughter had been arrested in his place. All 17 were brought to trial by State Security between 29 February and 17 March 1992 in connection with leaflet published on 10 December 1991 by banned Committee for the Defence of Democratic Freedoms and Human Rights (CDF) detailing human rights abuses during December 1991 elections. Evidence said to be the leaflet and confessions reportedly obtained under torture. Reported to have been so badly tortured that could not walk unaided into courtroom and claimed to have been beaten on stairs leading to courtroom, but allegations not investigated and no access to medical attention. **Details of trial:** Nayyuf sentenced on 17 March 1992 to ten years in prison, hard labour and deprivation of political rights. Accused of disseminating false information. Charge relates to leaflet which was said to have been intended to create anxiety and to shake the confidence of the masses in the aims of the revolution of 8 March 1963. The government claimed that the CDF was a front for a terrorist organisation and that it had incited armed insurrection. **Professional Details:** Has written for weekly *Al-Huriyya* and literary magazine, *Al Thaqafa al Maarifa*. **Place of detention:** Mezze military prison, Damascus. **Health Concerns:** Denied medical treatment for injuries in his right leg caused by torture. In September 1998 he was reported to have been diagnosed with Hodgkins disease, a form of cancer that is usually curable; however, he has allegedly been denied treatment unless he disavows his political views. **Treatment in Prison:** Has staged hunger strikes in prison and said to have spent periods in isolation. **Honorary member of:** American, English, Finnish and Slovak PENs.

Investigation cases

Numan ABDU: Journalist for Lebanese weekly *Al-Tarik*. Arrested in 1992 and apparently sentenced to fifteen years imprisonment. He was said to be in Sednaya Prison, but Amnesty International reported in August 1998 that he along with Salama George Kayla (see above) had been transferred to Tadmur Military Prison in July 1998, apparently as a form of punishment. He is said to suffer from a chronic open leg wound, according to reports from former prisoners.

Adel ISMAIL: RSF reported on 20 April 1999 that Ismail, a journalist, has been detained in Syria since 1996. He was apparently arrested upon his arrival in the country from Algeria and is said to be held in Seydnaya prison. WiPC seeking further information.

Gaith Kourdieh: Journalist for weekly *Al-Kayda*. Arrested in 1987 and it is unclear if sentenced and for how long. He is said to be in Sednaya Prison.

Marwan MOHAMAD: Journalist for weekly *Al-Baath*. Arrested in 1987 and it is unclear if sentenced and for how long. He is said to be in Sednaya Prison.

Yusar Hasan Abdall RADWAN: Journalist for Jordanian newspaper *Al-liwa* arrested 25 September 1996 while in al-yarmuk refugee camp in Damascus. No further details at present.

Presumed released at end of sentence but WiPC still seeking confirmation

Anwar BADER: Reporter for Syrian radio and television; arrested 6 December 1986, sentenced to 12 years for belonging to the Party for Communist Action. Was due for release December 6 1998, but as of yet no confirmation of his release available.